



Courrier international

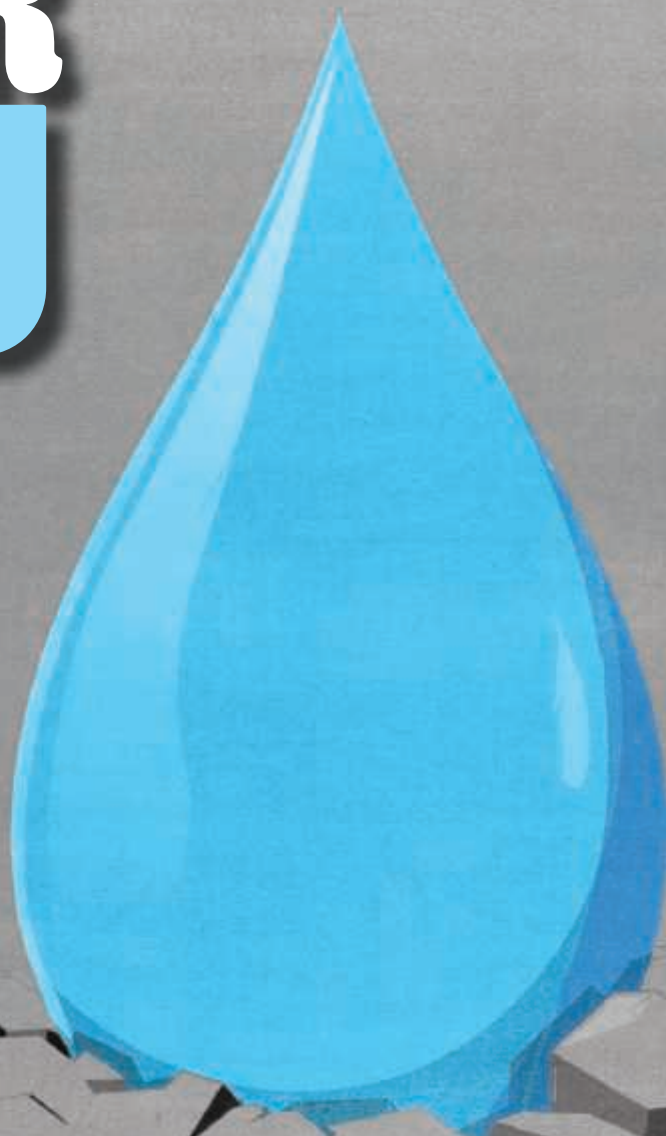
N° 1691 du 30 mars au 5 avril 2023
courrierinternational.com
France : 4,90 €

Algérie 5,00 DA, Allemagne 6,20 €,
Andorre 6 €, Canada 8,25 \$ CAN,
DOM 5,90 €, Espagne 5,30 €,
Grande-Bretagne 5 €, Grèce 5,80 €,
Italie 5,50 €, Japon 10,00 ¥,
Maroc 15,00 DH, Pays-Bas 6 €,
Portugal cont. 5,50 €,
Sénégal 3,400 F CFA, Suisse 7,20 CHF,
TOM 1100 XPF, Tunisie 9 DT,
Afrique CFA autres 3600 F CFA.

FRANCE — VERS UNE VI^e RÉPUBLIQUE ?

La crise sociale vue par la presse étrangère

GARDER L'EAU



*Oui, il est possible
de préserver,
d'économiser, de
recycler l'eau douce.
En Europe, aux États-Unis,
en Afrique, les solutions
pour faire face
à la sécheresse.*



M 03183 - 1691 - F : 4,90 €



EQA

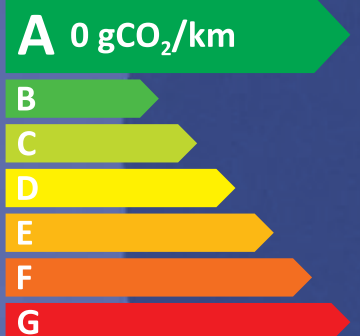
SUV COMPACT 100% ÉLECTRIQUE.

Jusqu'à 527 km d'autonomie*.



*Autonomie (cycle mixte WLTP) du modèle présenté : 510 km. EQA 250+ : Autonomies électriques : 490-527 km (cycle mixte WLTP) / 631-673 km (cycle urbain WLTP). Consommations électriques : 15,4-16,7 kWh/100 km (cycle mixte WLTP). Données au 06/03/23 susceptibles d'évoluer. Depuis le 01/09/18, les véhicules légers neufs sont réceptionnés en Europe sur la base de la procédure d'essai harmonisée pour les véhicules légers (WLTP), procédure d'essai permettant de mesurer la consommation de carburant et les émissions de CO₂, plus réaliste que la procédure NEDC précédemment utilisée. Mercedes-Benz France - RCS Versailles 622 044 287.

Pour les trajets courts, privilégiez la marche ou le vélo. #SeDéplacerMoinsPolluer





LES CHOIX DE "COURRIER"

VIRGINIE LEPETIT

Garder l'eau mais en finir avec la V^e République

De Paris à Bordeaux, en passant par Sainte-Soline, la semaine dernière a été marquée par des images de violences, par des flammes, des nuages de gaz lacrymogènes, par les bilans de blessés et d'interpellés lors des manifestations, par la crispation du pouvoir et la montée des violences policières face à une population dont la colère ne fait que grandir. Cette actualité-là, la presse étrangère s'en fait l'écho, et l'analyse. C'est le propos de l'article qui ouvre notre séquence D'un continent à l'autre (p. 10), paru dans le distingué **Financial Times** et signé

d'un fin connaisseur de la France, Simon Kuper. Le journaliste britannique s'interroge sur la colère qui se cristallise sur Emmanuel Macron. Selon lui, la figure du monarque présidentiel a vécu. *"La France ne peut pas continuer de la sorte. Il est temps de mettre fin à la V^e République et à sa présidence omnipotente – elle est ce qui se rapprocherait le plus, dans le monde développé, d'un dictateur élu – et d'inaugurer une VI^e République, moins autocratique. Macron pourrait bien être la personne la plus indiquée à ce titre"*, avance Kuper. Un texte stimulant. Ce n'est pourtant pas cette actualité qui fait notre une. Mais une autre situation, tout aussi urgente. Et grave. Cette semaine, nous avons choisi de mettre en couverture une goutte d'eau. Unique, précieuse, car de plus en plus rare : *"Nous faisons désormais face à un risque de 40 % de déficit en eau douce d'ici à 2030, avec des pénuries graves dans les régions aux ressources déjà limitées"*, alerte-t-on dans

un rapport dévoilé le 17 mars, en amont de la Conférence des Nations unies sur l'eau. 2030, c'est demain. Mais la crise est déjà là. Notamment en France. Une fois n'est pas coutume, c'est par l'Hexagone que nous avons choisi d'ouvrir notre dossier. En France, comme dans de nombreux autres pays d'Europe, l'eau est désormais comptée. En témoigne le reportage d'Annika Joeres, la correspondante de l'hebdomadaire allemand **Die Zeit**, partie à Arlanc, dans le Puy-de-Dôme. Les restrictions, les ruisseaux à sec, on ne voyait ça qu'en été jusque-là; la sécheresse de cet hiver marque un tournant pour l'Hexagone, constate-t-elle. Une situation qui doit tout au dérèglement climatique et au déficit de précipitations qui en résulte. Les nappes phréatiques et les cours d'eau sont à sec. Des pénuries qui touchent les particuliers, mais qui risquent de mettre à mal la stratégie énergétique française – pour fonctionner, les centrales nucléaires ont

besoin d'eau... Et pour l'heure, reprend Annika Joeres dans *Die Zeit*, la France n'a pas de plan à long terme pour faire face à cette nouvelle donne. Pourtant, c'est bien aujourd'hui qu'il faut trouver des solutions. Il y a les usines de dessalement de l'eau de mer, leur nombre a doublé en dix ans sur la planète. Mais si cette solution permet de produire de grands volumes d'eau douce, elle est aussi énergivore et produit de la saumure, nocif pour l'environnement. L'avenir – si on le veut pérenne – est dans la préservation, l'économie, le recyclage de l'eau douce. Des pistes explorées en Europe, mais aussi en Californie. Notamment à Healdsburg. *"Cette ville bénéficie d'une ressource précieuse [...] : une eau gratuite et non potable produite par son installation de recyclage des eaux usées. Cette station d'épuration traite chaque année plus de 1,3 million de mètres cubes d'eaux usées, selon les données de la municipalité, soit un peu plus de la moitié de sa*

consommation annuelle en eau." En clair, explique le magazine américain **Grist**, ces eaux usées sont utilisées pour l'irrigation, le bâtiment et d'autres secteurs gourmands qui n'ont pas besoin d'une eau de même qualité que celle destinée à la consommation. Une initiative reproduite dans d'autres communes californiennes. À tel point que cet État traite et réutilise aujourd'hui environ 18 % des eaux usées qu'il produit. Et a pour objectif de multiplier par trois cette quantité d'eau recyclée d'ici à 2030. De quoi donner de l'espoir. C'est également ce que souligne *Grist*, qui laisse la conclusion à un viticulteur : *"Ça a été une vraie manne en matière d'approvisionnement de l'eau. Et nous n'épuisons ni les nappes phréatiques ni les réserves d'eau potable du système d'eau public. Tout le monde est gagnant."*

En couverture : Dessin d'**Andrea Ucini** paru dans **Weekendavisen**, Copenhague.



Sommaire

7 JOURS DANS LE MONDE p.6

Israël. Ne crions pas victoire

Sous la pression de la rue, Benjamin Nétanyahou a suspendu son projet très contesté de réforme judiciaire. Mais sans retrait définitif, assène **Ha'Aretz**, les manifestations doivent se poursuivre.

FRANCE p.10

Demain la VI^e République?

Avec la colère qui se répand partout dans l'Hexagone, notamment contre la réforme des retraites, le **Financial Times** estime qu'il serait temps de repenser notre système hyperprésidentiel.

360°

Picasso et ses muses

À l'occasion de l'année Picasso, qui célèbre l'œuvre du peintre espagnol, cinquante ans après sa mort, la presse étrangère revisite son art et ses inspirations. Et souligne ses rapports abusifs avec les femmes qui ont traversé sa vie.

p.40

SCIENCES p.36

Mais si, les chats nous aiment!

Un corpus d'études montre que les chats sont plus à l'écoute des humains que nous ne l'imaginons, explique le **New Scientist**.



DESSIN DE PUDLES, ROYAUME-UNI

LES SOURCES



Chaque semaine, les journalistes de *Courrier international* sélectionnent et traduisent des articles tirés de plus de 1500 médias du monde entier. Voici la liste exhaustive des journaux, sites et blogs utilisés dans ce numéro :

Berlingske Copenhague, quotidien. **El Confidencial** (elconfidencial.com), Madrid, en ligne. **The Continent** Johannesburg, hebdomadaire. **Expresso** Lisbonne, hebdomadaire. **Financial Times** Londres, quotidien. **Grist** (grist.org), Seattle, en ligne. **The Guardian** Londres, quotidien. **Ha'Aretz** Tel-Aviv, quotidien. **The Intercept Brasil** (theintercept.com/brasil), Rio de Janeiro, en ligne. **Mekong Review** Sydney, trimestriel. **Neue Zürcher Zeitung** Zurich, quotidien. **New Scientist** Londres, hebdomadaire. **Raseef22** (raseef22.net), Beyrouth, en ligne. **Süddeutsche Zeitung** Munich, quotidien. **Le Temps** Genève, quotidien. **Wakat Séra** (wakatsera.com), Ouagadougou, en ligne. **The Washington Post** Washington, quotidien. **Die Zeit** Hambourg, hebdomadaire.



SUR NOTRE SITE

Édité par Courrier international SA, société anonyme avec
directoire et conseil de surveillance au capital de 106 400 €
Actionnaire : La Société éditrice du Monde
Président du directoire, directeur de la publication :
François-Xavier Devaux
Directrice de la rédaction, membre du directoire : Claire Carrard
Conseil de surveillance : Louis Dreyfus, président
Dépôt légal Mars 2023. Commission paritaire n° 0727 c 82101.
ISSN n° 1154-516X Imprimé en France/Printed in France

Rédaction 67-69 avenue Pierre-Mendès-France 75013 Paris. Accueil 33 (0) 1 46 46 16 00 Fax général 33 (0) 1 46 46 16 01 Fax rédaction 33 (0) 1 46 46 16 02 Site web www.courrierinternational.com Courriel lecteurs@courrierinternational.com
Directrice de la rédaction Claire Carrard (16 58) Rédactrice en chef Virginie Lepetit (16 12) Rédacteurs en chef adjoints Raymond Clarinard (16 77), Claire Pomarès (web), Matthieu Recarte Direction artistique Sophie-Anne Delhomme (16 31), Conception graphique Javier Errea Comunicación

ÉDITION Anouk Delport (16 98), Ioris Queyroi, Fatima Rizki (17 30) 7 JOURS DANS LE MONDE François Gerles (chef de rubrique, 17 48) EUROPE Gerry Feehily (chef de service, 16 95), Laurence Habay (chef de service adjointe, Russie, est de l'Europe, 16 36), Marie Daoudal (Allemagne, Autriche, Suisse alémanique, 16 04), Carole Lyon (Belgique, 17 36), Sasha Mitchell (Royaume-Uni, Irlande, 19 74), Beniamino Morante (Italie, 19 72), Héléna Bienvenu (Pologne), Antoine Moutzeu (Pays-Bas), Valentin Scholtz (Espagne), Vincent Barros (Portugal), Antoine Jacob (Danemark, Norvège, Suède), Alexandre Lévy (Bulgarie), Alexandros Kottis (Grèce, Chypre), Joël Le Pavous (Hongrie), Guillaume Narguet (République tchèque, Slovaquie), Kika Curovic (Serbie, Monténégro, Croatie, Bosnie-Herzégovine), Marielle Vitureau (Lituanie), Alda Engoian (Caucase, Asie centrale), Larissa Kotelevets (Ukraine) FRANCE Carolin Lohrenz (chef de rubrique, 16 93) AMÉRIQUES Bérangère Cagnat (chef de service, Amérique du Nord, 16 14), Jean-Hébert Armengaud (chef de service, Amérique latine, 16 57), Morgann Jezequel (Brésil), Martin Gauthier (Canada), Mathilde Guillaume (Argentine) ASIE Agnès Gaudu (chef de service, Chine, Singapour, Taiwan, 16 39), Christine Chaumeau (Asie du Sud-Est, 16 24), Zhang Zhulin (Chine, 17 47), Carole Dieterich (Asie du Sud), Elisabeth D. Inandiak (Indonésie), Jeong Eun-jin (Corées) Yuta Yagishita (Japon). MOYEN-ORIENT Bachir El-Khoury (chef de service), Julien Abirama (Liban, Syrie, Palestine, Irak), Pascal Fenaux (Israël), Ahmad Parhizi (Iran), Raphaël Boukandoura (Turquie), Philippe Mischkowsky (pays du Golfe) AFRIQUE Hassina Mechaï (chef de rubrique), Vincent Barros (Afrique lusophone), Malik Ben Salem (Maghreb), Mathilde Boussion (Afrique australe et Afrique de l'Est), Agnès Faivre (Afrique de l'Ouest) TRANSVERSALES Pascale Boyen (chef des informations, Économie, 16 47), Carole Lembezat (chef de rubrique, Sciences et Signaux, 16 15), Annick Riviere (Économie) MAGAZINE 360° Marie Bécail (chef des informations, 17 32), Hugo Florent (16 74), Ouméma Nechi HISTOIRE Mélanie Liffschitz (16 96)

SITE INTERNET Claire Pomarès (rédactrice en chef adjointe), Nicolas Coisplet (chef d'édition), Adrien Oster (chef d'édition), Paul Blondé (éditeur web), Antoine Cuny-Le Callet, Gabriel Hassan (éditeur web, 16 32), Carole Lyon (éditrice web, 17 36), Hoda Saliby (éditrice web, 16 33), Mélanie Chenouard (vidéo, podcasts, 16 65) COURRIER EXPAT Ingrid Therwath (16 51), Jean-Luc Majouret (16 42)

TRADUCTION Raymond Clarinard (responsable, Courrier-Histoire), Mélanie Liffschitz (chef de service adjointe, anglais, espagnol), Julie Marcot (chef de service adjointe, anglais, espagnol, portugais), Catherine Baron (anglais, espagnol), Isabelle Boudon (anglais, allemand, portugais), Manon Delfour-Peyrethon (anglais, allemand), Caroline Lee (anglais, allemand, coréen), Françoise Lemoine-Minaudier (chinois, anglais), Olivier Ragasol (anglais, espagnol, catalan), Leslie Talaga (anglais, espagnol) RÉVISION Jean-Baptiste Luciani (chef de service, 17 35), Isabelle Bryskier, Philippe Czerepak, Françoise Hérodol, Julie Martin, Anne Romefort

PÔLE VISUEL Sophie-Anne Delhomme (responsable) WEB DESIGN ET ANIMATION Alexandre Errichiello (chef de service, 16 17), Benjamin Fernandez, Jonnathan Renaud-Badet, Pierrick Van-Thé ICONOGRAPHIE Luc Briand (chef de service, 16 41), Lidwine Kervella (16 10), Stéphanie Saindon (16 53), Céline Merrien (colorisation) MAQUETTE Alice Andersen (chef de service, 16 37), Denis Scudeller, Gilles de Obaldia CARTOGRAPHIE Thierry Gauthé (16 70) INFOGRAPHIE Catherine Doutey (16 66)

AGENCE COURRIER Patricia Fernández Pérez (directrice du développement et de la communication, 17 37), Jessica Robineau (16 08), Alizée Marchal (17 38)

DIRECTRICE DE LA FABRICATION Nathalie Communeau, Nathalie Mounié (chef de fabrication, 45 35) IMPRESSION, BROCHAGE, ROUTAGE : Maury, 45330 Malesherbes

ONT PARTICIPÉ À CE NUMÉRO Torunn Amiel, Etienne Bianchi, Aurélie Boissière, Jean-Baptiste Bor, Anne-Dominique Bouille, Emmanuelle Bour, Méline Bourgoin, François Burkard, Anne-Françoise Cochet, Geneviève Deschamps, Elisabetta Di Matteo, Mona Guichard, Mehdi Harmi, Lucie Hoarau, Hong-Kyung Kang, Valentine Morizot, Astrid Mouget, Florent Normand, Maëlys Sourit, Leslie Souvanlasy, Maddalena de Vio

PUBLICITÉ MPublicité, 67-69, avenue Pierre-Mendès-France CS 11469, 75707 Paris Cedex 13, tél. : 01 57 28 20 00 Directrice générale Elisabeth Cialdella (elisabeth.cialdella@mpublicite.fr, 39 68), Directeur délégué, directeur de Marque Courrier international Stevee Dablin (01 57 28 38 84) Directeur délégué Activités programmatiques, AD Tech & Monétisation Sébastien Noel (sebastien.noel@mpublicite.fr, 37 00) Directeur délégué, pôle Agences François de Ren (francois.deren@mpublicite.fr, 30 21) Directeur délégué, pôle Opérations spéciales Stevee Dablin (stevee.dablin@mpublicite.fr, 38 84)

DIRECTRICE ADMINISTRATIVE ET FINANCIÈRE Carine de Castellán (16 06) Gestion Lucie Madalena (16 26) Droits Blandine Mosnat (16 52) Comptabilité 01 48 88 45 51 Directrice de la diffusion et de la production Xavier Loth Directrice des ventes Sabine Gude Responsable commerciale international Saveria Colosimo Morin (01 57 28 32 20) Chef de produits Valentin Moreau (01 57 28 33 99) Communication et promotion Christiane Montillet MARKETING ET PRODUITS Sophie Gerbaud (directrice, 16 18), Véronique Lallemand (16 91), Véronique Saudemont (17 39), Martine Prévot (16 49), Mynn-May Vang, Anthony Pittavino Responsable du numérique Kévin Jolivet, Louise Dugeal (développement web)

Modifications de services ventes au numéro, réassortissements 0805 05 01 47 Service clients Abonnements Courrier international, Service abonnements, A2100 — 62066 Arras Cedex 9 Tél. 03 21 13 04 31 Fax 01 57 67 44 96 (du lundi au samedi de 9h à 18h) Courriel abo@courrierinternational.com. Prix de l'abonnement annuel en France métropolitaine : 129 €. Autres destinations : https://boutique.courrierinternational.com Nos conditions générales de vente et d'utilisation sont disponibles sur https://www.courrierinternational.com/page/cgv

Courrier international, USPS number 013-465, is published weekly 48 times per year (triple issue in Aug and in Dec), by Courrier International SA c/o Distribution Grid, at 900 Castle Rd Secaucus, NJ 07094, USA. Periodicals Postage paid at Secaucus, NJ and at additional mailing offices. POSTMASTER: Send address changes to Courrier International c/o ExpressMag, 8275, avenue Marco-Polo, Montréal, QC H8E 7K1, Canada.



Origine du papier : UK, Allemagne, 100% de fibres recyclées. Ce magazine est imprimé chez MAURY certifié PEFC. Entrées : Prot. - 0,083 kg/tonne de papier. Papier issu de forêts gérées durablement et de sources contrôlées. Ouvrage imprimé à 100% avec des encres conformes à la norme Blue Angel.



SOMMAIRE

- 7 jours dans le monde
- 6. Israël. Ne crions pas victoire
- 8. Contro. La Suisse doit-elle en finir avec sa neutralité ?
- D'un continent à l'autre
- 10. France. Demain, la VI^e République ?
- 16. Brésil. La main de l'armée dans la tragédie des Yanomami
- 18. Yémen. À l'école des martyrs
- 22. Finlande. Sanna Marin, rock-star de la politique
- 24. Chine. Au bout de l'exil, la vraie liberté d'écrire
- 26. Malawi. Fenêtre sur l'apocalypse
- 27. Niger. Un pivot diplomatique au Sahel
- À la une
- 28. Garder l'eau
- Transversales
- 36. Sciences. Mais si, les chats nous aiment !
- 38. Économie. Du cacao pour le climat
- 39. Signaux. Qui doit payer la dette étudiante américaine ?
- 360°
- 40. Peinture. Picasso et ses muses
- 44. Culture. Elida Almeida porte les voix du Cap-Vert
- 46. Histoire. Un céramiste blanchi par les ans

La France vue de l'étranger. Le nucléaire en panne sèche

La production d'électricité nucléaire française cumule problèmes techniques et inquiétudes liées au climat – notamment la sécheresse. Dans ces conditions, Der Spiegel s'étonne que le cap sur l'atome soit maintenu malgré tout.

Guerre en Ukraine. La bonne étoile de Prigojine pâlit en Russie

Embourbé dans la bataille de Bakhmout, le groupe de mercenaires Wagner serait en train de reconsidérer son engagement en Ukraine pour se recentrer sur l'Afrique. Son patron dément, mais sa position à Moscou s'effrite, affirme l'agence américaine Bloomberg.

Kenya. La légende persistante du navigateur venu de Chine

L'île de Pate cultive l'histoire d'un explorateur chinois qui, au xv^e siècle, aurait fait souche parmi les insulaires. Un récit dont Pékin a vite perçu l'intérêt géopolitique, explique le South China Morning Post dans un reportage.

L'horoscope de Rob Breznsy Retrouvez chaque semaine les prévisions poétiques et philosophiques de l'astrologue le plus original de la planète.

Retrouvez-nous aussi sur Facebook, Twitter, Instagram et Pinterest.

NOTRE NOUVEAU HORS-SÉRIE

Comment la guerre en Ukraine bouleverse les alliances, renforce les occultaties, soude l'Occident et fait émerger un Sud global.



EN VENTE CHEZ VOTRE MARCHAND DE JOURNAUX



Offre d'abonnement

Je m'abonne pour :

- 1 AN (52 numéros) au prix de **129 €** au lieu de ~~237,20 €*~~
- 1 AN (52 numéros) + 6 hors-séries au prix de **159 €** au lieu de ~~290,60 €*~~

Monsieur Madame

NOM..... PRÉNOM.....

ADRESSE

CP VILLE.....

Je règle par chèque bancaire à l'ordre de Courrier international

Bulletin à retourner à : Courrier international
Service Abonnements - A2100 - 62066 Arras Cedex 9

RCO23BO01

Pour tout autre moyen de paiement, rendez-vous sur notre site :
<https://abo.courrierinternational.com/ours2023>
ou téléphonez au 03 21 13 04 31 (du lundi au samedi, de 9 heures à 18 heures)

*Offre réservée aux particuliers jusqu'au 31/3/2024 pour un premier abonnement en France métropolitaine. Pour les entreprises et l'étranger, nous consulter. Visuels non contractuels. En retournant ce formulaire, vous acceptez que Courrier international, responsable de traitement, utilise vos données personnelles pour les besoins de votre commande, de la relation client et d'actions marketing sur ses produits et services.

Je ne souhaite pas recevoir les offres commerciales de Courrier international par voie postale. Je ne souhaite pas recevoir les offres commerciales des partenaires de Courrier international par voie postale.

Pour connaître les modalités de traitement de vos données ainsi que les droits dont vous disposez (accès, rectification, effacement, opposition, portabilité, limitation des traitements, sort des données après décès), consultez notre politique de confidentialité à l'adresse : <https://www.courrierinternational.com/page/donnees-personnelles> ou écrivez à notre délégué à la protection des données 67-69, avenue Pierre-Mendès-France 75013 Paris ou dpo@groupelemonde.fr. Vous avez le droit de formuler une réclamation auprès de la Cnil. Pour toute question, contactez notre service clients par e-mail abo@courrierinternational.com ou par téléphone au 03 21 13 04 31 du lundi au samedi de 9 heures à 18 heures. Nos CGV sont consultables et téléchargeables en suivant ce lien : <https://www.courrierinternational.com/page/cgv>



Avantages abonnés :

- La version numérique du magazine dès le mercredi soir
- L'édition abonnés du site Internet
- Nos archives, soit plus de 100 000 articles
- L'accès illimité sur tous vos supports numériques
- Les applications iOS et Android
- Réveil Courrier 📧

Votre abonnement à l'étranger :

Belgique : (32) 2 744 44 33
abonnements@saipm.com

États-Unis/Canada : (1) 800 363 1310
expressmag@expressmag.co m

Suisse : (41) 022 860 84 01
abonne@edigroup.ch



Israël. Ne crions pas victoire

Sous la pression de la rue, Benjamin Nétanyahou a suspendu, le 27 mars, son projet très contesté de réforme judiciaire. Mais, sans retrait définitif, les manifestations doivent se poursuivre, affirme ce journal de gauche.



CARTOON MOVEMENT

—Ha’Aretz, (Tel-Aviv)

Lundi [27 mars], le Premier ministre, Benjamin Nétanyahou, a annoncé le report du vote final sur sa proposition de loi visant à modifier la composition de la commission [chargée de la nomination des juges de la Cour suprême] lors de la prochaine session de la Knesset. Officiellement, c’est par une “volonté d’empêcher la division du peuple” et dans le but de “parvenir à un large accord”. En réalité, si le gouvernement a décidé cet ajournement de deux mois, c’est uniquement pour se protéger des manifestations monstres que son projet suscite.

Après avoir passé toute la journée à organiser une manifestation “spontanée” de soutien à son initiative – d’où le report de son discours –, Nétanyahou a tenté d’établir un faux parallèle entre partisans et détracteurs de son coup d’État législatif. Il a tenté de minimiser le phénomène des soldats et des réservistes refusant de servir, alors qu’il s’agit d’une décision majeure et complètement inédite dans le cadre de protestations.

Sans vergogne, Nétanyahou a même comparé la situation actuelle à la légende du roi Salomon, affirmant que, dans ce

conflit, “les deux parties disent aimer le même enfant, notre pays”. Sauf que ce qui menace Israël et divise le pays, ce n’est pas le jugement de Salomon mais le procès de Nétanyahou, alors que l’accusé fait tout pour tordre la loi dans son intérêt personnel et contrôler la nomination des juges.

Les chefs de l’opposition, Benny Gantz et Yaïr Lapid, ont prudemment accepté d’entamer des discussions afin d’éviter une guerre civile. Ce faisant, ils doivent être vigilants et extrêmement méfiants. L’histoire montre que Nétanyahou n’hésite pas à manipuler, mentir et comploter : il est dans sa nature de poser des pièges qui ne sont découverts que trop tard. Gantz en a fait l’amère expérience lorsque Nétanyahou a fait voler en éclats l’accord qui prévoyait leur alternance aux fonctions de Premier ministre.

Gantz et Lapid doivent partir du principe que l’objectif de Nétanyahou est de faire taire les manifestants et que ses

L’opposition doit partir du principe que l’objectif de Nétanyahou est de faire taire les manifestants.



ÉDITO

✓ Benjamin Nétanyahou.

Dessin de Mohammad Sabaaneh, Territoires palestiniens.

invitations au dialogue visent simplement à casser la dynamique du mouvement. Preuve de l’hypocrisie du Premier ministre : la promesse perverse de créer une garde nationale sous la direction du ministre de la Sécurité nationale, Itamar Ben Gvir. Benjamin Nétanyahou a acheté le soutien de l’extrême droite avec la promesse de former une milice pouvant menacer des citoyens israéliens – surtout ceux qui dénoncent sa tentative de coup d’État – tant que son gouvernement reste en place. Nous ne pouvons pas accepter la création de cette milice.

Dans son discours, le Premier ministre n’a fait aucune mention du renvoi [dans la soirée du 26 mars] du ministre de la Défense, Yoav Galant, qui l’avait à juste titre mis en garde contre les risques que représentait son projet pour la défense nationale. C’est pourquoi ses déclarations sur la nécessité d’unir le peuple sonnent particulièrement creux. Les manifestations doivent se poursuivre, tandis que Gantz et Lapid évaluent les dispositions du Premier ministre à entrer cette réforme.

Dans deux mois, nous saurons si Israël a frôlé le bord du précipice ou si Nétanyahou et ses dangereux amis persistent à vouloir détruire ce pays. La pression ne doit pas faiblir tant que ce projet n’est pas abandonné.—

Publié le 28 mars

À la une



“TRANSFORMER UNE CRISE EN OPPORTUNITÉ”,

titre en une de son édition

du 28 mars le tabloïd gratuit **Israel Hayom**, proche du Likoud. La veille, à la suite de manifestations d’une ampleur sans précédent, le Premier ministre, Benjamin Nétanyahou, annonçait marquer une “pause” dans son projet de “refonte judiciaire” destiné à neutraliser la Cour suprême. Pour le quotidien conservateur, “l’une des journées les plus agitées de l’histoire d’Israël s’est terminée dans l’espoir d’un retour au calme. Au terme de trois mois de tensions, Nétanyahou a suspendu le processus législatif et tendu la main en proposant une concertation.”

Nouvelle tuerie

ÉTATS-UNIS — “La tâche horrible du comptage a commencé avant midi”, raconte **The Tennessean** peu après une fusillade, le 27 mars, dans une école primaire presbytérienne de Nashville, dans le Tennessee. Une “horreur inouïe”, ajoute le journal de la ville. Trois enfants de 9 ans et trois membres du personnel ont été tués par une personne transgenre de 28 ans, ancien élève de l’établissement, qui a été à son tour tué par la police. Il s’agit déjà de la 89^e fusillade dans une école depuis le début de l’année.

Une “voix” aux Aborigènes



AUSTRALIE

— Submergé par l’émotion, le Premier ministre, Anthony Albanese, a confirmé le 23 mars la

tenu d’un référendum constitutionnel d’ici à la fin de l’année afin de donner “une voix” aux Aborigènes au sein du Parlement. Selon le leader travailliste, il permettrait aussi à l’Australie d’assumer son histoire, notamment le passé brutal de la majorité blanche à l’égard des Aborigènes, rapporte **The Age**. “Mon rôle est de transformer le pays. Rien n’est plus important dans cette transformation que l’amendement de la Constitution, afin de reconnaître notre histoire dans sa totalité.”

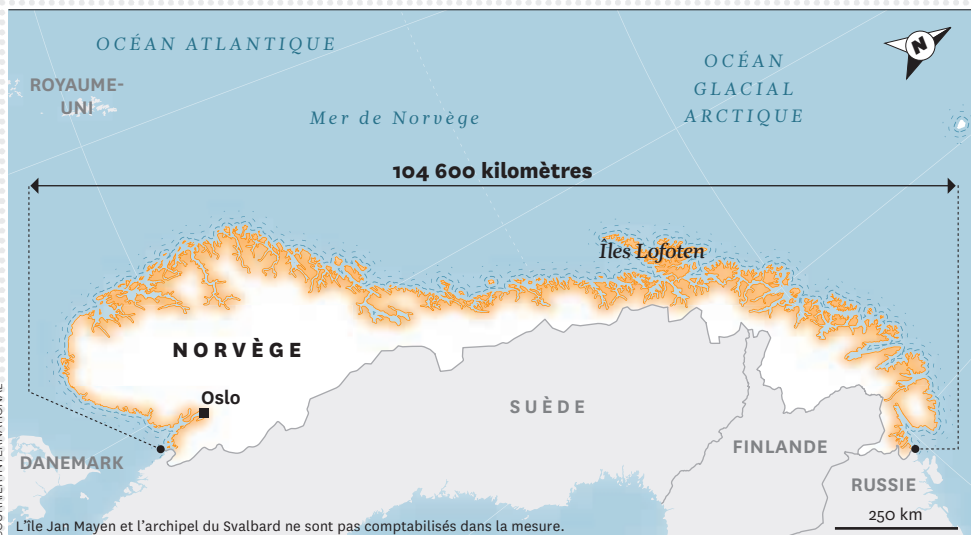
Tsunami radioactif?

CORÉE DU NORD — Le régime de Pyongyang a annoncé, le 24 mars, avoir conçu un “drone d’attaque nucléaire sous-marin”. Ce drone serait en mesure de provoquer un “tsunami radioactif”, selon les termes de l’Agence centrale de presse coréenne (KCNA), cités par **NK News**, site sur la Corée du Nord. Selon Pyongyang, l’arme est en développement depuis 2012 et a fait l’objet de cinquante tests au cours des deux dernières années. Mais les experts occidentaux soulignent que les autorités nord-coréennes n’ont fourni “aucune preuve” de son existence.

LA CARTE
DE LA SEMAINE



Un bond kilométrique



NORVÈGE — Jusque dans les années 1990, l'Autorité norvégienne de cartographie (Kartverket) mesurait la longueur du littoral national à l'aide de cartes papier. Puis la numérisation est arrivée. D'un coup, la longueur constatée est passée à environ 85 000 kilomètres. Jusqu'à ce que des mesures encore plus affinées ne parviennent au chiffre de 101 000 kilomètres en 2011. Puis 104 600, selon les tout derniers calculs en date, rapporte le site de la radiotélévision publique NRK. Le littoral du pays fait désormais deux fois et demie le tour du globe. Le royaume conforte ainsi sa deuxième place dans le domaine. Seul le Canada le devance, avec quelque 202 000 kilomètres.

Hors de contrôle

MIGRANTS — Une "énigme tragédie", rapporte le **Corriere della Sera** le 26 mars après le naufrage d'une embarcation transportant des migrants, partie de Tunisie en direction de l'Italie. Au moins 29 d'entre eux sont morts. "Il y a quelques mois, la Tunisie est devenue un lieu de transit hors de contrôle, souligne le journal milanaise. Au cours des dernières quarante-huit heures, 3 000 personnes sont arrivées en Italie à bord d'une soixantaine d'embarcations."

Débloccage in extremis

UNION EUROPÉENNE — Bruxelles peut pousser un grand ouf de soulagement. Et Berlin aussi. Le plan de l'UE visant à interdire la vente de voitures neuves à moteur thermique à l'horizon 2035 semble en voie d'être adopté. Après des semaines de blocage, "l'UE a trouvé un accord avec l'Allemagne sur l'usage futur des carburants de synthèse dans les voitures", a annoncé le 25 mars

Frans Timmermans, vice-président de la Commission européenne, cité par le **Financial Times**. L'Allemagne exigeait une dérogation pour certains types de carburants, menaçant de bloquer la législation européenne si elle n'était pas entendue.

Le temps de la convalescence

ÉTATS-UNIS — Le passage d'une série de tornades sur le delta du Mississippi dans la soirée du 25 mars a fait au moins 25 morts. Deux jours plus tard, en une, au-dessus d'une photo d'un restaurant de Rolling Fork complètement balayé, le **Sun Herald** évoquait "la douloureuse convalescence en cours" dans cette région, "l'une des plus pauvres des États-Unis". Le président, Joe Biden, a très vite ordonné le déploiement de l'aide fédérale,



qui sert pour des logements provisoires, des travaux de réparation et l'octroi de "prêts pour les biens perdus non assurés", précise le journal.

Sur la touche

INDE — Rahul Gandhi a été condamné à deux ans de prison le 23 mars pour diffamation. Et démis dès le lendemain de son

mandat de député. À un an des prochaines élections législatives, certains y voient une manœuvre du Premier ministre, Narendra Modi, en vue d'écarter son principal opposant. Mais cela pourrait s'avérer être à double tranchant, estime **The Telegraph India**. Cet acharnement contre le leader du parti du Congrès pourrait donner davantage de "crédibilité aux accusations d'autoritarisme" à l'égard du chef du gouvernement. Mais aussi encourager "l'opposition à s'unir", un scénario que le parti au pouvoir "souhaiterait éviter".

Succession ardue



ÉCOSSE — Humza Yousef "entre dans l'histoire", s'enthousiasme **The National**. À

37 ans, l'élu de Glasgow a pris le 27 mars la suite de Nicola Sturgeon à la tête du Parti national écossais (SNP) puis, le lendemain, à la tête du gouvernement local d'Écosse. "Il devient le premier musulman à occuper le poste", salue le journal indépendantiste. Pour le plus jeune First Minister, le mandat a tout d'un défi : il doit désormais unir un parti favorable à l'indépendance (au pouvoir depuis 2007 dans la nation de 5,5 millions d'habitants), divisé sur les questions de ligne politique et confronté à un exode d'adhérents depuis l'annonce, à la mi-février, de la démission de la charismatique dirigeante de 52 ans.



Menace nucléaire

Le président russe a annoncé le déploiement d'ogives nucléaires "tactiques" chez son voisin biélorusse.

A en croire Vladimir Poutine, le président biélorusse Alexandre Loukachenko "avait réclamé, il y a longtemps déjà, le déploiement d'armes nucléaires tactiques sur son territoire". C'est presque chose faite, alors que "la construction d'un entrepôt spécial" pour ce type d'armes doit être achevée d'ici au 1^{er} juillet, a déclaré le 25 mars le président russe, cité par **Meduza**.

"Même si Poutine a assuré que la Russie n'allait pas transférer à la Biélorussie le contrôle des armes", et que le pays ne violait pas "ses obligations en matière de non-prolifération nucléaire", la décision du Kremlin sur son arsenal "est l'une des plus importantes depuis son invasion de l'Ukraine, il y a plus d'un an", juge le **Financial Times**. "Ce sera la première fois depuis le milieu des années 1990 que Moscou aura des armes nucléaires stationnées à l'extérieur du pays", observe la **BBC**.

"Contrairement aux ogives nucléaires stratégiques - conçues pour être lancées à des milliers de kilomètres de distance [...] et capables de détruire des villes entières -, les armes nucléaires tactiques ont une charge plus modeste, pour des destructions ciblées", explique le **FT**.

The Guardian estime cependant que, comme nombre d'annonces de Vladimir Poutine au sujet des armes nucléaires, cette déclaration "pourrait être moins importante qu'il n'y paraît". Les délais évoqués seraient notamment trop ambitieux. Des experts expliquent ainsi que la Russie travaille depuis au moins sept ans sur une installation de stockage d'armes nucléaires dans l'enclave de Kaliningrad. Et, note le quotidien britannique, "jusqu'à présent, aucune image satellite n'indique que quelque chose de similaire soit en cours de construction en Biélorussie".

— **Courrier international**

6,4

MILLIONS DE DOLLARS NÉO-ZÉLANDAIS, l'équivalent de 3,7 millions d'euros, financeront au cours des trois prochaines années un programme visant à réparer les cœurs brisés des jeunes Néo-Zélandais. Concrètement, précise le média public **RNZ**, une assistance via une ligne téléphonique, des SMS ou des e-mails offrira "spécifiquement des conseils aux plus jeunes traversant une rupture amoureuse". L'idée derrière la campagne baptisée "Love Better" ("Aimer mieux"), lancée le 22 mars, est de les armer pour leurs relations futures. Et ainsi de contribuer à faire reculer les violences conjugales.

CONTROVERSE



La Suisse doit-elle en finir avec sa neutralité ?

Le Parlement fédéral a refusé, au début du mois de mars, la réexportation d'armes suisses destinées à l'armée ukrainienne. Un vote qui ravive les débats sur la nécessité ou non de faire évoluer certains éléments de la neutralité helvétique.

OUI

Nous ne sommes pas une île

— Le Temps (Genève)

Le Parlement fédéral a torpillé [au début de mars] deux motions qui auraient permis d'envisager un feu vert de Berne à ses voisins pour la réexportation de matériel militaire suisse. Avec ce double refus, toute perspective de voir la Suisse approuver la demande des États européens de soutenir, même très indirectement, l'effort de défense de l'Ukraine est renvoyée aux calendes grecques. Comme si la Suisse vivait hors du temps et des crises qui rythment son continent. Comme si les Suisses avaient une nouvelle fois choisi de se mettre en marge de l'histoire. Ou [de s'octroyer] le privilège de la commenter depuis leur balcon.

Les parlementaires se sont retranchés derrière l'invocation de la neutralité pour réaffirmer leur voie solitaire. Mais de quelle neutralité parlent-ils ? La réexportation d'armes ne relève d'aucun "droit de la neutralité" comme l'ont défendu, en trompant la population, les députés. Il n'y a pas de loi suisse de la neutralité. Il n'y a pas d'article des Conventions de La Haye sur les États neutres qui évoque la réexportation d'armes. Point. Berne a élaboré un discours sur la neutralité et une loi sur le matériel de guerre qui servent aujourd'hui de prétexte pour l'inaction au nom de soi-disant obligations juridiques. C'est différent.

Parle-t-on alors de cette neutralité dont on affirme qu'elle assure un "rôle particulier" à la Suisse ? De quoi s'agit-il ? De la promotion de la paix ? Quel État ne veut pas la promotion de la paix ? D'autres pays, non neutres, en font davantage en matière de négociations de paix. Des bons offices ? Ils ont fondu. Et qui, aujourd'hui, veut encore y faire appel ? De l'aide humanitaire ? La Suisse ne s'illustre pas davantage dans ce domaine en comparaison européenne. À l'hébergement des organisations internationales ? Ce n'est pas la neutralité qui a justifié leur installation à Genève. Il en existe dans des États non neutres.

Cette neutralité et ce prétendu *Sonderfall* ["cas particulier"] helvétique cultivé par les souverainistes auraient leur justification si



la Suisse s'en emparait pour lancer des initiatives. Elle l'a fait l'été dernier, à Lugano [où a eu lieu la première conférence internationale sur la reconstruction de l'Ukraine, les 4 et 5 juillet 2022]. Depuis ? Plus rien. La Suisse n'évoque plus la providence comme par le passé pour expliquer qu'elle reste une île protégée au milieu des tempêtes du monde. Elle constate simplement une "chance" de sa géographie. Or ce ne sont pas des montagnes et des fleuves qui épargnent la Suisse des vagues. Mais bien le fait d'être au cœur d'ensembles sécuritaires (Otan) et politiques (UE) qui la protègent de facto.

Restent ces questions : considère-t-on que l'Ukraine est victime d'une agression ? Le Conseil fédéral le dit. S'agit-il d'une remise en question fondamentale de la sécurité du continent ? Le Conseil fédéral le dit. La Suisse se situe-t-elle dans un camp ? Le Conseil fédéral le dit. Est-on solidaire avec ce camp ? Le Conseil fédéral le dit. Alors que tous les membres de ce camp – l'Europe démocratique – se mobilisent pour soutenir la défense, y compris militaire, de l'Ukraine, la Suisse, et elle seule, fait valoir sa partition en soliste. Même lorsque sa population – deux récents sondages sur la réexportation d'armes l'attestent – se rallie à l'idée de donner un coup de main à ses voisins, ses représentants se recroquevillent, par habitude, par calcul politique, par manque de vision ou de courage.

Au terme de cette semaine, l'Europe ne peut que constater le choix de la Suisse de non-solidarité. Ce choix aura un prix.

— Frédéric Koller, publié le 11 mars

NON

Il suffit d'assouplir ce principe

— Neue Zürcher Zeitung, extraits (Zurich)

La guerre contraint les démocraties occidentales à l'unité – malgré la concurrence féroce qui fait rage entre les États libéraux au quotidien. La Suisse soutient les sanctions de Bruxelles contre la Russie et adhère en ce sens à la communauté de valeurs européennes. Elle désire toutefois rester neutre sur le plan militaire, dans l'espoir de tenir la guerre à distance et, peut-être, de contribuer ainsi au retour de la paix. Et c'est précisément pour préserver ces divergences d'opinions que les États unissent leurs forces.

Mais les plus ardents défenseurs de la neutralité pourraient justement provoquer, en définitive, un changement de cap radical de la politique extérieure suisse. Un assouplissement, même minime, de la loi fédérale sur le matériel de guerre (LFMG) constituerait pour eux un outrage au droit de la neutralité – et en défendant une telle position, ils mettent en péril la souplesse et le pragmatisme indispensables à un petit État.

Deux initiatives concrètes ont déjà été mises en échec. Le 6 mars, le Conseil des États a retoqué une motion de Thierry

Burkart, le président du Parti libéral-radical (PLR). Burkart souhaitait autoriser la livraison d'armes suisses [par des pays tiers] aux États démocratiques dotés d'un régime de contrôle des exportations comparable à celui de la Confédération helvétique – tout cela sans avoir à obtenir le feu vert du Conseil fédéral, afin d'éviter les dilemmes sur le droit de la neutralité.

Le 8 mars, au Conseil national, les élus de l'Union démocratique du centre, des Verts et du PLR ont à leur tour rejeté l'une des propositions centrales d'une autre motion, d'inspiration sociale-démocrate. Le texte proposait d'autoriser la réexportation vers des pays en guerre d'armes fabriquées en Suisse dès lors que l'Assemblée générale de l'ONU condamne à la majorité des deux tiers le conflit en question.

Si les élus veulent voir la Suisse se forger une place digne de ce nom dans le monde libre, ils doivent faire un pas en avant. Il n'est évidemment pas question de renoncer à la neutralité, pas plus que d'adhérer à l'Otan. Mais il serait courageux, libérateur et logique de s'inspirer de l'approche adoptée par la Suède depuis 1989 [jusqu'à sa demande d'adhésion à l'Otan en mai 2022] : rester à l'écart des alliances militaires et continuer à cultiver une politique de neutralité efficace, tout en renonçant à une application trop rigide du droit de la neutralité.

Une attitude progressiste sur ce modèle favoriserait la liberté d'action en matière de politique étrangère et sécuritaire. Et la Suisse n'en resterait pas moins fidèle à sa réputation d'État neutre et humanitaire. Cette décision marquerait également un tournant historique, comme la reconnaissance de la neutralité permanente de la Suisse lors du Congrès de Vienne en 1815, qui annonçait un changement de paradigme par rapport aux traités de Westphalie de 1648 [qui reconnaissaient l'indépendance de la Suisse]. Ce n'est pas en s'agrippant à une neutralité pensée au XIX^e siècle que nos élus préserveront le pays. Les débats fertiles sur le matériel de guerre suisse ternissent la réputation de la Confédération et entravent son rôle d'État neutre.

— Georg Häsler, publié le 8 mars

☞ Le soldat allemand : "Alors ? Je peux livrer les grenades à l'Ukraine maintenant?... Répondez oui ou non !"
Le fonctionnaire suisse : "Oui ou non."

Dessin de Chappatte paru dans NZZ am Sonntag, Zurich.



VIVEZ D'AVANTAGES

AVEC LA NOUVELLE CARTE ABONNEMENT EN VOYAGEANT
À VOTRE RYTHME ET AU MEILLEUR TARIF.



Avantages
100% exclusifs



GO SHOW /
AFTER SHOW



Réductions
adaptées à vos vols



+2XP par
vol effectué



Tarif entreprise :
299€/an

Découvrez tous les nouveaux
avantages de la carte abonnement
sur le site [airfrance.fr](https://www.airfrance.fr)

d'un continent à l'autre.

france

Amériques.....	16
Moyen-Orient...	18
Europe.....	22
Asie.....	24
Afrique.....	26



France. Demain, la VI^e République?



FOCUS

Au-delà d'une réforme des retraites aussi mal-aimée que mal adoptée, la colère qui se répand partout dans l'Hexagone se cristallise sur la figure du monarque présidentiel. Et si Macron était finalement le mieux placé pour repenser les institutions et instaurer une République moins autocratique? se demande ce journaliste du pourtant peu radical "Financial Times".



✓ Emmanuel Macron : "Longue vie à la réforme des retraites !"

Dessin de Marian Kamensky, Autriche.

— Financial Times, extraits (Londres)

Les manifestants de la place de la République, à Paris, scandent, en italien curieusement : "Siamo tutti antifascisti" – "nous sommes tous antifascistes". En français cette fois, ils s'en prennent à leur ennemi juré, le chef de l'État : "On est là, même si Macron le veut pas, nous, on est là."

Tout ça sous les yeux de cordons de CRS qui, dans la tradition française du maintien de l'ordre, ne s'invitent pas dans la foule pour désamorcer la situation, mais au lieu de quoi attendent le moment de faire usage de leurs gaz lacrymogènes et de leurs matraques. La foule attend ce moment, elle aussi. "ACAB", s'exclame-t-elle, l'abréviation anglaise de *all cops are bastards* ["tous les flics sont des salauds"]. Dans la bouche d'un Français, ça donne "A-ca-beu!"

Puis quelqu'un met le feu à une poubelle – l'image instagrammable par excellence –, et d'autres manifestants se mettent à filmer. Ils savent qu'ils s'inscrivent ce faisant dans une vieille tradition parisienne, de 1789 à 1968 en passant par 1944. Les CRS finissent par se mettre en mouvement, et les gens commencent à lancer des bouteilles.

L'Hexagone était en ébullition avant même la décision unilatérale d'Emmanuel Macron de relever l'âge minimum de départ à la retraite de 62 à 64 ans, faute d'être parvenu à faire adopter [la réforme] à l'Assemblée. À Paris, à la suite d'un hiver émaillé de grèves à répétition, le métré est en passe de devenir un concept tout à fait théorique, tandis que les rats font leur marché dans les monceaux d'immondices laissés en plan sur les trottoirs. Le pic a sans doute été atteint samedi [18 mars], avec une manifestation en faveur des rats. "Non, les rats ne sont pas responsables de tous les maux en France!" y martelait le collectif organisateur, Paris Animaux Zoopolis.

Le courroux des Français ne se cantonne pas aux retraites et au fait du prince de Macron. On observe de longue date une grogne généralisée à l'encontre de l'État et de celui qui le représente, le président. Pour y vivre depuis vingt ans, je suis habitué au jugement des Français : quelle que soit la

personne élue aux responsabilités, ils estimeront qu'il s'agit forcément d'un bandit doublé d'un imbécile, et que l'État, au lieu d'être l'émanation du collectif, est en réalité leur oppresseur. Mais le passage en force de Macron sur les retraites, sans passer par le vote, vient renforcer le risque que les Français ne suivent l'exemple américain, britannique et italien, et ne fassent le choix du populisme en élisant Marine Le Pen à la présidence en 2027. Le vote extrémiste n'a cessé de gagner du terrain au second tour de la présidentielle depuis le début du siècle, pour atteindre 41 % en 2022.

La France ne peut pas continuer de la sorte. Il est temps de mettre fin à la V^e République et à sa présidence omnipotente – elle est ce qui se rapprocherait le plus, dans le monde développé, d'un dictateur élu – et d'inaugurer une VI^e République moins autocratique. Macron pourrait bien être la personne la plus indiquée à ce titre.

La V^e République a été proclamée en 1958 sur fond de guerre d'Algérie et de crainte d'un coup d'État militaire. La Constitution a été écrite pour, et

La V^e République est, dans le monde développé, ce qui se rapprocherait le plus d'un dictateur élu.

en partie par, Charles de Gaulle, le héros de guerre de 1,96 mètre, "l'homme providentiel" qui personnifie la vieille France. Il avait consenti à revenir au pouvoir si la France muselait les partis et les parlementaires.

C'est comme ça que la Constitution a créé un exécutif fort, quoique non centré sur la personne du président. L'article 49.3 permet à l'exécutif de passer outre à l'Assemblée et de faire passer des lois sans vote. Avec la réforme des retraites, c'est la onzième fois qu'Élisabeth Borne, la Première ministre d'Emmanuel Macron, y recourt en dix mois au pouvoir.

La philosophie sous-jacente de la V^e République est devenue une sorte de règle franco-confucéenne édictée par des premiers de la classe issus de toutes les strates de la population. Le père de Pierre Mendès France vendait

de la lingerie bon marché, celui de Georges Pompidou était instituteur de province, et celui de François Mitterrand chef de gare à Angoulême. Au sommet du G7, le dirigeant qui a le plus haut QI est souvent le chef de l'État français.

Les technocrates de la République ont peu à peu étendu leur autorité jusqu'aux bourgades les plus reculées. Presque tout ce qui se mouvait dans le plus grand pays d'Europe occidentale était administré depuis un mouchoir de poche de quelques kilomètres carrés, à Paris. Les multiples vagues de "décentralisation" depuis 1982 n'ont guère produit d'effet. Le principe directeur des technocrates parisiens, dixit l'écrivain libéral Gaspard Koenig, c'est l'étatisme. Il fait observer qu'ils sont généralement qualifiés de "serveurs de l'État" plutôt que du peuple.

Le marché, c'est que les Français confient une bonne partie de leurs revenus à l'État et acceptent de naviguer dans les méandres souvent cauchemardesques de la bureaucratie en échange de l'enseignement gratuit, du système de santé, de la retraite et même, souvent, de vacances subventionnées.

Concorde et Minitel. Jusqu'aux années 1990, le système a fonctionné peu ou prou. La France a eu ses Trente Glorieuses – trente années de croissance économique, de 1945 à 1975. Elle a construit les trains les plus véloces d'Europe, les TGV; a coconçu l'avion de ligne le plus rapide du monde, le Concorde; a inventé le précurseur d'Internet, le Minitel; a poussé l'Allemagne à créer l'euro; est devenue autonome sur la scène internationale. La présidence omnipotente renforçait la position de l'Hexagone à l'international: le gouvernement parlait d'une seule voix, et les dirigeants étrangers savaient toujours quel numéro appeler en France.

Le moment où la V^e République a commencé à perdre de son éclat remonte sans doute au choc

pétrolier de 1973. Depuis lors, l'économie a stagné pour ainsi dire en continu. À moins que ce n'ait été le 21 avril 2002, quand le chef de file du Front national, Jean-Marie Le Pen, s'est hissé au second tour de l'élection présidentielle. Il s'est incliné face à Jacques Chirac, mais depuis lors, sous l'effet d'une inquiétude engendrée par le chômage et l'immigration, une menace crédible plane sur la République.

Macron rappelle aux Français leur patron : un Je-sais-tout qui regarde son personnel de haut.

Le désamour pour le président se vérifiait dans les sondages. Mitterrand (président de 1981 à 1995) et Chirac (1995-2007) recueillaient en règle générale entre 40 et 60 % d'opinions favorables, selon le cabinet Kantar Sofres. Or les trois derniers présidents, Nicolas Sarkozy, François Hollande et Emmanuel Macron, végétaient la plupart du temps entre 20 et 40 %. La cote de popularité de François Hollande a même dévié dans un sondage à 4 % (non, ce n'est pas une coquille). Ces chiffres de l'ère post-héroïque étaient trop faibles pour reprendre le flambeau d'un de Gaulle.

Mais les technocrates ont perdu de leur superbe, eux aussi, surtout depuis qu'ils semblent figés dans une caste qui s'auto-entretient. La classe dirigeante actuelle se compose pour l'essentiel de rejetons blancs de la haute bourgeoisie lettrée qui ont usé les bancs des mêmes maternelles et des mêmes classes préparatoires de la rive gauche, où ils préparaient les concours d'entrée aux grandes écoles avant d'acheter leur propre appartement, toujours sur la rive gauche. Quand ils ne venaient pas de Paris, ils s'y étaient généralement installés à l'adolescence, comme François Hollande, fils d'un riche médecin

normand, ou Macron, fils d'un neurologue picard.

Les technocrates français ont passé le plus clair de leur vie professionnelle dans une poignée d'arrondissements situés en deçà du périphérique, le boulevard circulaire qui ceint la cour parisienne comme le feraient des douves. Ils traitent le reste de la France comme une colonie ou presque, peuplée de paysans malodorants, incapables d'assimiler la culture parisienne qu'eux ont apprise à l'école et qui votent pour les extrêmes, de droite ou de gauche.

Les fondamentaux de la vie en province échappent aux décideurs. Quand Macron décide d'ajouter quelques centimes aux taxes sur les carburants, en 2018, il est loin de se douter que sa décision va déclencher un soulèvement national qui va durer plusieurs mois, les "gilets jaunes", lui et les technocrates qui l'entourent n'ayant pas mesuré combien les gens sont tributaires de leur voiture au-delà du périphérique.

Quand les choses tournent au vinaigre, les Français en imputent la faute aux technocrates – et surtout au chef de l'État, qui prend ses décisions sans les consulter. La vie de l'homme de la rue semble prédéterminée, jusqu'au jour de la retraite, par une méritocratie parisienne factice dont il est exclu à la naissance. Les trois quarts des gens qui se réclament des "classes populaires" disent souffrir de mépris social et d'un manque de reconnaissance, rapporte Luc Rouban, politologue à Sciences Po. C'est d'autant plus mal perçu que la promesse du pays s'étale sur la façade de tous les bureaux de poste et écoles primaires: "Liberté, égalité, fraternité". La France n'est pas le Royaume-Uni ni les États-Unis, où le pouvoir de la classe sociale et de l'argent est plus direct.

Si le peuple se défie des technocrates, les technocrates se défient également du peuple, diagnostique Chantal Jouanno [ministre des Sports sous Nicolas Sarkozy],

qui vient de passer cinq ans à la tête de la Commission nationale du débat public (CNDP). Les "décideurs" français qualifient souvent la société de "confluctuelle, incontrôlable, irréformable", confie-t-elle au Monde [journal qui appartient au même groupe de presse que Courrier international]. Peut-être fait-elle ici allusion à la sortie de Macron sur les "Gaulois réfractaires". "Nous n'avons pas réussi à convaincre sur la nécessité de cette réforme", se lamentait ce dernier [lors de son entretien télévisé, mercredi 22 mars], comme si le problème résidait dans l'incapacité des Français à comprendre la réalité.

Choix par défaut. Macron est la cible de la colère populaire depuis qu'il est devenu président, en 2017. On disait de Bush père qu'il rappelait aux femmes leur premier mari. Macron rappelle aux Français leur patron: un monsieur Je-sais-tout qui regarde son personnel de haut. Il a compris que Hollande avait manqué de grandeur présidentielle et s'est lui-même qualifié de "jupitérien".

Or la plupart des électeurs ne voient en lui qu'un ex-banquier parvenu déguisé en monarque. Beaucoup de ceux qui ont voté pour lui ne l'ont d'ailleurs jamais porté dans leur cœur ni n'ont soutenu son programme avec sa promesse de relever l'âge de départ à la retraite. Mais voilà: au second tour de 2017 et 2022, l'autre option, c'était Marine Le Pen. En France, le chef de l'État est passé en soixante ans de "l'homme providentiel" au "choix par défaut pour éviter le diable".

Le passage de Macron chez Rothschild a fatalement fait naître des théories du complot antisémites chez les gens qui confondent la banque d'investissement parisienne spécialisée avec l'empire paneuropéen du XIX^e siècle. Un quolibet répandu à son endroit veut que Macron soit un "néolibéral" ou, pis, un "ultralibéral": très occupé → 12

Dernière minute

Journée à haut risque

●●● Les opposants à la réforme des retraites ont manifesté à nouveau partout en France le mardi 28 mars, pour une dixième journée d'action à haut risque avec un dispositif de sécurité "inédit". Après un regain des violences depuis le 17 mars, le ministre de l'Intérieur, Gérald Darmanin, avait annoncé que seraient déployés "13 000 policiers et gendarmes, dont 5 500 à Paris". Selon une note des renseignements, entre 650 000 et 900 000 manifestants étaient attendus dans quelque 200 communes, dont 70 000 à 100 000 personnes à Paris. Mardi à 15 heures, 18 personnes avaient été interpellées dans la capitale. La veille au soir, une pétition demandant la dissolution de la Brav-M, unité de police mobile contestée, avait atteint 100 000 signatures. Le nombre de grévistes dans l'éducation était annoncé en baisse, mais les jeunes manifestants en force. Présent à la manifestation parisienne, le chef de la CFDT, Laurent Berger, a vivement réagi au refus du gouvernement de mettre en place une "médiation" pour "trouver une voie de sortie" à la crise sociale, comme l'avait proposé plus tôt dans la journée le leader syndical. "Ça va commencer à suffire, les fins de non-recevoir au dialogue", s'est-il agacé. La grève des éboueurs et le blocage des incinérateurs parisiens devaient être suspendus à partir de mercredi, a annoncé la CGT.

ILS REFONT LA FRANCE

Anaïs BOUTON

Tous les vendredis de 19h15 à 20h00 | Disponible en podcast



En partenariat avec 





✓ Sur la guillotine, Emmanuel Macron.
Le bourreau : "Retraite, me voilà !" Dessin de Morten Morland paru dans The Times, Londres.

11← à détricoter le filet de protection sociale français au bénéfice des forces interlopes du grand capital international.

L'accusation confine au ridicule : la France est sans doute l'endroit le moins néolibéral du globe. En 2021, les dépenses publiques y totalisaient 59 % du PIB, soit les plus élevées de l'OCDE, le club des pays riches. La peur constante des Français de perdre leurs acquis – au premier rang desquels les vingt-cinq [meilleures] années de cotisation – témoigne de l'aisance dans laquelle ils vivent. En revanche, les gens donnent tellement à l'État que beaucoup n'ont plus un sou vaillant quand arrive la fameuse "fin du mois". Le revenu médian net des Français – 22 732 euros en 2021 – est inférieur à celui des pays d'Europe du Nord, que la France aime considérer comme ses égaux.

Après les "gilets jaunes", surtout, Macron a essayé de raboter les privilèges des élites. Sarkozy et son ancien Premier ministre, François Fillon, ont l'un comme l'autre été condamnés pour corruption, même si aucun des deux n'est passé par la case prison à ce jour et que tous deux ont fait appel. Une sobriété nouvelle a été imposée à l'Assemblée : le temps où les députés emmenaient de jolies stagiaires déjeuner aux frais de la princesse est révolu. Les ministres de Macron se sont vu retirer les dossiers dans lesquels ils avaient des conflits d'intérêts – même si cela a mis en lumière le nombre impressionnant de dissonances de ce type dans le petit microcosme du pouvoir parisien.

Ces concessions n'ont pas apaisé les esprits pour autant. Ni d'ailleurs la décre de l'un vieux fléau français, le chômage. Il



s'établit aujourd'hui à 7,2 %, son taux le plus bas depuis 2008, sans que personne ne songe à en remercier Macron. La colère est telle au sujet du passage en force sur la réforme des retraites qu'il risque d'avoir du mal à faire adopter d'autres lois dans les quatre années qui viennent, à moins qu'il ne refasse du forcing en court-circuitant l'Assemblée.

Banderoles au lycée. Les fruits de la V^e République ne sont pas si mauvais que ça. Mais le système n'en est pas moins obsolète, analyse Catherine Fieschi, fondatrice du think tank [londonien] Counterpoint. La nature autocratique de l'État explique la colère des Français alors même qu'ils vivent relativement bien.

On pourrait passer en revue les rouages internes de la République sans mentionner un Parlement pour ainsi dire hors de propos. Le pouvoir en France repose aujourd'hui sur trois piliers : la présidence, la justice et la rue. Si le président décide quelque chose, seule la rue peut l'en empêcher – en paralysant le pays à coups de grèves et de manifestations. La rue et le président cherchent rarement le compromis. L'un gagne et l'autre perd.

Historiquement, ce sont les syndicats qui tiennent la rue. Mais, à l'heure où eux aussi perdent du terrain – c'est à peine si Macron les a consultés sur le dossier des retraites –, la rue se fait plus violente et plus incontrôlable, depuis des "gilets jaunes" sans chef de file

jusqu'aux poubelles qui brûlent aujourd'hui. Le lycée de ma fille est ainsi bloqué par intermittence par des élèves qui brandissent des banderoles frappées de slogans comme "Contre le capital". Dans un établissement voisin, un groupe d'élèves et d'enseignants s'organise pour faire du blocage une occupation qui doit durer plusieurs semaines – ils dormiront sur place et proposeront des activités ludiques comme la réalisation de banderoles et des ateliers peinture sur les murs. L'amie de ma fille sur place prévoit d'y participer jusqu'à samedi : "Après, je pars en week-end."

Ce n'est pas comme ça qu'on gère un pays. À la dernière présidentielle, le candidat d'extrême gauche, Jean-Luc Mélenchon, a fait campagne sur la promesse d'une VI^e République. Il appelait de ses vœux une nouvelle Constitution qui réduirait les pouvoirs du "président monarque".

Mais la personne la mieux placée pour étrenner cette VI^e République n'est autre que Macron lui-même. C'est un politique qui chasse le gros gibier, observe Catherine Fieschi. Il a déjà essayé à plusieurs reprises de charmer Trump et Poutine, et de réformer le marché du travail hexagonal, la défense européenne et l'UE. Si la plupart de ses plans font long feu, il a le

mérite de viser haut. Une VI^e République serait un projet à sa mesure. Ce pourrait être son héritage, poursuit Catherine Fieschi. Et ça pourrait remettre le train tricolore sur les rails.

Lundi [20 mars], son parti, qui s'appelle en ce moment Renaissance, a envoyé un courriel à ses membres intitulé : "Sur la réforme des institutions". Les adhérents étaient invités à donner leur opinion sur les législatives, l'usage ou non du référendum, et les représentations locales. S'y ajoutait une question ouverte : "En quelques mots, sur quels sujets pensez-vous qu'il serait utile d'organiser une convention citoyenne?"

C'est l'une des forces de l'Hexagone de pouvoir se remettre à jour en révisant sa Constitution – comme elle l'a fait à 24 reprises sous la V^e République. À quoi ressemblerait une VI^e République, ou au moins une V^e République

Le pouvoir en France repose aujourd'hui sur trois piliers : la présidence, la justice et la rue.

réformée? Gaspard Koenig suggère de mettre au rebut l'innovation de De Gaulle, celle du président élu. Cela permettrait de "dégonfler" ce rôle et de redonner plus de place au Parlement. Koenig est également favorable à la délégation de pouvoirs accrus aux 35 000 communes françaises. Les uns après les autres, les sondages montrent que les Français ont bien plus confiance dans leurs élus locaux que dans leurs dirigeants nationaux.

Koenig a fait campagne pour la présidentielle l'année dernière, pour le symbole, avec un programme libéral fondé sur une présidence rétrécie. Après avoir écumé le pays, il s'est dit sous le charme : beaucoup de Français vivent dans des endroits magnifiques, au pied des montagnes, près des plages, ou au milieu des moutons. Ils sont plutôt bien lotis, mangent bien et ont le temps de s'adonner à leurs passions en dehors du travail.

Ils se sentiraient peut-être mieux encore sans cet olibrius, à Paris, qui se mêle de leur vie.

—Simon Kuper,
publié le 24 mars

LE MILITANTISME ÉCOLOGIQUE

Avec **Mathilde Allain**, de l'Institut des hautes études de l'Amérique latine, et **Annika Joeres**, journaliste allemande, correspondante de l'hebdomadaire *Die Zeit*.

Judi 6 avril – 19 heures
Médiathèque Marguerite-Yourcenar
(41, rue d'Alleray, Paris XV^e)

Modération : Bérangère Cagnat, journaliste à *Courrier international*, partenaire de cette rencontre du cycle les Jedis de l'actualité des bibliothèques de la Ville de Paris.

Entrée libre. Réservation : 01 44 78 80 50
ou sur bibliocite.fr/evenements



bibliocité :

DÉTERMINÉS POUR CHANGER LA DONNE

“
Lutter contre le stress hydrique, ça change la donne !”

Anas, Responsable du département maintenance sur le site d'As Samra

En Jordanie, Anas et ses collègues fournissent 25% des besoins en eau de l'agriculture du pays, en traitant et en réutilisant les eaux usées*. Une solution qui permet d'économiser la ressource en eau tout en contribuant à nourrir la population.

La transformation écologique, c'est notre raison d'être.

Découvrez l'histoire d'Anas et des autres Ressourceurs sur [veolia.com](https://www.veolia.com)

*Nos actions en détail : [veolia.com/fr/transfo-eco/eaux-usees-pour-l-irrigation](https://www.veolia.com/fr/transfo-eco/eaux-usees-pour-l-irrigation). Crédit photo : Bobby - Fisheye.
Veolia Environnement SA - Capital 3 572 871 835 € - RCS Paris 403 210 032 - 21 rue La Boétie, 75008 Paris.
L'énergie est notre avenir, économisons-la !





↳ Dessin de Rahma Cartoons, Turquie.



CARTOON MOVEMENT

L'épicentre de la violence

Aux images de feux allumés dans les villes, au bilan des blessés et des interpellés lors des manifestations se sont ajoutées les scènes d'affrontements à Sainte-Soline. Avec en arrière-plan la question récurrente des violences policières en France.

La violence s'emparera-t-elle des mouvements de contestation en France ? La question se pose dans la presse internationale après une semaine qui a vu les tensions s'accroître entre manifestants et forces de l'ordre. Avant la dixième journée de mobilisation du 28 mars, la colère s'est manifestée à un autre endroit du pays. Dans les Deux-Sèvres, au sujet des "basines de la colère", comme les qualifie **Il Giornale**, en Italie. "Si les villes françaises portent les stigmates d'une semaine sous haute tension, l'épicentre de la violence se trouvait samedi à la campagne", observe le journal conservateur.

Un face-à-face d'une violence rare s'est achevé sur un lourd bilan. Le nombre de blessés atteint plusieurs centaines, dont plusieurs dizaines gravement touchés, avec un manifestant qui restait mardi entre la vie et la mort. Ces "affrontements étaient inévitables", estime en Allemagne **Die Tageszeitung**. "Les forces de l'ordre, qui ont été attaquées avec différents projectiles et des cocktails Molotov, ont tiré pas moins de 4 000 grenades, et souvent sur des défenseurs de l'environnement qui manifestaient

pacifiquement", écrit le quotidien de gauche proche du militantisme écologique. À Milan, le **Corriere della Sera** voit également l'intensité monter d'un cran. "Les dizaines de blessés marquent l'ouverture d'un nouveau front de tensions en France", écrit le quotidien, alors que le pays venait tout juste de se confronter au bilan, lourd lui aussi, des dernières manifestations : des centaines de blessés et d'interpellés, des feux dans les rues, des bâtiments officiels attaqués...

Vendredi 24 mars, rapporte **The Guardian**, à Londres, une instance européenne est venue sonner l'alerte sur le droit de manifester. "La police française accusée de faire un usage excessif de la force vis-à-vis des manifestations contre les retraites", titre le quotidien de gauche, citant la commissaire aux droits de l'homme du Conseil de l'Europe, Dunja Mijatovic. Son communiqué public a mis sous les feux des projecteurs un sujet récurrent dans l'Hexagone : les violences policières. Dix-sept enquêtes ont été ouvertes par l'IGPN

depuis le début des manifestations, le 19 janvier, rapporte en Espagne **El Periódico**. Élément emblématique, explique le quotidien catalan, un enregistrement démontre l'attitude insultante et humiliante envers des manifestants des membres de la Brav-M, le groupe d'intervention policier constitué de binômes à moto intervenant essentiellement lors de manifestations.

Ajouté à cela le nombre important d'interpellations par rapport au nombre faible de personnes traduites en comparution immédiate – 442 contre 52 –, ces données laissent penser que "l'exécutif macroniste a répondu par la répression policière", résume **Contexto**. De quoi rappeler de mauvais souvenirs à ce site d'information de gauche espagnol. "La systématisation de la violence avait permis à Macron de renverser la situation contre les 'gilets jaunes' – va-t-il en être de même pour le mouvement contre les retraites ?"

"Que va faire Macron quand les arrestations arbitraires et les violences policières auront échoué ?" s'interroge le site du bimensuel de gauche américain **The Nation**, qui affirme : "La police française a mis au point tout un ensemble de tactiques visant à dissuader les gens d'exercer leur droit de manifester. Et ces méthodes musclées ne visent pas seulement les casseurs."

Après la crise des "gilets jaunes", l'interpellation violente du producteur de musique Michel Zecler en 2020 ou encore les émeutes en banlieue, "la police française est donc de nouveau en accusation", constate en Suisse **Blick**. Mais, aux yeux du journaliste, il ne s'agit pas d'une attitude à sens unique, mais plutôt d'une spirale qui s'autoalimente.

"La réalité est que la police est, en France, à l'image du pays : la violence de ses interventions est à mettre en rapport avec l'augmentation de la violence dans les manifestations", estime-t-il, citant différentes publications mettant en avant la violence des deux côtés. "La France malade de sa police ? Peut-être. Mais surtout malade de ses crises à répétition et de son incapacité à sortir du cycle manifestation-répression...", conclut **Blick**.

— **Courrier international**

3 questions à...

STEFANO MONTEFIORI, correspondant du journal italien *Corriere della Sera*.

"Nous admirons la capacité des travailleurs français à défendre leurs droits"

COURRIER INTERNATIONAL : Comment est perçue en Italie cette dixième journée de mobilisation alors qu'on assiste à une montée des violences ?

STEFANO MONTEFIORI : Les médias italiens sont attirés par les affrontements et par la grève des éboueurs (voir p.11). Mais ils s'intéressent aussi au fond de la question, en essayant de comprendre les raisons pour lesquelles les gens manifestent. Alors que l'âge de [départ à] la retraite est à 67 ans en Italie, le fait que les Français se mobilisent pour qu'il ne passe pas de 62 à 64 ans interpelle. Il y a une vraie admiration pour la capacité des travailleurs français à défendre leurs droits.

Par contre, le danger que la violence passe à un niveau supérieur préoccupe. Parfois les forces de l'ordre semblent n'être que dans la réaction. Et il y avait déjà beaucoup de violence des deux côtés dans les cortèges [contre la loi Travail] sous la présidence Hollande, en 2016.

Ces violences récurrentes dans le cadre des manifestations commencent à être un problème de fond de la société française. Quand on est passés en Italie à 67 ans sans que personne ne lève le petit doigt, c'était juste après la crise de l'euro en 2011. La réforme des retraites faisait partie de décrets dits "de sang et de larmes".

Une plus importante mobilisation des jeunes peut-elle faire bouger les lignes ?

Les jeunes sont un élément de contestation de fond. On les imagine mal se

mobiliser et manifester parce qu'ils sont attachés à l'idée de devoir travailler jusqu'à 62 ans au lieu de 64. Pour eux, la retraite, ça doit se situer pas loin de la mort, c'est quelque chose qu'on n'arrive pas à saisir. S'ils se mobilisent, c'est pour des problèmes plus profonds de la société, et ça rend la situation encore plus difficile à gérer. Il est toujours possible de trouver des manières d'aménager un peu la loi. Par contre, si la contestation porte sur des questions de fond, sur la valeur travail, sur la perte de sens du travail, cela devient plus difficile.

Est-ce que le recours au 49.3 pour l'adoption d'une loi créerait la même colère en Italie ?

Vu d'Italie, ce n'est pas choquant. Nous avons une procédure à peu près semblable, régulièrement utilisée par le gouvernement, qui pose la question de la confiance sur une loi afin de la faire adopter. C'est une façon de s'imposer au Parlement, permise par la Constitution, qui n'est pas perçue comme un coup d'État. Cela dit, concernant l'usage en France du 49.3 pour cette réforme des retraites, j'ai trouvé le gouvernement d'Élisabeth Borne assez maladroit, parce qu'il a affirmé jusqu'à la dernière semaine qu'il n'allait pas recourir à cet article de la Constitution. De fait, c'est le gouvernement lui-même qui lui a enlevé sa légitimité.

— **Propos recueillis par Courrier international**



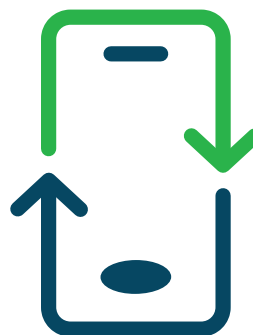
BETC Bouygues Telecom - Société anonyme au capital de 929 207 595,48 € - Siège social: 37-39, rue Boissière - 75116 PARIS - 397 480 930 RCS PARIS.



On n'arrêtera jamais de faire tomber nos smartphones.

Pour les faire durer plus longtemps, nous baissions le prix de leur réparation pour nos clients et leurs proches, jusqu'à deux fois par an.

Nos conseillers vous accueillent dans nos **500 boutiques Bouygues Telecom.**



solutions smartphone durable

RÉPARÉ · REPRIS · RECONDITIONNÉ · RECYCLÉ

Remise de 30% valable sur deux réparations par an, pour les clients Forfait Bouygues Telecom (engagement 12/24 mois) ou une personne de leur choix, auprès de notre partenaire WeFix en boutiques. Conditions sur bouyguetelecom.fr. Kit mains-libres recommandé.



Amériques

Brésil. La main de l'armée dans la tragédie des Yanomami

Intégration forcée ou extinction : quatre ans durant, le président d'extrême droite Jair Bolsonaro a repris la politique indienne de la dictature militaire.



—The Intercept Brasil, extraits (Rio de Janeiro)

C'est un fait : la tragédie que vivent les Yanomami n'est pas simplement la conséquence de la négligence du gouvernement de Jair Bolsonaro. Elle vient de bien plus loin, et même d'un vieux projet de l'armée brésilienne lancé au tout début de la dictature militaire [1964-1985]. La Fondation nationale de l'Indien (Fundação Nacional dos Povos Indígenas, Funai) est créée trois ans après le coup d'État de 1964 par des militaires guidés par la devise du drapeau brésilien, "Ordre et progrès".

La politique indigéniste de la dictature entend alors faire entrer l'autochtone dans le "monde civilisé". En 1970, le régime militaire lance le programme d'intégration

nationale, dans l'objectif de repousser les frontières intérieures du pays, de tracer des routes et de créer des villes nouvelles. Cela passe par la persécution, l'arrestation, la torture et l'assassinat de grandes figures amérindiennes qui défendent leurs terres. En 1972, le général Ismarth de Araújo, président de la Funai, déclare que "l'Indien intégré est celui qui devient main-d'œuvre". Les Amérindiens qui se rebellent contre ce projet le paient de leur vie.

Postes supprimés. Le capitaine à la retraite Jair Bolsonaro, député à la paresse notoire, a beaucoup œuvré contre les peuples amérindiens, et en particulier contre les Yanomami, lors de son passage sur les bancs de l'Assemblée [dès 1990]. Il a travaillé

inlassablement à l'extinction de ce peuple. En 1992, il a ainsi lancé une proposition de loi qui prévoit la disparition de la réserve yanomami, dont les limites ont été officiellement fixées l'année précédente. Le projet est abandonné, mais Bolsonaro tentera de le relancer à quatre reprises. Lors d'une de ses prises de parole en séance plénière pour défendre son initiative, il déclare : "La cavalerie brésilienne a fait preuve d'une grande incompétence. Contrairement à la cavalerie des États-Unis, qui a décimé ses Indiens – et aujourd'hui ce pays n'a pas de problème."

La présidence bolsonariste [janvier 2019-janvier 2023] a permis la poursuite de ce projet militaire. Comme sous la dictature, le gouvernement Bolsonaro a résumé sa politique indigéniste à une alternative simple pour les populations : l'intégration forcée ou l'extinction. Les images d'hommes, de femmes et d'enfants yanomami aux os saillant sous la peau sont là pour prouver la réussite de ce projet. La malnutrition et la famine sont les conséquences directes de l'occupation de leurs terres par les *garimpeiros*, les orpailleurs clandestins. L'orpaillage dans leur région empêche les Yanomami de mener leurs propres activités de production de base.

En 2020, le parquet général du Brésil (Ministério Público Federal, MPF) a lancé au gouvernement la première alerte au sujet de la famine dont souffraient les Yanomami dans l'État du Roraima [dans le nord du pays], estimant que le Secrétaire spécial chargé de la santé indigène (Sesai) devait pourvoir à l'achat de nourriture pour cette communauté. Rien n'a été fait. En revanche, le Sesai a bien été mis au service du vieux projet du régime militaire. Des militaires sans aucune connaissance des questions de santé dans les populations amérindiennes ont ainsi été mis à sa tête.

Des postes et des services de premier plan ont été supprimés. Des mécanismes de contrôle et de participation, à l'image des Conselhos Distritais de Saúde Indígena (Condisi, conseils de district pour la santé indigène) et du Conselho Nacional de Política Indigenista (CNPI, Conseil national de politique indigéniste), ont

disparu. La famine qui décime les Yanomami est bien le résultat d'une politique planifiée par l'armée et par le gouvernement Bolsonaro.

La main des militaires apparaît à chaque étape de la tragédie que vivent les Yanomami. Le sénateur Hamilton Mourão, le vice-président de Bolsonaro, a présidé pendant trois ans le Conseil national de l'Amazonie légale [région brésilienne qui réunit les neuf États amazoniens]. À aucun moment le général n'a proposé à des responsables de la Funai d'intégrer le conseil : il a désigné 19 militaires de confiance.

Orpailleurs. L'institution a beau avoir pour fonction de venir en aide aux populations amérindiennes d'Amazonie, Mourão et ses officiers ont prétendu ne rien voir de la catastrophe. Dans un entretien donné à TV Globo, le porte-parole yanomami Dário Kopenawa a raconté s'être entretenu personnellement avec Mourão en juillet 2020. Sa principale revendication était le démantèlement des sites illégaux d'orpaillage situés sur le territoire indien. Cette activité est le fait, dans son immense majorité, d'en-

La famine qui décime les Yanomami est bien le résultat d'une politique planifiée par l'armée.

treprises clandestines liées à la contrebande et au crime organisé. Le général Mourão a écouté les demandes et pris soin de publier une photo de lui avec Kopenawa – sans prendre ensuite, à aucun moment, la moindre mesure.

Et ce n'est pas seulement que la revendication n'a pas été suivie d'effet. Les militaires bolsonaristes se sont même employés à légaliser l'orpaillage sur les terres yanomami. À la toute fin du mandat de Bolsonaro, en toute hâte, le général de réserve Augusto Heleno, qui fut à la tête du Cabinet de sécurité de la présidence, a ainsi autorisé l'exploitation de l'or dans une zone voisine du territoire yanomami.

Les militaires ne se sont pas contentés d'autoriser l'orpaillage sur des terres indiennes, ils ont agi en collusion avec les orpailleurs. Des membres du septième

↳ Dessin de Cau Gomez, Brésil.



bataillon de l'infanterie de la forêt avaient ainsi un groupe WhatsApp avec des chercheurs d'or de la région yanomami pour pouvoir les prévenir des opérations menées sur le terrain. Et ce n'est là qu'un exemple.

La ministre des Peuples indigènes [du président de gauche Lula da Silva] Sônia Guajajara s'est attelée à la démilitarisation de la Funai. À ce jour 43 militaires qui s'opposaient à la protection des populations amérindiennes ont été limogés. Ce n'est que le début du long processus de reconstruction de cette instance. Le Brésil doit punir rapidement et sévèrement les militaires et tous ceux qui ont participé à ce projet d'élimination des peuples amérindiens conçu sous la dictature militaire. Il s'agit d'un crime contre l'humanité. L'armée doit être encadrée de façon qu'elle ne relance plus jamais ce projet.

Il faut l'affirmer sans ambiguïté : le génocide des Yanomami n'est pas simplement dû à l'incompétence ou à la négligence d'un gouvernement précis ; il s'agit pour les militaires d'un vrai et vaste projet de gouvernement.

—João Filho, publié le 28 janvier

SOURCE



THE INTERCEPT BRASIL

Rio de Janeiro, Brésil
theintercept.com/brasil/
 Après avoir lancé en 2014 le site *The Intercept* aux États-Unis, Glenn Greenwald, l'ex-journaliste du *Guardian* à l'origine des révélations d'Edward Snowden, crée en 2016 la version brésilienne du site, animé par le journaliste Andrew Fishman et une équipe de journalistes brésiliens.

Le retour des intellectuels

A l'heure des fakenews et du wokisme, rien de plus important que d'écrire contre le sens du vent. En rassemblant dix-sept éditorialistes, venus de tous les univers – politique, économie, philosophie, histoire, science –, *Challenges* veut redonner vie à l'univers trop absent de la pensée. Dix-sept intellectuels libres, pas forcément d'accord, s'expriment régulièrement dans *Challenges* et sur challenges.fr dans le respect de notre charte prônant « *la défense d'une économie ouverte, humaniste et de progrès* ».



*Philippe
Aghion
Economie*



*Michel
Winock
Histoire*



*Paul
Krugman
Economie*



*André
Comte-Sponville
Philosophie*



*Jean
Tirole
Economie*



*Patrick
Artus
Economie*



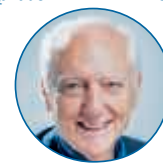
*Luc
Julia
Digital*



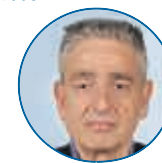
*Christian
Gollier
Ecologie*



*Stefanie
Stantcheva
Economie*



*Nicolas
Domenach
Politique*



*Marc
Semo
International*



*Vincent
Beaufils
Economie*



*Anne-Marie
Rocco
Economie*



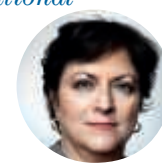
*Ghislaine
Ottenheimer
Politique*



*Maurice
Szafran
Politique*



*Guillaume
Malaurie
Société*



*Dominique
Leglu
Sciences*

Challenge^s

challenges.fr



Yémen. À l'école des martyrs

Dans le nord du pays, les houthistes ont mis en place un système éducatif entièrement construit autour de leur idéologie, fondée sur le culte du martyr et la haine des Juifs et de l'Occident.



—Raseef22 (Beyrouth)

J'ai sursauté en entendant mes enfants crier alors qu'ils jouaient dans la cour de la maison : 'Dieu est grand. Mort à l'Amérique. Mort à Israël. Au diable les Juifs [les Israéliens]. Victoire pour l'islam', témoigne un père de famille yéménite sous le couvert de l'anonymat. "Je me suis précipité [...] et je les ai surpris en train de parader en agitant des armes en plastique."

Quand il a demandé à son fils de 12 ans où il avait appris ces paroles, il lui a répondu que les professeurs à l'école leur font scanner tous les matins avant le début des cours.

Depuis août 2022, toutes les écoles dans les zones aux mains des houthistes sont tenues d'organiser ce rituel matinal. Ce n'est qu'un élément parmi d'autres montrant à quel point le mouvement rebelle, qui contrôle le nord du Yémen, a transformé les écoles en lieux d'endoctrinement.

Chaque semaine, les professeurs reçoivent des instructions sur les sujets qu'ils doivent aborder en classe. "La plupart du temps, cela concerne les thématiques, idées et orientations politiques et religieuses des houthistes", explique un responsable dans une école de Sanaa.

Beaucoup de parents déplorent surtout le culte des martyrs qui est inculqué aux élèves. Au point que certains enfants ont fugué pour rejoindre le front.

Un établissement à Sanaa a ainsi reçu une délégation du ministère de l'Éducation dont un des membres a expliqué aux enfants : "Ce n'est pas une époque pour rester sur les bancs de l'école, mais pour participer aux combats sur le front."

À la fin de la visite, il y a eu une distribution de formulaires pour s'engager dans la lutte contre ce que les houthistes appellent "l'arrogance mondiale" [en allusion au monde occidental, États-Unis en tête].

Ceux qui répondent à l'appel sont dispensés de cours et passent des examens à des dates plus tardives que les autres élèves. Avec la certitude d'obtenir d'excellentes notes.

Tous les ans, du 13 au 20 du mois du calendrier lunaire de *joumada al-oula* (du 7 au 14 décembre, pour 2022), les houthistes organisent également une "semaine du martyr". Toute la ville de Sanaa ressemble alors à une immense tente funéraire à ciel ouvert. Les écoles n'y font pas exception. On y suspend les portraits des martyrs, les haut-parleurs transmettent leurs louanges et dépeignent leur sort comme enviable, pour encourager à suivre leur exemple.

En cours d'arabe dans les classes du primaire, les élèves sont invités à faire des exposés sur les martyrs parmi les membres de leur propre famille ou de leur quartier. On organise également des sorties scolaires pour aller sur la place Sabeen, à Sanaa, parée de milliers de portraits de combattants morts au front.

"Je suis inquiet pour cette génération qui grandit dans un environnement où tout les appelle à la violence et au fanatisme."

Un professeur yéménite

Sur la même place se trouve également une autre destination d'excursions scolaires : la tombe de Saleh Al-Sammad, ancien président du Haut Conseil politique des houthistes [à ce titre, ancien président de facto des territoires houthistes], qui a été tué dans un raid aérien [de la coalition saoudienne] en 2018.

Son tombeau a été installé au pied du monument au Soldat inconnu et aux victimes de la révolution du 26 septembre 1962 [qui marqua le renversement de la monarchie imamite, dont les houthistes sont en quelque sorte les héritiers].

Mais tout cela n'est rien par rapport à d'autres pratiques imposées aux élèves. Les écoles ont ainsi instauré des fêtes [typiques du courant majoritaire du chiisme pratiqué notamment en Iran, mais pas dans le nord du Yémen]. Les élèves doivent par exemple fêter la date de naissance de Fatima [fille de Mahomet, mère de Hussein et Hassan, et à ce titre une figure particulièrement vénérée par les chiïtes]. Mais aussi commémorer la mort [en 2004] de Hussein Badreddine Al-Houthi, fondateur du mouvement houthiste.

En revanche, les fêtes nationales [du Yémen unifié d'avant le conflit, qui a débuté en 2014] sont passées sous silence. Beaucoup d'élèves n'en connaissent plus ni la date ni la signification.

Selon un professeur, ses élèves en sixième année – qui ont fait toute leur scolarité sous le règne des houthistes – ne

connaissent ni la fête nationale du 26 septembre [1962, proclamation de la république au Yémen du Nord], ni celle du 14 octobre [1963, révolution qui aboutit au départ des Britanniques et à la fin du protectorat], ni celle du 30 novembre [1967, indépendance de la république du Yémen du Sud].

Selon ce même professeur, cela fait craindre que la jeune génération des Yéménites du Nord finisse par ne plus se reconnaître dans une identité nationale commune à tous les Yéménites. Et d'ajouter : "Je suis inquiet pour cette génération qui grandit dans un environnement où tout les appelle à la violence et au fanatisme, à l'extrémisme et à l'ostracisme."

Camps d'été. Les houthistes organisent également des camps d'été. En 2022, il y en a eu près de 6 000 à travers les zones qu'ils dominent. Avec la participation de 24 000 professeurs, ces camps étaient centrés sur les idées politiques et religieuses des houthistes.

À quoi s'ajoute la publication mensuelle de la revue *Djihad*, avec une édition destinée aux enfants de 4 à 9 ans, et une autre pour les enfants de 10 à 16 ans. Ces revues proposent d'anodins exercices de mathématiques et de dessin, mais la majeure partie des pages est consacrée à la guerre. Elles montrent des enfants participant au combat ou implorant leurs parents de les laisser partir lutter contre l'ennemi.

En début d'année scolaire, les houthistes ont également innové par l'organisation d'un parcours scolaire dont une partie est dispensée dans des mosquées, avec mémorisation du Coran et focalisation sur le dogme zaydite [dérivé de l'islam chiïte].

Et pour s'assurer de l'application de leurs directives, les houthistes sont à l'affût de tout fonctionnaire rétif. Ils ont renvoyé nombre de directeurs d'école et de professeurs de l'allégeance desquels ils doutaient. Malgré le climat de pressions et de suspensions, beaucoup disent [toutefois] essayer d'atténuer les effets de cet endoctrinement.

—Belal Al-Shaqqi,
publié le 17 janvier



SUR NOTRE SITE

courrierinternational.com

Au Yémen, le poisson est devenu hors de prix Dans la région du Hadramaout, la contrebande et le coût de l'énergie obligent les pêcheurs à limiter leurs sorties, rendant les produits de la pêche inaccessibles.

↳ Dessin de Martirena, Cuba.

Reste-t-il de l'espoir pour la paix au Yémen ?

L'accord irano-saoudien conclu le 10 mars a suscité l'espoir d'une résolution de la guerre civile, qui dure depuis près de dix ans. Mais la situation est loin d'être stabilisée.

Huit ans après le début de l'opération militaire saoudienne et près de dix ans après le début de la guerre civile intra-yéménite en 2014, le Yémen connaît aujourd'hui "la plus grave crise humanitaire du monde", selon l'Unicef. Plus de 540 000 enfants de moins de 5 ans souffrent de malnutrition potentiellement mortelle, et un enfant meurt toutes les dix minutes de causes évitables, souligne l'organisation onusienne dans un rapport publié le 24 mars.



L'annonce, le 10 mars, du rétablissement des relations diplomatiques entre l'Arabie saoudite et l'Iran a fait naître l'espoir d'un premier pas vers la paix au Yémen, où les deux pays s'affrontent par alliés locaux interposés. En effet, Riyad et Téhéran ont tous les deux besoin de se concentrer sur leurs problèmes intérieurs : la transition économique en Arabie saoudite et la crise politique en Iran, résume sur le site **Khuyut** le journaliste yéménite Jamal Hassan. Les Saoudiens se seraient résignés à accepter la domination houthiste sur une partie du Yémen, mais compteraient sur les Iraniens pour pousser les houthistes à négocier, notamment afin de ne plus être sous la menace constante de tirs de missiles houthistes sur leur territoire.

L'Iran de son côté aurait accepté de ne plus livrer d'armes à ses alliés, a révélé **The Wall Street Journal** le 16 mars.

Nouveau signe d'apaisement : le 20 mars, les houthistes et le gouvernement internationalement reconnu du Yémen ont annoncé l'échange de 900 prisonniers. "Est-ce que c'est un pas vers la résolution des autres points du conflit ?" s'interroge le site qatari **Al-Araby Al-Jadid**. Deux jours plus tard, pourtant, les houthistes lançaient une attaque faisant au moins dix morts parmi les forces pro-gouvernementales, près de la ville très disputée de Marib, menaçant ainsi "les efforts internationaux pour parvenir à un accord de paix", indique le site **Al-Monitor**.

Cet accord de paix reste donc une lointaine perspective. En réalité, les Saoudiens ne seraient pas tant préoccupés par la paix que par la recherche d'un scénario qui transformerait la guerre "en conflit purement yéméno-yéménite", affirme encore **Khuyut**.

En effet, la guerre au Yémen ne saurait être réduite "à un affrontement entre les

partisans de Riyad et ceux de Téhéran", selon le journal **Aden Al-Ghad**. "Avant d'aller à la table des négociations avec les houthistes", les Saoudiens devraient chercher une solution réaliste pour éviter que les tensions entre acteurs au sein même du gouvernement internationalement reconnu ne

dégénèrent en affrontements armés, alertait dès janvier le média indépendant **Muwatin**. Parmi ces "acteurs", on compte la milice de Tarek Saleh, neveu de l'ancien dictateur Ali Abdallah Saleh, très présente à Taïz et à Hodeïda, sur la mer Rouge; les sécessionnistes qui tiennent l'ancienne capitale du Yémen du Sud, Aden; ou encore les Frères musulmans, très implantés dans la ville de Marib, dans le centre.

Dans la partie nord du pays aussi, la situation est loin d'être stabilisée. Pas plus tard que le 23 mars, des milliers de manifestants ont conspué les houthistes dans la ville d'Ibb, contrôlée par ces derniers, après la mort en prison d'un jeune qui avait violemment critiqué la corruption, la répression et les échecs économiques du pouvoir houthiste, rapporte le site yéménite **The Yemen**.

Ce qui semble confirmer qu'une éventuelle paix avec l'Arabie saoudite pourrait libérer des tensions jusque-là mises sous le boisseau, puisque c'est la guerre contre le puissant voisin saoudien qui a assuré l'unité entre factions parmi les houthistes eux-mêmes, et qui leur a permis de faire accepter leur pouvoir par la population, alerte la chercheuse Helen Lackner dans **Arab Digest**.

— **Courrier international**

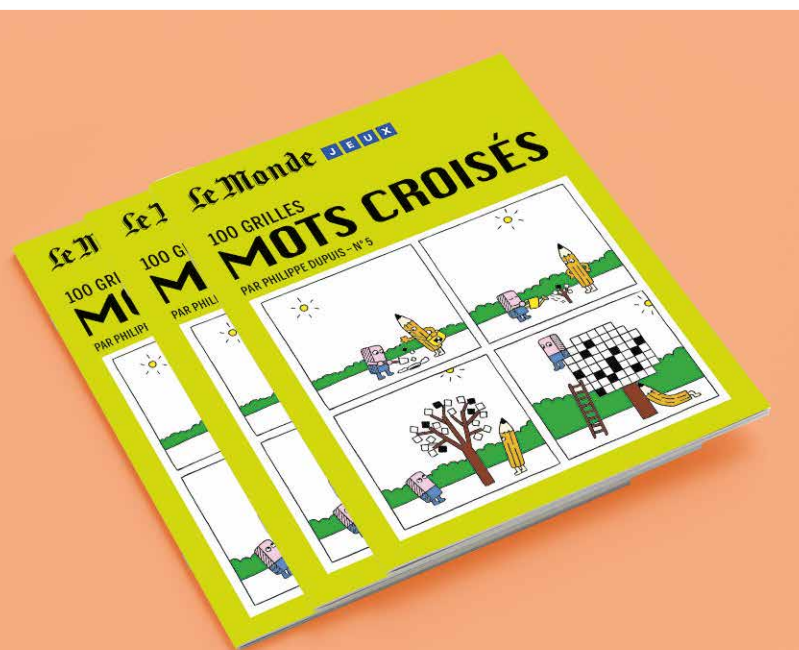


Contexte

Un sentiment d'abandon

●●● Au début de l'année 2011, "les Yéménites se rassemblaient sur la place Taghiir, au centre de la capitale, Sanaa, pour inaugurer une nouvelle ère de liberté", écrit le journaliste yéménite Yassine Al-Tamimi sur le site **Arabi21**. Mais le 18 mars 2011, le président Ali Abdallah Saleh [1990-2012] fait tirer sur la foule, "faisant 56 morts et des centaines de blessés parmi les manifestants". Ce n'est que sous la pression du voisin saoudien qu'il a finalement consenti à quitter le pouvoir. Dans un premier temps, les Yéménites en ont été reconnaissants aux Saoudiens, rappelle Yassine Al-Tamimi : la plupart d'entre eux ont "accueilli comme une bonne nouvelle" l'intervention militaire saoudienne lancée le 25 mars 2015 pour chasser les rebelles houthistes de Sanaa,

que ceux-ci avaient réussi à prendre six mois plus tôt. Mais l'Arabie saoudite "n'a pas mis un terme aux affaires du pays". L'accord irano-saoudien du 10 mars consacre cet affaiblissement saoudien, mais il permettra aussi aux rebelles houthistes de consolider leur pouvoir dans le nord du pays, estime le journaliste. En outre, Riyad s'est employé à "éradiquer" les fondements de l'État yéménite pour y substituer une "classe politique entièrement sous son contrôle", qui gère "de manière chaotique et désinvolte" les affaires dans le sud du pays (qui échappe aux houthistes). Aujourd'hui encore, assure **Arabi21**, Riyad continue d'agir "selon ses seuls intérêts" et cherche à "mettre un terme à cette guerre selon les seules priorités saoudiennes".

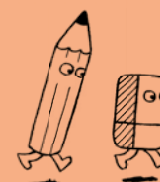


CRUCIVERBISTES, À VOS CRAYONS !

Le Monde a sélectionné pour vous 100 grilles de Philippe Dupuis. Vous vous amuserez de ses définitions malicieuses et de ses astuces lexicales.

Chez votre marchand de journaux et sur lemonde.fr/boutique
7,90 € - 124 pages

Le Monde



RÈGLES DU JEU EN LIGNE

1

Inscrivez-vous pour accéder au jeu et explorez six régions suisses dessinées.

2

Dans chaque carte, choisissez votre parcours et tentez d'atteindre la destination finale indiquée au début du jeu.

3

Si vous réussissez, vous obtiendrez un tampon dans votre carnet de voyage.

4

Une fois les six tampons obtenus, vous deviendrez Aventurier.e d'or.

5

Six Aventurier.e.s d'or seront tiré.e.s au sort. Chacun.e gagnera un voyage pour deux personnes en Suisse.

6

La première région est accessible dès le 30 mars. Les suivantes toutes les deux semaines.

DESTINATION A TROUVER DANS LA REGION DE BERNE



Lac d'Oeschinen

Considéré comme l'un des plus beaux lieux des Alpes suisses, il est classé au patrimoine mondial de l'Unesco et se situe à 1 500 mètres d'altitude. On y admire des forêts, des pâturages, des parois tombant à pic et des glaciers. Pour y accéder, comptez 10 minutes en télécabine depuis Kandersteg.

PROCHAINE RÉGION DISPONIBLE LE 6 AVRIL

La première région est accessible !
Jouez dès maintenant sur :
evenements.courrierinternational.com/suisseaventure



© DAVID BIRRI

ENVIE DE PARTIR EN VACANCES EN SUISSE ?

À l'image d'une course d'orientation, partez à la découverte de la Suisse à la recherche du bon itinéraire. Berne, Valais, Fribourg, Jura & Trois-Lacs, Vaud, Tessin, toutes les deux semaines, explorez une des six régions suisses dans un décor immersif et interactif 100 % illustré. Six participants seront tirés au sort et remporteront chacun un incroyable voyage pour deux personnes !

30 mars — Région de Berne

6 avril — Région Jura & Trois-Lacs

20 avril — Région du Valais

4 mai — Région de Fribourg

18 mai — Région de Vaud

1^{er} juin — Région du Tessin

15 juin — Accès aux 6 régions

10 juillet — Annonces des 6 gagnants



Suisse.



Gstaad, la ville suisse huppée où cohabitent paysans et stars hollywoodiennes

Cette commune de 7 000 habitants, située dans la région de Berne, est un haut lieu de la jet-set. Pourtant, son caractère paysan est resté intact et on compte aujourd'hui 200 fermes laitières, explique la presse internationale.

Autrefois décrite comme le “dernier paradis dans un monde fou” par la comédienne Julie Andrews, rapporte le magazine britannique *Country Life*, Gstaad séduit par ses vieux chalets, ses montagnes préservées et son petit air luxueux. Située dans l'Oberland bernois, dans le sud-ouest de la Suisse, la ville compte autant de vaches que de résidents. Compte tenu de sa réputation de destination de luxe et de ses clients fortunés, “beaucoup sont surpris d'apprendre que Gstaad est toujours un village qui abrite 200 fermes et 7000 vaches”, explique *Country Life*.

En été, le fromage est fabriqué à la main, comme il y a des siècles, dans des cuves en cuivre, au-dessus du feu crépitant. Il est possible de passer la nuit dans une auberge d'alpage pour découvrir cette méthode ancestrale. De nombreuses familles de paysans

vendent leurs produits laitiers directement à la ferme et un distributeur de fromages locaux permet de les savourer 24h/24. En juillet et en août, les fermiers organisent leur fête d'alpage traditionnelle, le *Suufsuntig*, qui voit la plus belle vache couronnée “reine du troupeau” et où l'on peut déguster le *Schluck*, un dérivé du fromage qui ressemble à du yaourt.

“LA QUINTESSANCE DES VACANCES VIP”

Le plus vieil hôtel de Gstaad, le Palace, domine la ville tel un château moderne surplombant les authentiques chalets suisses. Dans les années 1950, Louis Armstrong ou encore Ella Fitzgerald s'y sont produits et, dans les années 1970, Liz Taylor ou Roger Moore y passaient presque chaque hiver. Jimmy Carter, alors président des États-Unis,

l'avait qualifié de “plus bel hôtel du monde”. Le Palace a été construit en 1913, “quelques années après la mise en service de la ligne ferroviaire Montreux-Zweisimmen, qui reliait le petit village de Gstaad au reste du monde”, explique le magazine *Elle Italie*.

Aujourd'hui, Roger Federer, Valentino Garavani, Madonna, Paris Hilton ou encore George Clooney font de Gstaad l'une des destinations hivernales les plus exclusives des Alpes bernoises. Pourquoi l'élite mondiale aime-t-elle tant cet endroit ? s'interroge *The National Geographic*. “C'est la fondation du Rosey, l'école privée la plus chère du monde, suivie des écoles John F. Kennedy et Gstaad International, qui motive des familles millionnaires du monde entier à y installer leurs héritiers, de Rainier de Monaco à l'actuel Aga Khan”, faisant de Gstaad ce qu'elle est encore aujourd'hui, un aimant mondial de la jet-set, rapporte le magazine.

La ville séduit aussi pour ses escapades immersives. La station Saanen permet d'admirer le célèbre Glacier 3000 en apesanteur sur un pont suspendu. “Le Peak Walk est le premier pont suspendu au monde reliant deux sommets, avec vue sur le Cervin, le Mont-Blanc et l'Eiger”, explique *Country Life*. Autre incontournable à Gstaad : la Désalpe. À la fin de l'été, les paysans quittent l'alpage pour redescendre dans la vallée. Ce jour-là, les vaches portent les plus belles cloches, des compositions florales colorées ornent leur tête et les fermiers d'alpage sont accueillis dans le village par des sonneurs de cloches. Malgré le côté jet-set de la ville, l'architecture de Gstaad a peu évolué – seuls de nouveaux chalets dans la pure tradition ont été construits – et l'ADN rural n'a pas disparu.

Jessica Robineau

ILLUSTRATION © VERANE COTTIN/PHOTO © DAVID BIRRI / GRAPHISME CLAIRE@LILUK.COM

Prochaine région disponible le 6 avril

evenements.courrierinternational.com/suisseaventure



europa

Finlande. Sanna Marin, rock-star de la politique

En trois ans au pouvoir, la Première ministre social-démocrate a affronté plusieurs crises et donné une visibilité mondiale à son pays. Cela suffira-t-il lors des législatives du 2 avril ?

—Berlingske, extraits (Copenhague)

Sanna Marin passe pour être une dirigeante calme mais directe qui dévoile rarement sa personnalité. Ce n'est sans doute pas si surprenant lorsqu'on analyse ses trois années passées au pouvoir. «À chaque crise en a succédé une autre. Cela rend difficile de juger le mandat de Sanna Marin selon les critères habituels», affirme Juha Ristamäki, rédacteur politique au journal finlandais *Ilta-lehti*.

De fait, alors que le coronavirus est devenu moins virulent, l'Ukraine a été envahie par la Russie. Un événement qui a bouleversé les Finlandais, voisins immédiats de la Russie, qui constatent tous les jours les conséquences financières de l'inflation galopante et de la hausse des prix des produits alimentaires et énergétiques.

Mais la guerre a surtout mis en exergue la fragilité du pays nordique. Outre le fait qu'ils partagent une frontière de 1340 kilomètres avec la Russie, les Finlandais ont une longue histoire avec leur grand voisin de l'Est jalonnée de guerres et de conflits. Pour Sanna Marin, la crise a été pénible et difficile, mais elle a débouché sur une large reconnaissance. Tous, amis et ennemis politiques, saluent son travail et sa fermeté.

Vue de l'étranger, Sanna Marin est aussi bien plus que cela. Elle occupe un poste de leader et a une jolie famille. À l'été 2020, elle a épousé son amour de jeunesse, Markus. Ensemble, ils ont une fille de 5 ans, Emma.

Sanna Marin est arrivée comme une bouffée d'air frais dans la politique finlandaise. Elle incarne la femme politique moderne, ce qui fait l'admiration de ses com-

patriotes. Hors du pays, elle est saluée comme «la personnalité politique la plus opiniâtre du monde», à un moment où la politique de sécurité est omniprésente et où elle se bat pour faire entrer la Finlande dans l'Otan. «Elle est ce qui est arrivé de mieux au SDP (Parti social-démocrate finlandais) depuis vingt ou trente ans. Sanna Marin est une femme de 37 ans qui respire le changement – et elle donne une visibilité mondiale à la Finlande», souligne Veera Luoma-aho, rédactrice politique du journal *Helsingin Sanomat*.

Apparemment, Sanna Marin représente tout ce qui est bien. Elle a grandi dans une famille arc-en-ciel avec deux mères – et un père alcoolique qu'elle ne voyait jamais. Sa famille, qui avait de faibles moyens, a pu jouir des prestations sociales de l'État providence. «Je veux construire une société dans laquelle tous les enfants peuvent devenir ce dont ils rêvent, où chacun peut vivre bien et vieillir dignement», déclare Sanna Marin.

Elle a aussi montré qu'elle pouvait faire passer des messages qui ne sont pas

↙ Sanna Marin.
Sur le livre : Otan.
Dessin de Taylor Jones,
États-Unis.

aujourd'hui pendant la guerre en Ukraine. Nous l'avons eue [avec Sanna Marin]. Mais le contenu de sa politique est ennuyeux et, par moments, inexistant», affirme Veera Luoma-aho.

Même la présidente des Jeunes sociaux-démocrates, Pinja Perholehto, déplore que «la politique et les valeurs du parti ne se manifestent pas plus clairement».

La dirigeante ne manquait pourtant pas de visions lorsqu'elle était plus jeune. Et c'est une facette de sa vie qu'il faut connaître si l'on veut la comprendre aujourd'hui.

Sanna Marin est la première de sa famille à avoir été scolarisée au lycée. C'était à Pirkkala, une petite ville proche de Tampere, à 180 kilomètres au nord d'Helsinki. «Déjà à l'époque, Sanna savait bien défendre ses opinions et argumenter», se souvient son camarade de lycée Lasse Leponiemi.

Elle a suivi des études d'administration publique pour comprendre les rouages, les systèmes et les processus en politique et pouvoir «contribuer au changement», raconte Maria Teikari, son amie de l'université, que Berlingske rencontre dans un café d'Helsinki.

Déterminée. Sanna Marin n'avait que 22 ans lorsque le groupe social-démocrate du conseil municipal de Tampere l'a accueillie. Après les élections municipales de 2008, le SDP lui a donné une place de suppléante. Elle a saisi cette chance et a poursuivi sa carrière jusqu'à la fonction de Premier ministre. «Sanna était considérée comme la personnalité politique la plus prometteuse par la direction du SDP», explique Pekka Salmi, actuellement adjoint au maire de la ville, qui siégeait alors au conseil municipal pour le parti. Berlingske le rencontre à la mairie de Tampere, une cité plutôt morne qui ressemble davantage à une ville de province moyenne qu'à un centre du pouvoir. Mais c'est là que Sanna Marin y a pris goût. «Sanna était déterminée – tout comme aujourd'hui.

Elle sait s'exprimer de manière concise et claire même sur les sujets les plus complexes», souligne Pekka Salmi.

Aux municipales suivantes, quatre ans plus tard, elle est élue présidente du conseil municipal et devient la plus jeune personne à exercer cette fonction



dans le pays. Sa recette est simple : travailler dur et solliciter soi-même le poste. C'est en tant que femme et représentante de l'espoir de la jeunesse du SPD qu'elle est propulsée en 2015 au Parlement, à Helsinki. Quatre ans plus tard, elle décroche un ministère, celui des Transports et des Communications.

Peu de temps après, le chef du parti à l'époque, Antti Rinne, tombe gravement malade et Sanna Marin doit assurer l'intérim. Au retour de Rinne, six mois plus tard, le Parti du centre, qui gouverne avec lui, le pousse à démissionner.

Mais la confiance dans le SDP est toujours intacte et Sanna Marin est nommée nouvelle Première ministre du pays à l'âge de 34 ans,

“Elle sait s'exprimer de manière concise et claire sur les sujets les plus complexes.”

Pekka Salmi,
ADJOINT (SDP) AU MAIRE
DE TAMPERE

devenant ainsi le plus jeune chef de gouvernement dans le monde. Depuis, tout s'enchaîne. “Elle est devenue une superstar politique”, affirme Juha Ristamäki, du journal *Iltaalehti*. “Il faut savoir qu'à part la presse, presque plus personne n'avait le courage de venir écouter des personnalités politiques faire un discours ou participer à un événement. Avant l'arrivée de Sanna”, explique-t-il.

Ce ne sont pas tous les Premiers ministres – et certainement pas ceux de Finlande – qui ont fait la couverture de *Time Magazine*. “La popularité de Sanna Marin est assez exceptionnelle. Sur les réseaux sociaux, en particulier sur Instagram, elle égale celle des rock stars. Ce n'est le cas pour aucune autre personnalité politique finlandaise”, souligne Ari Hakahuhta, correspondant politique à Yle [la radiotélévision publique finlandaise].

Et sa notoriété ne se limite pas aux réseaux sociaux. Lorsque Sanna Marin a accédé aux fonctions de Premier ministre, le soutien en faveur du SDP a fait un remarquable bond en avant. Dans les sondages, son score est en effet passé d'environ 13 % à plus de 23 % en moins d'un an.

Soirée privée. Même l'opposition reconnaît l'importance de la Première ministre. “Il est admirable de voir la façon dont elle a réussi à rester populaire durant son mandat”, admet Matias Turkki, responsable des médias dans le Parti des Finlandais [parti d'opposition populiste]. Mais c'est bien le seul compliment qu'il fait à son sujet. Car, à son avis, Sanna Marin va trop loin.

Il a fallu attendre 2022 pour qu'elle acquière une notoriété internationale. Une vidéo qui fuite, des questions concernant la consommation de drogue et une photo de seins nus lui ont valu de sérieux problèmes l'été dernier, et ont déclenché un âpre débat dans le pays sur la possibilité pour un dirigeant politique de se comporter comme tout le monde.

La vidéo en question montre la Première ministre en train de danser lors d'une soirée privée avec plusieurs célébrités. Peu de temps après, en raison de quelques propos mal interprétés, elle a été suspectée de s'être droguée à cette occasion. L'opposition a exigé un test de dépistage, auquel elle s'est soumise. Mais même si le test s'est révélé négatif, le buzz n'a pas cessé pour autant.

Quelques jours plus tard, la presse s'est en effet procuré une photo de deux amies de Sanna Marin s'embrassant sur la bouche, tout en cachant leurs seins nus d'un écriteau. Une photo prise dans la résidence officielle de la Première ministre. “Les fuites ont donné lieu à des discussions virulentes au sein du parti, et elle a été priée de limiter les fêtes. Mais tant qu'elle est largement soutenue par

les Finlandais, elle restera à son poste”, estime Juha Ristamäki. Pour son collègue de parti Pekka Salmi, la photo aux seins nus est grave : “Cela montre qu'elle est incapable de choisir soigneusement ses amis et révèle son manque de discernement.”

Plusieurs membres du parti ont craint qu'elle ne doive céder aux pressions. Certains ont manifesté de l'inquiétude quant à son état de santé. Elle-même a appris quelles étaient les personnes qui pouvaient mériter sa confiance.

Visiblement émue, Sanna Marin a alors présenté ses excuses pour la photo aux seins nus. “Ce genre de photos ne devraient pas être prises”, a-t-elle concédé. En revanche, elle ne s'est pas excusée pour les fêtes, en soulignant qu'être Première ministre ne signifiait pas qu'elle n'avait pas droit à une vie privée.

Si depuis, elle a surmonté cette crise, elle laisse la nette impression d'être une dirigeante atypique. “Sanna Marin est un mystère pour beaucoup d'entre nous. Elle est convaincante sur le plan politique, tout en étant curieusement renfermée. Et la vidéo montre tout à coup une autre facette de sa personne qu'elle avait jusqu'à présent cachée”, ajoute Juha Ristamäki.

Il ne faudrait cependant pas en déduire que l'attention des médias n'a fait que nuire à l'intéressée. Elle a aussi déclenché un mouvement féministe mondial [né en réaction aux commentaires critiquant la Première ministre], avec des vidéos de femmes qui dansent. [Sur le plan politique], le SDP mené par Sanna Marin est resté puissant durant les crises de ces dernières années, ce qui est en soi impressionnant. Mais les élections approchent. Le 2 avril, les Finlandais sont appelés aux urnes, et, pour la première fois depuis qu'elle dirige le gouvernement, son poste est en jeu.

La question est maintenant de savoir si la dynamique créée par Sanna Marin suffira ou si les Finlandais souhaiteront la

Un gouvernement et une législature “exceptionnels”

●●● En Finlande, la coalition sortante, dirigée depuis fin 2019 par la sociale-démocrate Sanna Marin, a été “un gouvernement exceptionnel pour une période exceptionnelle”, constate le quotidien *Hufvudstadsbladet* à Helsinki. De fait, les cinq partis la composant sont dirigés par des femmes, dont trois avaient entre 32 et 34 ans au départ. Avec elles, le pays a dû affronter le Covid et abandonner sa neutralité traditionnelle pour frapper à la porte de l'Otan, en réaction à l'invasion de l'Ukraine par la Russie voisine. Si le pays nordique est sur le point d'être accepté par tous les membres de l'alliance militaire, la crise sanitaire et les conséquences de la guerre sur l'économie ont incité le gouvernement à dépenser plus que d'ordinaire. Une générosité qui lui a été reprochée durant une campagne relativement terne. À la veille des législatives du 2 avril, l'opposition conservatrice possédait une légère avance dans les sondages, tandis qu'un parti nationaliste faisait quasiment jeu égal avec la formation de Sanna Marin.

remplacer. À en croire les récents sondages, les perspectives ne sont pas si réjouissantes pour son parti, qui se retrouverait en deuxième position derrière le Parti de la coalition nationale [conservateur] et juste devant le Parti des Finlandais, deux formations actuellement dans l'opposition.

Le SDP de Sanna Marin “n'a pas compris qu'on ne pouvait pas se contenter d'injecter de l'argent public après les crises. L'augmentation de la dette préoccupe la population, et sa formation le paie maintenant en matière de popularité”, affirme Matias Turkki, du Parti des Finlandais. L'issue des élections est encore incertaine. Mais, d'après Juha Ristamäki, Sanna Marin ne jouera pas de second rôle dans un futur gouvernement qui serait dirigé par un autre. En même temps, elle est une candidate potentielle dans une autre bataille, celle pour la présidence.

L'an prochain, en effet, la Finlande doit élire une personne pour succéder à Sauli Niinistö à la présidence de la République [fonction aux prérogatives axées

sur la politique étrangère]. Au sein du SDP, certains souhaitent que Sanna Marin se présente et mette à profit sa popularité internationale. Jusqu'à présent, elle a rejeté cette idée et assuré tenir au poste de Premier ministre.

La seule certitude est qu'elle a l'avenir devant elle. À 37 ans, elle a déjà changé la perception de ce qu'est un chef de gouvernement. Il semble impensable qu'elle s'arrête là.

—**Signe Westermann Kühn,**
publié le 21 janvier



SOURCE

BERLINGSKE

Copenhagen, Danemark
Quotidien
b.dk

Le journal, qui se positionne politiquement au centre droit, est le plus ancien du royaume danois : son premier numéro remonte à 1749 ! Aujourd'hui, il fait partie du groupe Berlingske Media, qui appartient au groupe britannique Mecom.





asie

Chine. Au bout de l'exil, la vraie liberté d'écrire

Harcelé pendant de longues années pour ses prises de position, Murong Xuecun, ex-cadre commercial devenu romancier à succès au début des années 2000, vit désormais en Australie. Dans cet entretien, il revient sur son parcours et ses critiques du régime de Pékin, qui l'ont contraint à quitter la Chine à l'été 2021.

— Mekong Review (Sydney)

La Chine laisse derrière elle trois années de politique “zéro Covid”, mais ceux qui ont tenté de dire la vérité sur les premiers jours de l'épidémie de coronavirus à Wuhan en pâtissent encore. Zhang Zhan [qui avait réalisé et diffusé des vidéos] continue de languir en prison. La liberté de mouvement de Fang Fang [autrice de *Wuhan, ville close*, éd. Stock] est toujours limitée. Chen Qiushi [journaliste citoyen actif sur les réseaux sociaux] a disparu puis réapparu, mais il se tient désormais à l'écart de la politique comme un proscrit, préférant développer plusieurs projets commerciaux.

Et puis il y a le cas de Murong Xuecun, que nous rencontrons par une journée pluvieuse du début de l'été [austral] dans un café australien de banlieue, quelques mois après la publication en 2022 de son livre *Deadly Quiet City - Stories From Wuhan, Covid Ground Zero* [“Une ville d'un calme mortel - Récits de Wuhan, le Ground Zero du Covid”].

Il a fui la Chine en août 2021 : “Mon éditeur australien m'a dit que la traduction de mon livre en anglais était presque terminée, et que c'était sans doute le bon moment pour moi de déguerpir.”

Comme il estimait n'avoir qu'une chance sur deux d'être autorisé à quitter le pays, Murong Xuecun s'est rendu à l'aéroport de Pékin avec un billet d'avion aller-retour et des bagages réduits au minimum. À son grand soulagement, il est passé sans encombre. Ensuite, il a séjourné quelque temps au Royaume-Uni avant de partir pour l'Australie, où il s'est installé.

En fait, il avait des raisons de prendre au sérieux la mise en garde de son éditeur. Arrivé à Wuhan au début du mois d'avril 2020 [trois mois après la détection des premiers cas de Covid-19], il réalisait toujours ses interviews en jetant un coup d'œil par-dessus son épaule. Ses inquiétudes s'étaient révélées justifiées : environ un mois plus tard, il avait reçu un appel d'un responsable de la sécurité publique. Son ton était menaçant. “Il m'a dit que Wuhan n'était pas un endroit sûr et que ce ne serait pas bien pour moi si j'y attrapais le Covid.” Murong Xuecun a quitté

“Je rédigeais un chapitre, l'envoyais à mon éditeur, puis l'effaçais.”

Murong Xuecun, AUTEUR

Wuhan presque tout de suite après, et a commencé à écrire son livre. “Dès que j'avais rédigé un chapitre, je l'envoyais à mon éditeur australien, puis je l'effaçais de mon ordinateur. Le livre une fois terminé, j'ai également supprimé toutes mes notes prises lors des entretiens.”

Roman-feuilleton. Les menaces, un travail d'écriture mené dans la clandestinité, l'exil... rien de tout cela n'était inévitable pour Murong Xuecun. Sa vie aurait pu suivre une tout autre trajectoire.

Ayant grandi dans la pauvreté dans une région rurale de la province du Shandong [dans l'est de la Chine], Murong Xuecun a fait de brillantes études à l'Université chinoise des sciences politiques et du droit, à Pékin. Beaucoup d'étudiants de sa promotion ont fini policiers, procureurs ou juges. Mais Murong Xuecun avait d'autres priorités : “J'avais à l'époque une petite amie dans la province du Sichuan [dans le sud-ouest du pays]. C'est pourquoi, une fois diplômé, j'ai préféré accepter un poste mal payé de conseiller juridique dans une compagnie publique d'aviation de la région.”

Ni l'emploi ni la petite amie n'ont duré. À la fin des années 1990, il

part travailler dans la province du Guangdong [dans le sud du pays] comme directeur des ressources humaines dans des entreprises de fabrication de produits cosmétiques. “Je gagnais bien plus de 10 000 yuans [plus de 1 000 euros] par mois, ce qui était un bon salaire pour l'époque.” Il aurait donc facilement pu envisager une carrière confortable de cadre commercial.

La période est marquée par un développement rapide d'Internet en Chine, et certains blogueurs, comme Han Han, deviennent célèbres. Murong Xuecun, de son vrai nom Hao Qun, commence à écrire et à publier en ligne. C'est ainsi qu'est né son nom de plume. “J'utilisais beaucoup de pseudos différents en rapport avec des personnages de wuxia (romans épiques chinois) lorsque je publiais des articles ou que je discutais en ligne.”

Il écrit alors un roman-feuilleton en ligne, publié sous le nom de Murong Xuecun [“Le Village enneigé de Murong”], sur des hommes jeunes au mode de vie hédoniste. L'histoire est un succès, ce qui lui vaut d'être éditée en 2003

[puis traduite en français sous le titre *Oublier Chengdu*, éd. de l'Olivier]. Le succès commercial permet à Murong Xuecun de quitter son emploi pour se consacrer uniquement à l'écriture, où son nom de plume s'impose désormais.

Si Murong Xuecun rédige par la suite d'autres romans très appréciés et se lance même dans le cinéma et la télévision, la politique n'est jamais bien loin. “À plusieurs reprises, j'ai été invité par des écrivains et des responsables gouvernementaux à adhérer à des associations d'écrivains [soutenues par les autorités]. On m'a souvent laissé entendre que si j'acceptais, j'aurais de bonnes chances de finir par occuper un poste élevé dans le monde littéraire. Mais, chaque fois, j'ai dit non.” Il hausse la voix pour ajouter en riant : “Quand ils me demandaient pourquoi, je leur disais carrément que je n'avais pas une bonne opinion de ces groupes !”

Il reprend un ton normal pour préciser qu'il ne regrette

← Dessin d'Ale + Ale, Italie.



pas d'avoir décliné de telles offres, même si, avec le recul, il a conscience qu'il aurait peut-être pu "les refuser plus poliment". Il sait que, dans le monde des écrivains, ils ne sont pas nombreux à l'avoir fait : "Beaucoup ont une famille à charge, et se soumettre permet de gagner de l'argent. Cela ne me touchait pas car mes parents étaient morts quand j'étais jeune et je n'avais pas fondé de famille."

Pendant la majeure partie des années 2000, Murong Xuecun joue avec le feu : tout en refusant de rejoindre les groupes soutenus par l'État, il écrit sur les problèmes de société et publie en 2010 un livre sur les systèmes de vente pyramidaux [qui placent les victimes dans un enfer de dettes] intitulé *Il manque un remède à la*

"Quand j'ai commencé à m'exprimer, l'Internet chinois était encore assez ouvert."

Murong Xuecun, AUTEUR

Chine [traduit chez Gallimard dans la collection "Bleu de Chine"], dans lequel il veille cependant à "ne pas dépasser ouvertement les bornes" pour les sujets sensibles sur le plan politique. Mais tout bascule début 2011.

Cette année-là, l'écrivain Ran Yunfei est arrêté, accusé de soutenir les manifestations en faveur de la démocratie, qui s'inspirent des mouvements de protestation au Moyen-Orient [c'est la "révolution du jasmin", vite réprimée]. Il finira par passer six mois en détention, pour incitation à la subversion. Comme c'est l'un de ses proches amis, Murong Xuecun ne peut pas rester silencieux : sur son compte Weibo, il dénonce la répression de l'État autoritaire chinois ; il écrit des articles dans des revues étrangères et prononce des discours dans le monde entier sur la question.

"Lorsque j'ai commencé à m'exprimer, l'Internet chinois était encore assez ouvert, se souvient-il. Beaucoup de gens critiquaient le gouvernement, et pas seulement moi." Mais cette ouverture relative est de courte durée. Le compte Weibo de Murong Xuecun est fermé en 2013, après qu'il y a dénoncé l'interdiction des autorités chinoises de discuter des valeurs universelles, de la liberté

Contexte

Feuille blanche et répression

●●● Depuis le mouvement de la Feuille blanche, en novembre 2022, au cours duquel des manifestations ont eu lieu dans toute la Chine pour réclamer la fin de la politique "zéro Covid", peu de détails ont filtré sur les arrestations qui ont eu lieu.

Selon certaines sources, celles-ci se poursuivaient encore en mars 2023. Plusieurs dizaines de personnes au moins ont été arrêtées, dont plus de 20 à Pékin, selon le **Wall Street Journal**. Ceux dont on connaît l'identité sont plutôt des jeunes diplômés : journaliste, enseignant, éditeur, comptable sont les professions de quatre personnes mises en examen à Pékin pour avoir "cherché querelle et fomenté des troubles", rapporte l'organisation de défense

de la presse, de la société civile, des droits civils, des erreurs du Parti communiste chinois (PCC), des relations entre pouvoir et argent et de l'indépendance de la justice.

Nullement découragé, il refuse de faire profil bas. En juillet 2014, environ deux mois après l'arrestation d'un grand nombre de militants chinois qui s'étaient rassemblés pour discuter du massacre de la place Tian'anmen de 1989, Murong Xuecun demande ouvertement à être incarcéré lui aussi. En fait, il avait l'intention de participer à ce rassemblement, mais l'avait manqué, car à l'époque il se trouvait en Australie. "Sous le coup de la colère, j'avais dit, quand j'étais en Australie, qu'une fois rentré en Chine je me rendrais aux autorités. À mon retour à Pékin, j'ai eu la frousse, mais je me suis senti obligé de le faire malgré les risques."

Cela vaut à Murong Xuecun d'être convoqué au poste de police. Il y est interrogé pendant près de huit heures, mais n'est finalement pas placé en détention.

des droits de l'homme Human Rights Watch. On ne connaît guère que l'identité de deux personnes détenues à Shanghai. À Canton, un journaliste et un réalisateur ont été libérés sous caution. Parmi les personnes arrêtées se trouvaient au moins neuf jeunes qui avaient fait leurs études à l'étranger avant de retourner en Chine. Début mars, plus d'une centaine d'universitaires du monde entier ont publié une lettre ouverte demandant à leurs institutions de soutenir leurs anciens étudiants et chercheurs. Après que l'université de Chicago est intervenue en faveur de l'une de ses diplômées, elle a été libérée, indiquent les enseignants. Ils soulignent par ailleurs les pressions subies par les étudiants chinois actuellement à l'étranger de la part de leurs ambassades et consulats.

Néanmoins, après cela, il est régulièrement inquiété et même, parfois, assigné à résidence. L'écrivain a de plus en plus de mal à faire publier ses ouvrages, à avoir des demandes de scénarios.

Wuhan, ville-étape. En 2019, Murong Xuecun se trouve en si mauvaise posture qu'il doit renoncer à garder son atelier. Il conserve une centaine de livres, et les milliers d'autres trouvent preneur en une seule journée à la suite d'une annonce mise sur WeChat. "Une fois les livres partis, j'ai ressenti un véritable soulagement. Finalement, ce que l'on possède sur le plan matériel n'a pas beaucoup d'importance."

En l'espace de trente ans, pendant que ses ex-camarades d'université gravissaient peu à peu les échelons dans l'administration, il aura donc connu un début de carrière prometteur et bien rémunéré, puis la célébrité en tant qu'auteur, avant de se retrouver réduit à habiter dans un petit appartement,

Bio express

Murong Xuecun

●●● De son vrai nom Hao Qun, Murong Xuecun est né en 1974 dans le Shandong. Auteur de romans et de littérature de non-fiction, il connaît un grand succès en Chine depuis plus de vingt ans. Depuis 2011, il écrit aussi dans le *New York Times*. Parmi ses publications, on peut citer *Oublier Chengdu*, éditions de l'Olivier, 2006 ; *Danse dans la poussière rouge*, "Bleu de Chine", Gallimard, 2013 ; *Il manque un remède à la Chine*, "Bleu de Chine", Gallimard, 2015. Son dernier livre, *Deadly Quiet City – Stories From Wuhan, Covid Ground Zero* ("Une ville d'un calme mortel – Récits de Wuhan, le Ground Zero du Covid"), paru chez Hardie Grant Books en 2022, n'est pas encore traduit en français.

avec peu de travail et des activités sociales restreintes. Sa vie semblait avoir pris une triste tournure, mais cela ne le dérangeait pas outre mesure : "De toute façon, je suis quelqu'un de casanier."

Finalement, les événements ont tracé pour lui un autre destin. Le Covid-19 a pointé sa tête immonde, plongeant la ville de Wuhan, puis le reste de la Chine et du monde, dans le chaos. Alors qu'il observait cette grande métropole, la neuvième la plus peuplée du pays, se débattre avec le nouveau coronavirus, il avait reçu un coup de téléphone de Clive Hamilton, un universitaire australien, très critique à l'endroit du PCC. "Clive m'a dit : 'Tu devrais aller à Wuhan pour rendre compte de ce qui s'y passe vraiment, et j'ai accepté.'" Il s'était donc rendu à Wuhan. À l'époque, il était loin de penser que ce serait la première étape d'un voyage qui le conduirait en Australie, sans possibilité de retour dans son pays d'origine.

Tout au long de notre conversation, Murong Xuecun reste calme et jovial, même s'il lui arrive d'éclater de rire ou de grimacer. Il affiche une tranquille assurance lorsqu'il revient sur ses choix de vie : avoir donné la priorité à sa petite amie plutôt qu'au "bol de riz en fer" [la sécurité d'emploi] qu'il aurait eu en entrant dans l'un des organismes chargés de la sécurité en Chine, avoir renoncé à un poste confortable de cadre commercial, ou encore avoir dépassé les bornes en critiquant ouvertement le gouvernement chinois. Bien qu'il ait payé un lourd tribut pour s'être éloigné de plus en plus du mode de vie plus "sûr" préféré par la plupart des gens, il assure : "Je suis content d'avoir fait ces choix. Blâmer le ciel ou d'autres personnes pour nos échecs ne sert à rien."

Pourtant, la vie d'un exilé est loin d'être facile. Le mal du pays et un sentiment de culpabilité du survivant le guettent souvent. Mais Murong Xuecun prend les choses du bon côté : "Comme je suis seul, je peux vivre n'importe où. En Australie, les gens sont sympas et l'environnement est agréable." Et bien sûr, le plus important : "Je peux maintenant écrire tout ce que je veux sans crainte!"

Alors que notre conversation touche à sa fin, la pluie torrentielle qui frappait bruyamment le toit du café s'arrête enfin. Le soleil perce les nuages, et un grand sourire éclaire le visage de Murong Xuecun.

— Kevin Yam, publié le 1^{er} février

SOURCE



MEKONG REVIEW

Sydney, Australie

Trimestriel

mekongreview.com

Lancée lors du festival littéraire organisé en novembre 2015 à Kampot au Cambodge, cette revue de grande qualité publie de la fiction, de la poésie, ainsi que de longs textes de journalisme littéraire. Une manière de mettre en lumière la vie littéraire et intellectuelle du Cambodge, de la Birmanie, de Thaïlande, du Laos et du Vietnam.



afrique

Malawi. Fenêtre sur l'apocalypse

Le 12 mars, le pays a été frappé de plein fouet par Freddy, un cyclone d'une puissance rare, qui y a fait plus de 500 morts et pourrait bien préfigurer la future normalité climatique.



—The Continent, *extraits* (Johannesburg)

Le Malawi a été frappé par l'un des cyclones les plus puissants de l'histoire documentée. On commence à peine à comprendre l'ampleur de la catastrophe. C'est une fenêtre sur un monde plus chaud où les tempêtes seront plus violentes, feront plus de dégâts et détruiront plus de vies. Ceux qui sont passés par là et ont survécu parlent du cyclone Freddy en termes apocalyptiques. Ils évoquent des montagnes qui rugissent, des fleuves de boue et de pierres qui détruisent tout sur leur passage.

Le cyclone a commencé dimanche [12 mars] et a déversé l'équivalent de six mois de pluie en six jours seulement. Certaines personnes qui dormaient ont été réveillées par le vacarme d'eaux en furie balayant villes et villages, inondant bureaux et champs, détruisant routes, ponts et infrastructures de base.

Certaines parties du pays sont toujours coupées des secours, du réseau électrique et des télécommunications. Sur le parcours du cyclone, la mort et la destruction sont partout. On s'efforce de sauver les personnes qui sont encore coincées dans des bâtiments ou s'accrochent aux arbres.

Selon le ministère de la Gestion des catastrophes naturelles, au 17 mars, le

nombre des morts confirmés s'élevait à 326 [ils étaient 511 le 25 mars, avec plus de 1 300 blessés et 533 disparus]. Quelque [564 200] personnes [ont été] déplacées, dont beaucoup vivent désormais dans [577] camps temporaires.

“Des murs qui tombaient.” Ces chiffres, en particulier le nombre de morts, devraient augmenter quand on pourra accéder à des zones plus reculées et quand l'électricité reviendra, ce qui améliorera les communications.

Grace Kamanga, de Chilobwe, l'un des townships les plus durement touchés de Blantyre, le centre économique du pays, a expliqué à *The Continent* s'être réveillée dans un monde en train de s'effondrer autour d'elle. “On a été réveillés par un grand fracas de murs qui tombaient dans la nuit de dimanche. Notre maison tombait! Les choses se sont passées tellement vite. Tout ce dont je me souviens, c'est qu'on est sortis aussi vite que possible... Et puis des cris, partout. Tout ce qu'on avait, c'était les vêtements qu'on portait.”

Grace Kamanga et sa famille ont pu trouver refuge dans une école primaire qui a été convertie à la hâte en centre temporaire pour les personnes déplacées.

D'autres ont eu moins de chance. Jailosi Lemani a perdu sa femme et ses deux

enfants dans un glissement de terrain à Soche Hill. “J'ai été avalé par la boue avec un de mes enfants. C'est par la grâce de Dieu que je vous parle”, confie le père, éploré, qui porte toujours ses vêtements couverts de boue.

En dehors de Blantyre, les districts de Chiradzulu, Phalombe, Mulanje, Chikwawa et Nsanje font tous état de destructions massives. Des villages entiers et des terres agricoles ont été emportés, il ne reste que de la boue. Beaucoup de gens n'ont toujours pas été secourus, et de corps récupérés. “Je n'avais jamais rien vu de pareil de toute ma vie”, confie Mtauchila, le chef du village de Chiradzulu, à l'est de Blantyre. Jusqu'à présent, les glissements de terrain, c'était juste quelque chose dont on avait entendu parler. Mon village, plus de 400 maisons, a été emporté par la boue. Beaucoup de gens sont morts, beaucoup d'autres blessés.” Et d'ajouter : “Les champs de maïs ne sont plus là. Je ne sais pas ce que les survivants vont manger.” La morgue de l'hôpital Queen Elizabeth, le principal hôpital de Blantyre, est débordée. Le président, Lazarus Chakwera, a déclaré quatorze jours de deuil national.

La colère et la frustration de la population augmentent au fur et à mesure que le nombre de victimes croît. Sur les réseaux sociaux, les villages touchés lancent des appels à l'aide désespérés pendant que certains dénoncent les insuffisances des autorités administratives et de l'armée. Le manque d'hélicoptères de secours – qui sont nécessaires pour atteindre les zones inaccessibles par la route – est particulièrement critiqué. Des hélicoptères et autres moyens aériens ont été déployés mais ils sont submergés par la demande, a confié au *Continent* le major Emmanuel Mlelemba, porte-parole de la Force de défense du Malawi. L'armée zambienne a envoyé deux avions pour apporter son aide aux opérations de recherche et de secours. “Le niveau de destruction auquel nous sommes confrontés est plus grand que les ressources dont nous disposons”, a déclaré le président Chakwera dans un discours télévisé. Il a approuvé [le 16 mars] l'affectation de 1,5 million de dollars à l'aide et à la reconstruction et a appelé la communauté internationale à apporter son soutien.

Malgré le deuil et le traumatisme nationaux, il y a aussi quantité d'histoires émouvantes d'héroïsme et de bonté. Juste après la catastrophe, les Malawites – ceux de la diaspora comme ceux restés au pays – sont passés à l'action. Ils ont organisé l'aide aux victimes, donné de l'argent, des couvertures et de la nourriture grâce aux réseaux sociaux. Les écoles et les églises ont ouvert leurs portes pour loger les personnes déplacées.

Freddy s'est formé au large de l'Australie [au début du mois de février] et

✓ Sur l'écharpe du squelette : Changement climatique. Dessin de Tjeerd Royaards, Pays-Bas.



a tourné dans l'océan Indien pendant plus d'un mois avant de rester coincé et de ricocher entre l'île de Madagascar et la côte du Mozambique. Il a touché terre deux fois dans chacun de ces pays [faisant au moins 17 morts à Madagascar et près de 180 au Mozambique].

Épidémie de choléra. D'après l'Organisation météorologique mondiale, Freddy est probablement le cyclone le plus long jamais enregistré. Il détient également le record du nombre d'affaiblissements et de reprises (les cyclones tirent leur énergie de la chaleur; plus la température de l'océan est élevée et plus les cyclones augmentent d'intensité).

Il présente en outre l'énergie la plus forte jamais enregistrée dans un cyclone, à savoir l'équivalent de tous les ouragans américains pris dans leur ensemble lors d'une saison moyenne.

Freddy est le troisième cyclone destructeur à frapper le Malawi en un an. Le pays ne s'était pas encore remis des cyclones Ana [janvier 2022] et Gombe [mars 2022]. “Les cyclones précédents avaient gravement endommagé nos infrastructures liées à l'eau, l'assainissement et l'hygiène, ainsi que les abris, ce qui a exacerbé l'épidémie de choléra que connaît actuellement le pays”, déclare l'épidémiologiste Titus Divala.

Voilà plusieurs décennies que les scientifiques annoncent que les phénomènes météorologiques extrêmes seront plus puissants et plus mortels. Les émissions massives de gaz carbonique piègent la chaleur dans l'atmosphère, ce qui réchauffe la planète et injecte plus d'énergie dans les cyclones. L'océan Indien, qui a alimenté Freddy, est l'une des masses d'eau qui se réchauffe le plus rapidement dans le monde.

En 2015 [lors de la Conférence de Paris sur le climat], les pays ont promis de réduire les émissions de carbone. Mais l'année dernière [celles-ci] ont atteint des niveaux record [dans le monde]. Les Malawites [en] ont payé le prix.

—Josephine Chinele et Golden Matonga, publié le 18 mars



REPORTAGE

NIGER

Un pivot diplomatique au Sahel

Pour ce journal burkinabè, la libération de l'otage français Olivier Dubois montre l'influence croissante du président nigérien, Mohamed Bazoum, au détriment du pouvoir malien.

—Wakat Séra, *extraits*
(Ouagadougou)

Olivier Dubois est libre après presque deux ans de captivité, et ce n'est pas un poisson d'avril, même si nous sommes à moins de dix jours du 1^{er} du mois des canulars.

Le désormais ex-otage du Groupe de soutien à l'islam et aux musulmans (GSIM), où ils s'affrontent souvent dans des combats à mort, après avoir transité par la capitale nigérienne, Niamey, est arrivé en France, où il a retrouvé, entre autres, sa sœur, son père et ses amis, le tout sous les yeux d'un témoin oculaire comblé.

En effet, le président français, Emmanuel Macron, qui a joué sur des leviers discrets, avec la prudence d'un chef sioux, était au pied de l'avion qui a ramené Olivier Dubois sur les bords de la Seine, fatigué, mais sain et sauf. Heureux de retrouver les siens et de respirer de nouveau l'air de la liberté.

C'était alors qu'il était à la recherche de l'interview du siècle avec un chef terroriste que notre confrère, qui pigeait dans des canards comme *Le Point*, *Libération* et *Jeune Afrique*, s'est retrouvé [en avril 2021] dans les filets du GSIM dont les combattants, avec ceux de l'État islamique au Grand Sahara (EIGS), écumant le Sahel.

De chasseur d'infos, Olivier Dubois était devenu, du coup, le scoop dont toute la presse et les réseaux sociaux ont fait leur actu. Une journée noire pour la presse, car renforçant les inquiétudes pour des journalistes qui n'ont toujours pas fini de pleurer les assassinats de confrères, dont Ghislaine Dupont et Claude Verlon, tombés le 2 novembre 2013 dans le sable brûlant de Kidal, au Mali, sous les balles des terroristes.

Bien des zones d'ombre planent encore autour de cette libération d'Olivier Dubois, remis en liberté en même temps que l'humanitaire américain Jeffery Woodke, qui, lui, a passé plus de six ans de captivité au Sahel.

Le rôle indéniable et décisif joué par le président nigérien, Mohamed Bazoum, dans le dénouement de cette affaire est connu. Tout comme circulent des noms de personnes qui ont contribué à cette double libération. Des rançons ont-elles été payées aux kidnappeurs pour qui cette source de financement est l'une des plus fructueuses? Les otages ont-ils été échangés contre des terroristes faits prisonniers? Mystère et boule de gomme.

Ours russe. En tout cas, les autorités nigériennes, notamment le président Mohamed Bazoum, ont bien tiré leur épingle du jeu. Car ils ont dû manœuvrer en terrain hostile, la junte malienne, du fait de son rapprochement poussé avec la Russie, ne devait pas voir d'un bon œil ses négociations. À moins que les militaires au pouvoir n'aient trouvé leur compte dans cette affaire!

Le séjour du secrétaire d'État américain, Antony Blinken, qui était l'hôte des Nigériens le 16 mars, soit quatre jours avant la libération de son compatriote Jeffery Woodke, n'a probablement pas été un fait du hasard! Visiblement, la machine de libération des deux otages était déjà en marche et l'issue proche. En tout cas, le Niger, la France et les États-Unis ont été des partenaires solides dans cette double libération dans laquelle le président Mohamed Bazoum

confirme l'étoffe qu'il prend dans la résolution des conflits, la lutte contre le terrorisme et la paix en Afrique. Mieux, l'influence du président nigérien s'observe dans ses efforts constants pour amener les Africains à s'unir contre l'adversité et pour le développement.

Une fois de plus, le Niger montre la voie, lui qui a opté pour diversifier ses partenariats au développement et de lutte contre le terrorisme, sans mettre dehors un seul partenaire, contrairement au Mali qui chasse ses anciens "amis" pour s'amouracher de l'ours russe. La preuve est donc faite par le Niger qu'un leadership ne s'acquiert pas en ouvrant des fronts tous azimuts.

—Morin,
publié le 22 mars



← Le journaliste Olivier Dubois à son arrivée à l'aéroport de Villacoublay, le 21 mars.

Photo Yves Herman/AFP



Chaque mois, découvrez les événements et les avantages réservés aux abonnés de *Courrier international*.



GUIDE

Jouez pour remporter un exemplaire de *Japon, le guide idéal*, proposé par Les Arènes.

CINÉMA

Recevez un code pour découvrir *Leviathan*, d'Andrei Zviaguintsev, via Universciné.



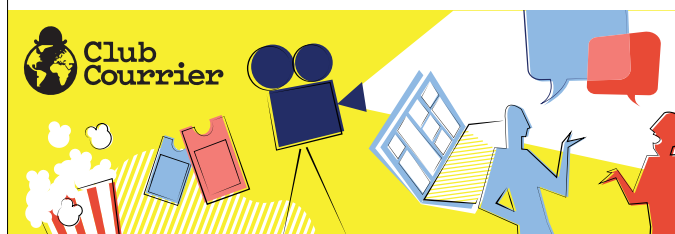
GUIDE

Jouez et gagnez un exemplaire du guide *Évasion Corse*, proposé par Hachette, disponible à partir du 1^{er} avril.



FESTIVAL

Tentez de remporter une invitation pour deux personnes pour une séance cinéma lors du Festival du cinéma brésilien de Paris, du 4 au 11 avril



à la une

GARDER L'EAU

Europe, États-Unis, Moyen-Orient, Afrique... La sécheresse est partout, et elle va faire partie de notre quotidien. En cause, le dérèglement climatique, qui fait monter la température et raréfie par endroits les précipitations, mais aussi les activités humaines, qui consomment beaucoup (trop) d'eau. Des solutions se profilent, à l'échelle de communes, de régions, d'États. Parmi celles déjà largement mises en œuvre, certaines ont des conséquences parfois désastreuses pour l'environnement, alors que d'autres, qui recyclent, préservent et économisent l'eau douce, apparaissent plus pérennes.



La France au compte-gouttes

Depuis février, les restrictions se multiplient dans l'Hexagone, confronté à une exceptionnelle "sécheresse hivernale". Face à un phénomène appelé à se reproduire, comment le pays peut-il conserver ses précieuses ressources en eau douce ? se demande cette journaliste allemande.

— Die Zeit (Hambourg)

Voici quelques semaines, Christelle Palasse s'est tout à coup retrouvée sans eau pour laver les cheveux de ses clients. "Déjà, rien que pour se laver les mains, il n'y avait plus qu'un filet d'eau, et là plus rien ne sortait du robinet", raconte la coiffeuse d'Arlanc, dans le Puy-de-Dôme. Au bout du fil, Christelle Palasse a l'air agacée, voire remontée : "Je savais qu'on manquait d'eau par ici, mais de là à ce que ça ne coule plus du tout – où est-ce qu'on vit ?" Depuis trente ans qu'elle officie dans son salon, elle a toujours eu suffisamment d'eau pour faire ses shampoings et ses couleurs : "Je n'aurais jamais cru que ça puisse nous arriver en France."

La situation est à ce point hors normes que les Français ont même trouvé une expression pour la décrire : "sécheresse hivernale". Les cours d'eau ne s'y assèchent plus l'été venu, mais dès le mois de février. Dans bon nombre de départements [en ce début du mois de mars], cela fait ainsi plus de cinq semaines qu'il n'est pas tombé une goutte. Le gouvernement tire la sonnette d'alarme jour après jour, tient des conférences de presse et donne des interviews sur les pénuries d'eau. Le ministre de la Transition écologique, Christophe Béchu, a demandé aux préfets de restreindre la consommation d'eau des particuliers.

Dans le département de Christelle Palasse, l'eau est déjà rationnée depuis l'été dernier : les habitants ne sont plus autorisés à arroser le jardin, à laver la voiture ou à remplir la piscine – des interdictions encore relativement

bénignes, mais qui inquiètent la population. Christelle Palasse raconte qu'elle fait la queue tous les jours au supermarché de sa bourgade, et elle est loin d'être la seule, pour acheter des bouteilles d'eau d'avance. On ne sait jamais.

Comme beaucoup de villes, Arlanc a coupé ses fontaines, pourtant si prisées des touristes. À Saint-Zacharie, à 30 kilomètres de Marseille, les 16 fontaines de la ville sont à l'arrêt depuis mai dernier. Et il est peu probable qu'elles reprennent vie à la saison prochaine : Christophe Béchu a prévenu que la France allait très probablement subir un été plus sec encore que celui de 2022.

À Fayence, dans le Var, il est interdit de faire construire de nouvelles piscines – dans un département où la plupart des maisons en possèdent une.

D'ores et déjà, certaines communes édictent en urgence de nouvelles interdictions : à Fayence, dans le Var, il est ainsi interdit de faire construire de nouvelles piscines – dans un département où la plupart des maisons en possèdent une (on y recense un total de 90 000 piscines privées). D'autres communes sont allées plus loin encore en décidant de suspendre, pour une durée d'au moins quatre ans, les permis de construire. Y compris pour les maisons et les logements. Leur argument : elles ont déjà du mal à satisfaire les besoins en eau de la population actuelle.

Pour l'heure, la France n'a cependant pas de plan à long terme [pour] gérer les sécheresses en cours et à venir. Dans certaines communes – comme à Arlanc –, l'eau a été coupée du jour au lendemain. L'été dernier déjà, 500 communes ont dû être ravitaillées par camions-citernes, et d'autres ont choisi tout bonnement de couper l'eau la nuit. Le ministre de la Transition écologique, Christophe Béchu, vient seulement de révéler ces chiffres cette semaine. Car, jusque-là, reconnaît-il dans les colonnes du *Monde* [quotidien qui appartient au même groupe que *Courrier international*], personne, même à Paris, n'avait une vision d'ensemble.

Cette sécheresse hors normes s'explique par un déficit de précipitations depuis plusieurs mois – un marqueur de la crise climatique. Dans une

← Dessin de Pawel Jonca, Pologne.

40%

C'EST L'ESTIMATION DU DÉFICIT EN EAU DOUCE D'ICI À 2030, selon un rapport dévoilé en amont de la Conférence des nations unies sur le sujet, du 22 au 24 mars. "Nous faisons désormais face à un risque de 40 % de déficit en eau douce d'ici à 2030, avec des pénuries graves dans les régions aux ressources déjà limitées", confirment les auteurs du rapport. Un rapport qui, "pour la première fois, étudie le système mondial de l'eau en détail et dans lequel sont clairement présentés les risques encourus", souligne **The Guardian**.

bonne partie du Midi, mais aussi en Bretagne, dans la Manche, il est tombé ces six derniers mois entre 30 et 40 % d'eau en moins que la moyenne pluriannuelle. Dans bon nombre de communes, il a fallu attendre la mi-janvier pour voir revenir la pluie. Sur la carte officielle [du site Info-secheresse.fr], beaucoup de départements situés au sud de Paris apparaissent en rouge foncé – la couleur qui correspond à l'état de "sécheresse extrême". Si l'on regarde les précipitations du mois dernier, le déficit est encore plus spectaculaire : la pluviométrie constatée n'y a été normale que dans un département sur cinq.

"Nous nous trouvons dans une situation extrême"

"Je vois monter dans toutes les mairies une grande inquiétude – la sécheresse de l'été 2022 a fait peur à tout le monde."

Hélène Michaux, HYDROLOGUE À L'AGENCE DE L'EAU RHÔNE-MÉDITERRANÉE-CORSE

mement alarmante", met en garde l'hydrologue Hélène Michaux, une des dirigeantes de l'Agence de l'eau Rhône-Méditerranée-Corse. Sa mission consiste à aider les communes à se prémunir contre les pénuries à venir : "Je vois monter dans toutes les mairies une grande inquiétude – la sécheresse de l'été 2022 a fait peur à tout le monde."

À quoi pourraient ressembler des solutions pérennes? Pour Hélène Michaux, l'agriculture est ici le levier le plus efficace : elle absorbe 50 % du total de l'eau consommée. Dans une région sèche comme le Sud, beaucoup d'exploitations fruitières, de vignobles et de cultures de maïs sont arrosés. Il faut aider les agriculteurs à protéger leurs sols avec du *mulch* ou des couverts végétaux afin de les prémunir contre la sécheresse, et les convertir à l'arrosage au goutte-à-goutte, plus économe. Par ailleurs, dans cette région bénéficiant d'un bon ensoleillement, il convient d'ombrager les parcelles, par exemple en restaurant les haies traditionnelles ou en développant l'agroforesterie, une pratique qui consiste à encadrer les parcelles de fruitiers et de noyers.

Si l'on veut enrayer l'assèchement des nappes phréatiques, il faut par ailleurs désartificialiser les villes, poursuit Hélène Michaux : l'eau de pluie qui tombe sur la chaussée ou sur les parkings part directement dans les égouts ou dans les cours d'eau sans infiltrer le sol jusqu'aux nappes. Stopper l'artificialisation relève toutefois de la gageure dans le Midi, une région qui accueille chaque année davantage de touristes et d'habitants. "Les défis qui se posent à nous sont considérables", reconnaît l'hydrologue.

Les spécialistes préviennent que la France sera touchée de plein fouet par le dérèglement climatique. Le Giec prédit ainsi pour le Sud-Ouest et le Sud-Est une chute de 10 % des précipitations dans le cas d'un réchauffement à +2 °C. À +4 °C, le déficit en eau pourrait s'élever à 40 % en 2100 (Giec, "Regional Fact Sheet Europe", 2021). Ajoutez à cela que la hausse du mercure accélérera l'évaporation des sols, aggravant encore les sécheresses.

SOURCE

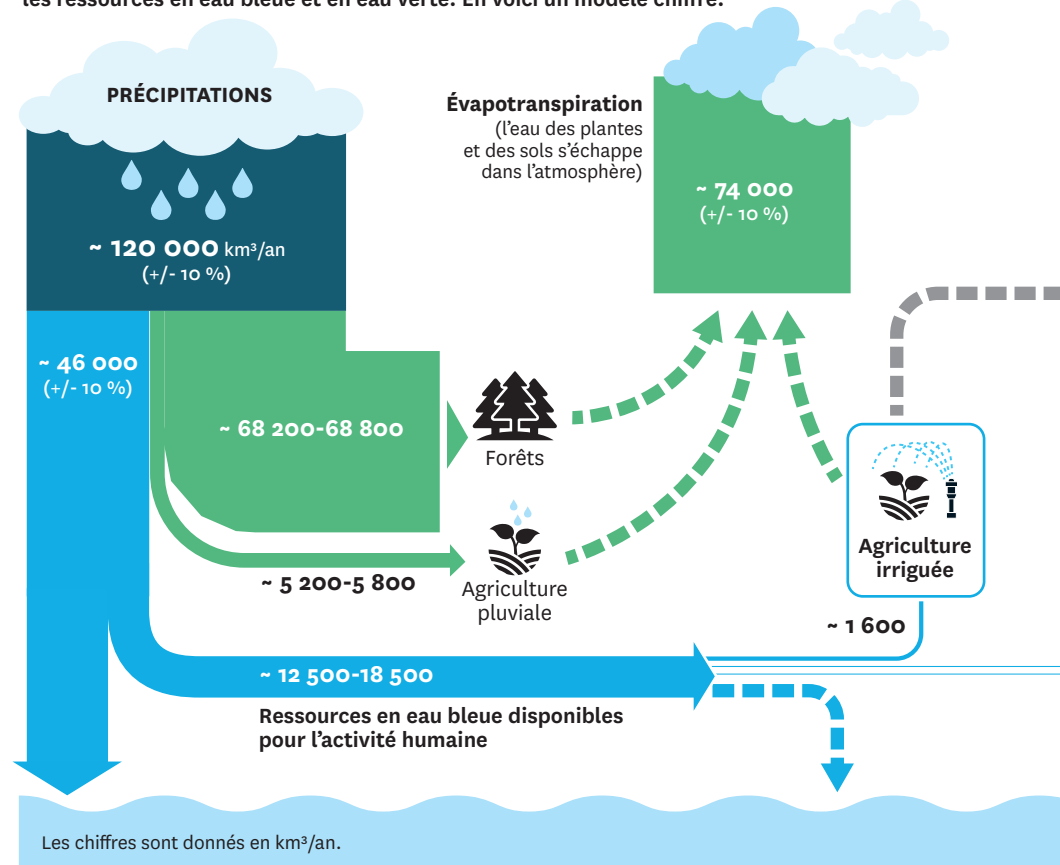
DIE ZEIT

Hambourg, Allemagne
Hebdomadaire
zeit.de

C'est la publication allemande de référence. Ce grand journal d'information et d'analyse politique, pointu et exigeant, tolérant et libéral, paraît tous les jeudis. Créé en 1946 par la force d'occupation britannique, basé à Hambourg, il appartient au groupe Holtzbrinck.

Schéma d'un fonctionnement durable

La survie de l'humanité passe par un cycle de l'eau durable permettant de préserver les ressources en eau bleue et en eau verte. En voici un modèle chiffré.



En comparaison, la France sera moins bien lotie que l'Allemagne, par exemple, puisqu'on observe dans cette dernière deux zones climatiques : celle du nord de l'Europe, dans laquelle les climatologues attendent un surcroît de précipitations, et celle de l'espace méditerranéen, auquel appartient aussi la France, qui va s'assécher. C'est la raison pour laquelle les projections pluviométriques sont moins fiables pour l'Allemagne que pour le pourtour méditerranéen, explique Peter Greve, climatologue au Climate Service Center Germany (Geric), joint par la *Zeit*.

La pluie qui continuera de tomber sur l'Hexagone devrait se concentrer sur certains jours de l'année et prendre de plus en plus souvent la forme de trombes d'eau.

Le Sud aujourd'hui si sec a connu un épisode de ce type à l'automne 2020 : la tempête Alex avait alors provoqué des inondations parmi les pires qu'a subies le pays. Dans les vallées de la Roya et de la Vésubie, non loin de la frontière avec l'Italie, des torrents d'eau avaient dévalé la montagne en l'espace de quelques heures, emportant hommes et maisons.

Dès l'automne 2022, Emmanuel Macron avait annoncé un plan national de sobriété pour l'eau. Il prépare dès à présent la population à devoir vivre avec moins d'eau à l'avenir. Il a prévenu : "C'est la fin de l'abondance et de l'insouciance." Le gouvernement a insisté sur la nécessité de répartir équitablement l'eau disponible afin d'éviter de futurs conflits. Pour l'instant, on ne

sait pas encore précisément – en Allemagne non plus, du reste – qui pourra bénéficier d'un accès prioritaire aux nappes et aux eaux de surface. L'agriculture, qui engloutit en France près de 50 % de l'eau? Les particuliers? Ou l'industrie, dont font à l'évidence partie les 56 réacteurs des centrales nucléaires que compte le pays?

Refroidir les centrales. En cas de sécheresse, la France ne devra pas seulement s'inquiéter pour ses récoltes, mais aussi pour son approvisionnement énergétique : le pays dépend de l'atome à près de 70 %. Nulle part dans le monde la densité de centrales n'est plus élevée que chez nos voisins. Or les centrales doivent ponctionner les cours d'eau pour refroidir leurs réacteurs, et la quantité d'eau disponible va globalement diminuer sous l'effet du dérèglement climatique. Selon les derniers pronostics de l'agence d'Hélène Michaux, le Rhône, le premier fleuve du Midi, qui dessert cinq centrales nucléaires, pourrait ainsi voir son débit moyen chuter de 40 % à l'horizon 2050.

La baisse des niveaux des cours d'eau et l'allongement des périodes de fortes chaleurs entraîneront également un réchauffement de l'eau. Or une eau trop chaude met en péril les organismes vivants qui s'y trouvent. L'Autorité de sûreté nucléaire (ASN) n'en a pas moins décidé l'été dernier de relever, sans autre forme de procès, le seuil de la température maximale de l'eau rejetée par les centrales.

Dessaler sans s'emballer

Devant le manque d'eau potable, de nombreux pays développent des usines pour traiter l'eau de mer. Mais cette solution reste très énergivore.

“La désalinisation est une stratégie que nous envisageons depuis longtemps, mais elle n'est pas simple à mettre en œuvre”, reconnaît dans **La Stampa** Francesca Portincasa, directrice générale d'Acquedotto Pugliese. La société prévoit de construire à Tarente une usine capable de “produire l'équivalent des besoins en eau de 385 000 personnes chaque jour”.

Actuellement, ajoute *La Stampa*, “dans notre pays, l'eau provenant de ce type d'installations ne représente que 0,1 % de la consommation d'eau”. On est loin des 90 % d'eau potable provenant d'usines de dessalement au Koweït, des 70 % en Arabie saoudite, loin même des 51 % de la population des Cyclades, qui boit de l'eau dessalinisée, selon le journal grec **I Kathimerini**. Néanmoins, partout dans le monde, la tendance est la même.

En 2022, on comptait plus 21 000 stations de dessalement d'eau de mer opérationnelles dans le monde, soit presque deux fois plus qu'il y a dix ans. Et, “pour la seule année 2020, plus de 35 usines de dessalement ont été annoncées en Chine, six aux Philippines et six à Taïwan”, peut-on lire dans le rapport “Géopolitique du dessalement de l'eau de mer”, de l'Institut français des relations internationales, publié en septembre.

Selon les auteurs, “le dessalement d'eau s'impose progressivement comme la solution de premier plan pour faire face au stress hydrique croissant, c'est-à-dire au déséquilibre entre la demande en eau et la quantité disponible”.

“Mais cette approche, extrêmement gourmande en énergie, repose en général sur l'utilisation de combustibles fossiles. Elle présente donc le risque de voir les émissions carbonées augmenter, alors même que le Royaume-Uni cherche à atteindre son objectif de zéro émission nette”, déplore *The Times*.

La Stampa, elle, se veut résolument optimiste : “Si la désalinisation est une activité très énergivore, les progrès technologiques ont déjà permis de réduire drastiquement la consommation d'énergie. Dans le même temps, pour développer ces installations, il faudra inclure l'utilisation d'énergies renouvelables et trouver des solutions plus respectueuses de l'environnement pour régler le problème de la saumure.”

—**Courrier international**

Le mois de février ayant été le plus sec depuis trente ans, la crainte de nouvelles sécheresses alimente une course à la transformation de l'eau de mer en eau potable.” On s'attendrait à ce que ces propos émanent d'un journal issu d'une région connue pour son aridité. Mais c'est **The Times** qui les tient, et c'est en Angleterre que ça se passe. Avec le dérèglement climatique, le pays ne pourra plus compter sur ses seules précipitations pour s'alimenter en eau potable. La construction de huit usines de dessalement serait programmée dans le sud et l'est de l'Angleterre.

Pour South West Water, une entreprise qui fournit de l'eau potable dans tout le Devon et les Cornouailles, et exploite déjà une très petite usine de dessalement en Sicile, “le dessalement est une ‘solution logique’ dans la région, compte tenu de l'étendue de son littoral”.

D'autres pays bordés par la mer font le même constat. Précurseur en la matière, Israël est passé de 505 millions de mètres cubes d'eau dessalée en 2013 à 750 millions de mètres cubes en 2020, et vise 1,2 milliard de mètres cubes par an à partir de 2030. Le Maroc, qui compte déjà 11 stations de dessalement, a l'intention de “tripler ses capacités à l'horizon 2030”, affirme **Médias 24**. Comme en écho, le journal transalpin **Panorama** annonce que, de son côté, “l'Italie doit se préparer à dessaler”.



REVUE DE PRESSE

Contexte

Le problème de la saumure

●●● Selon un rapport de la Banque mondiale analysant les conséquences environnementales du dessalement, si rien n'est mis en place pour le rendre plus durable, en 2050 240 km³ de saumure seront rejetés dans l'environnement, contre 40 km³ aujourd'hui. Ce type d'eau à teneur en sel très élevée finit sa route dans les mers en passant par les rivières, les lacs et les zones humides : un véritable fléau. “Si la saumure n'est pas diffusée sur de vastes surfaces, elle contribue

à réduire les niveaux d'oxygène dissous dans les eaux réceptrices, ce qui est néfaste pour la vie marine”, insistait déjà **Yale Environment 360** dans un article paru en 2019. Autre problème : en plus de sa concentration en sel, le liquide rejeté est bien souvent toxique, car il est mélangé à des substances chimiques censées éviter l'encrassement du dispositif de désalinisation. Il est donc impropre à tout usage agricole ou industriel, encore moins à la consommation.

“Eau bleue” désigne les ressources hydriques souterraines et de surface

“Eau verte” désigne l'eau prélevée dans le sol par les plantes

Dépassement mondial des ressources disponibles en eau bleue



SOURCES : GLOBAL COMMISSION ON THE ECONOMICS OF WATER, “THE GUARDIAN”

La même ASN a également demandé à EDF une stratégie de sécurisation du parc nucléaire dans un contexte d'urgence climatique. Car notre voisin restera dépendant de l'atome : la France n'a guère investi pour l'heure dans les énergies renouvelables, malgré un ensoleillement bien supérieur au nôtre et deux façades maritimes très prometteuses pour l'éolien, l'Atlantique et la Méditerranée – c'est le seul pays de l'UE à n'avoir pas atteint l'objectif des 20 % en 2020. Au lieu de quoi, Emmanuel Macron entend construire six nouvelles centrales nucléaires à l'horizon 2035.

En attendant, les habitants doivent être ravitaillés en eau par différents moyens. À Arlanc, par exemple, cinq camions-citernes viennent chaque jour remplir les châteaux d'eau. Une noria coûteuse – qui n'apporte à l'évidence aucune solution pérenne. Les communes voisines où les camions vont faire le plein ont d'ores et déjà fait savoir qu'elles ne pourraient bientôt plus livrer Arlanc : elles voient, elles aussi, leur consommation augmenter en été, et un chantier à venir nécessitera beaucoup d'eau.

Les jours où il n'y a plus d'eau au robinet, Christelle Palasse improvise. “Mais je ne vais pas pouvoir éternellement laver la tête de mes clients avec des bouteilles”, soupire-t-elle. Elle n'ose imaginer ce que l'été lui réserve – quand débutera la saison vraiment chaude et sèche.

—**Annika Joeres,**
publié le 4 mars

Healdsburg, la ville californienne qui recycle ses eaux usées

Chaque année, 1,3 million de mètres cubes d'eaux usées y sont traités, puis en partie redistribués gratuitement aux usagers.



—Grist, extraits (Seattle)

A l'ombre d'un arbre qui croule sous les grenades, en cette fin 2022, Brad Simmons, chaudronnier à la retraite qui vit à Healdsburg, en Californie, depuis cinquante-sept ans, me montre son verger. En plus des pommiers, cerisiers et pêcheurs, il a réussi à caser un poirier, deux citronniers et un olivier centenaire dans le petit jardin de son bungalow.

Bien sûr, ce jardin mouchoir de poche est très gourmand en eau, une ressource de plus en plus rare dans un État qui continue à souffrir d'une sécheresse historique. Et ce malgré les pluies torrentielles qui se sont abattues dernièrement [et malgré les précipitations tombées sous forme de neige fin février]. Pourtant, depuis 2020, Brad Simmons et les 12 000 habitants de cette région de vignobles au nord de San Francisco ont réussi à garder les environs verdoyants, tout en faisant baisser de moitié la consommation d'eau de la ville.

Healdsburg bénéficie d'une ressource précieuse qui permet d'arroser les jardins, les vergers et les vignobles : une eau gratuite et non potable produite par son installation de recyclage des eaux usées. Cette station d'épuration

traite plus de 1,3 million de mètres cubes d'eaux usées de la ville chaque année, selon les données de la municipalité, soit un peu plus de la moitié de sa consommation annuelle en eau.

Cet "H₂O" recyclé est utilisé pour l'irrigation, le bâtiment et autres secteurs gourmands en eau mais qui n'ont pas besoin d'une eau de même qualité que celle destinée à la consommation. Cette initiative permet de moins solliciter les réservoirs et les puits de la région tout en sensibilisant un grand nombre d'utilisateurs à la nécessité de ne pas gaspiller, et elle permet de réduire les quantités d'eaux usées traitées rejetées dans la Russian River après le passage dans la station d'épuration.

"Pour moi, l'eau est une véritable obsession", confie Brad Simmons tout en déplaçant un tuyau d'arrosage depuis sa pelouse desséchée vers une cuve remplie de 1 mètre cube d'eau.

Ces réservoirs de la taille d'une machine à laver sont omniprésents sur les pelouses de la ville.

Actuellement, la Californie traite et réutilise près de 900 millions de mètres cubes, soit environ 18 % des eaux usées qu'elle produit. Mais le "Sunshine State" a de plus grandes ambitions encore pour assurer son approvisionnement en eau. Son nouvel objectif est de multiplier par trois cette quantité d'eau recyclée d'ici à 2030.



REPORTAGE

↑↘ Dessins de Martirena, Cuba. Sur l'arrosoir et sur la citerne : Eau.

Soutenus par des initiatives comme le Fonds renouvelable de l'eau propre de la Compagnie des eaux californiennes et le gouvernement fédéral, avec notamment un programme de financement de 750 millions de dollars [environ 695 millions d'euros], plusieurs projets d'envergure sont à l'étude. L'Orange County, par exemple, veut augmenter la capacité de son usine de traitement de l'eau potable – qui est déjà la plus grande du monde – pour recycler près de 500 000 m³ d'effluents par jour. Le Service de l'eau de la Californie du Sud compte mettre en place une nouvelle station d'épuration qui assurerait l'approvisionnement en eau potable recyclée de 19 millions d'usagers dans la région de Los Angeles. Coût : 3,4 milliards de dollars.

Filtration et désinfection. Les collectivités locales plus petites ou celles avec des ressources limitées n'ont pas besoin de mettre en place des projets pharaoniques pour mieux gérer leurs ressources en eau, explique Anne Thebo, chercheuse au Pacific Institute, un institut de recherche américain à but non lucratif sur la gestion durable de l'eau à Oakland, en Californie. Elle souligne : "Selon le contexte local, les habitants disposent d'une grande marge de manœuvre en matière de réutilisation de l'eau."

Les régions agricoles ont un avantage, dit-elle, parce que de nombreuses formes d'irrigation ne nécessitent pas d'eau recyclée de grande qualité. L'eau utilisée pour irriguer les arbres destinés à la production de bois n'a pas besoin d'être potable, contrairement à l'eau utilisée pour les plantes destinées au fourrage, comme l'alfalfa ou les cultures maraîchères, dont les produits sont mangés crus, comme les fraises ou les laitues. Mettre en place une station d'épuration adaptée aux besoins d'une ou plusieurs localités permet de diversifier les réserves d'eau disponibles d'une région et de compenser la demande générale.

L'eau utilisée pour irriguer les arbres destinés à la production de bois n'a pas besoin d'être potable.

Réutiliser l'eau n'était pas la priorité de Healdsburg quand la ville a modernisé son usine de traitement en 2008. La ville devait surtout se mettre en conformité avec les dernières réglementations en matière de rejets des eaux usées dans la Russian River, et faire baisser les niveaux de micro-organismes pathogènes rejetés. Cette modernisation, qui a coûté 29,3 millions de dollars, consistait à ajouter à un procédé qui comprenait déjà la filtration et la désinfection des membranes pour filtrer les micro-organismes pathogènes ainsi que des lampes à ultraviolets. Ces nouveaux équipements purifient l'eau, qui est ensuite d'une qualité suffisante pour pouvoir être rejetée dans cette étendue d'eau de 3850 km².

Pourtant, même si cette eau est propre, les autorités régionales limitent ces rejets d'octobre à la mi-mai, quand les pluies font gonfler le fleuve, afin de réduire le risque de répercussions négatives. Pour les autres mois "il faut trouver une solution", explique Patrick Fuss, ingénieur à l'usine de retraitement des eaux de Healdsburg. Ce casse-tête a fini par devenir un succès, grâce au programme de Healdsburg : faire en sorte qu'il y ait une demande pour ce surplus d'eau non potable mais sanitaire acceptable.

Si les normes sanitaires de l'État permettent aux agriculteurs d'utiliser une eau qui a été traitée trois fois, elles exigent cependant des permis pour encadrer des usages spécifiques, afin d'assurer la bonne qualité de l'eau et de protéger la santé des utilisateurs. Le premier permis demandé par Healdsburg pour utiliser cette eau était destiné à l'irrigation des vignobles ainsi qu'à un usage industriel, résidentiel, et aux espaces verts de la ville. Mais pendant des années, trouver suffisamment de gens intéressés par cette eau traitée a été compliqué, raconte Patrick Fuss.

En effet, si l'eau recyclée est gratuite, elle n'est pas potable et nécessite un raccordement à deux réseaux différents, ce qui entraîne une dépense importante. Certains → 34

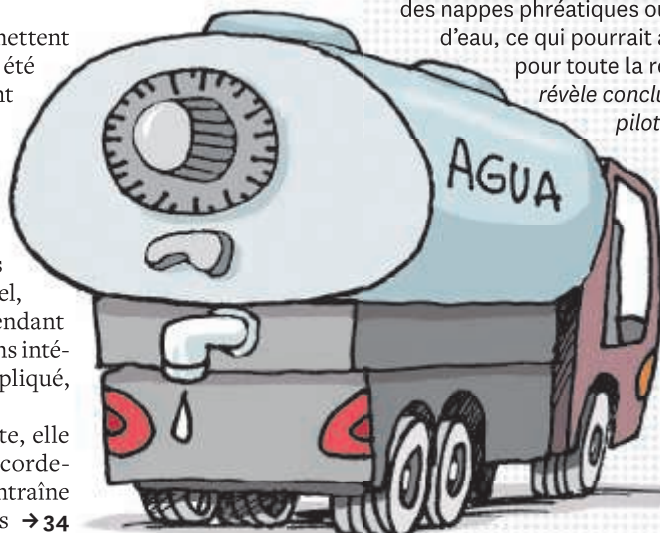


Grèce. Colmater les fuites

●●● Entre la réduction de 20 % des précipitations annoncée dans les années à venir et l'afflux continu de touristes durant la période estivale, les îles grecques doivent préserver leurs ressources en eau. Parmi les solutions envisagées, l'amélioration des infrastructures des réseaux d'approvisionnement. "Le problème des pertes d'eau est très important puisque, dans le sud de l'Égée, elles sont estimées à 30 %! s'alarme **I Kathimerini**. L'étanchéité des réseaux est l'une des mesures prioritaires." le journal grec rappelle que des technologies appropriées, telles que des caméras étanches, existent désormais pour vérifier les tuyaux. "Mais une planification globale est indispensable", insiste-t-il, ajoutant que des lacs artificiels et des barrages sont nécessaires sur toutes les îles.

Belgique. Le retour aux sources

●●● Historiquement, le Brabant flamand compte quantité de petites sources. Mais avec l'urbanisation de cette province, qui entoure Bruxelles, une bonne partie d'entre elles ont été recouvertes et détournées vers le réseau d'égouts. "Le gaspillage de cette précieuse eau de source est difficilement admissible, d'autant plus que nous connaissons de plus en plus de sécheresses", écrit le journal belge **De Standaard**. Sans compter que cela crée des problèmes : saturés, les égouts risquent de déborder en cas de fortes pluies. Quant aux systèmes d'épuration, ils sont rendus moins efficaces par la dilution des eaux usées. Un projet, soutenu par les autorités flamandes, vise donc à récupérer les sources à quatre endroits pour les rediriger vers des nappes phréatiques ou vers des cours d'eau, ce qui pourrait avoir un impact pour toute la région. "S'il se révèle concluant, ce projet pilote sera étendu."



Suède. Trois tuyaux par foyer

●●● À Helsingborg, ville du sud de la Suède, un nouveau quartier propose une innovation présentée comme "unique au monde" au moment de son lancement en 2021. Chacun des quelque 350 logements est équipé d'un système d'évacuation des eaux usées à trois tuyaux. L'idée est de moins gaspiller les ressources et de "mieux les recycler" qu'avec un dispositif traditionnel, explique le site de la radio publique **Sveriges Radio**. Un des trois tuyaux est destiné à l'eau "grise" (douche, lavabo), un aux toilettes par aspiration (à faible consommation d'eau) et le dernier aux déchets alimentaires, broyés au préalable sous l'évier. Autant de conduites reliées à une usine de traitement à côté de la station d'épuration communale. Il en résulte respectivement de l'eau de qualité potable, de l'engrais non fossile et du biogaz.

Irak. Des arbres contre le désert

●●● Le gouvernement irakien a annoncé vouloir planter 5 millions d'arbres pour lutter contre la sécheresse. Mais c'est largement insuffisant, explique au média indépendant irakien **Al-Alam-Al-Jadid Adel Al-Moukhtar**, expert environnemental. "Le pays a besoin de 14 milliards d'arbres et de palmiers pour construire une ceinture verte et pouvoir lutter vraiment contre les tempêtes de poussière et enrayer la désertification", dit-il. Mais le projet est compliqué par la vétusté des systèmes d'irrigation, ainsi que par une baisse alarmante du niveau de l'eau des deux grands fleuves du pays, le Tigre et l'Euphrate.

Kenya. Une police de l'eau

●●● En janvier, le gouvernement kényan s'est doté d'une unité de police spéciale "chargée de lutter contre la multiplication des actes de vandalisme et les vols qui frappent les réservoirs d'eau et le réseau de distribution", précise **The Star**. Cette mesure s'inscrit dans un programme impliquant la réhabilitation de châteaux d'eau en ruine, la plantation de milliards d'arbres et la construction de barrages pour améliorer la disponibilité de la ressource en eau. À Nairobi, la demande est par exemple estimée à 850 millions de litres par jour, pour une production quotidienne de 525 millions de litres seulement, selon le fournisseur d'eau de la ville.

33 ← s'inquiétaient aussi, à tort, de la présence de résidus de nitrates, de minéraux et de produits chimiques qui auraient pu abîmer leurs précieux raisins.

Les eaux usées traitées ont donc continué à être déversées dans le fleuve jusqu'à il y a trois ans, quand la sécheresse a conduit la municipalité à prendre des mesures. Celle-ci a réduit la quantité d'eaux usées à traiter avec des mesures antigaspillage de l'eau tout en augmentant la demande pour l'eau recyclée.

Patrick Fuss a commencé par mobiliser les vigneron grâce à une campagne de porte-à-porte, et s'est engagé auprès des éventuels participants à prolonger les canalisations pour que la distribution soit plus facile. Parallèlement, la municipalité a imposé l'utilisation de l'eau recyclée dans tous les projets de construction, et l'a mise à disposition dans deux stations en libre-service.

Des habitants ravis. Pour finir, alors que les restrictions d'eau se faisaient plus sévères dans l'État et la région, Healdsburg a commencé à proposer des livraisons gratuites d'eau recyclée (jusqu'à 1,8 m³ d'eau par foyer par semaine) aux particuliers.

Diversifier les catégories de consommateurs était crucial, insiste Patrick Fuss, afin d'équilibrer l'offre et la demande. "Nous savons que nous pouvons respecter les normes en période de sécheresse, lorsque la quantité d'eaux usées que nous devons traiter est réduite parce que les gens font des économies d'eau, alors que la demande est plus importante à l'autre bout de la chaîne", explique-t-il. En cas d'année humide ou normale, ce serait plus compliqué.

À Healdsburg, les habitants sont ravis. Le programme de distribution aux particuliers a connu une telle popularité, avec plus d'un quart des foyers concernés par ce service, que la mairie a dû l'interrompre. "Ce n'était pas tenable [financièrement] sur le long terme, explique Rob Scates, responsable de la gestion de l'eau, mais cela a permis de faire connaître cette possibilité."

La municipalité a imposé l'utilisation de l'eau recyclée dans tous les projets de construction.

Dennis De La Montanya, propriétaire du vignoble De La Montanya, a été l'un des premiers à utiliser de l'eau issue des stations d'épuration. Il irrigue depuis des années ses vignes – qui donnent un pinot noir et un chardonnay plusieurs fois récompensés – avec de l'eau recyclée. Il se réjouit : "Ça a été une vraie manne en matière d'approvisionnement de l'eau. Et nous n'épuisons ni les nappes phréatiques ni les réserves d'eau potable du système d'eau public. Tout le monde est gagnant."

Des applications concrètes comme celle-ci donnent plus de visibilité à la valeur de l'eau recyclée, explique Anne Thebo. "Les défis que pose la raréfaction des ressources en eau peuvent sembler insurmontables. Mais quand les gens voient des solutions qui ont des répercussions concrètes dans leur vie quotidienne, c'est une source de fierté pour eux."

—Naoki Nitta,
publié le 23 janvier

Contexte

La France très en retard

●●● Le 23 mars, François Bonhomme a adressé une question écrite au gouvernement. Il lui demandait quelles mesures il comptait prendre pour favoriser la réutilisation des eaux usées traitées (Reut). Pour ce sénateur du Tarn-et-Garonne, apparenté Les Républicains, cette technique, qui permet de recycler l'eau traitée et ainsi de limiter la consommation d'eau douce, est encore trop peu utilisée en France. Seulement 1 % des eaux usées sont recyclées "contre 90 % en Israël, 20 % en Espagne ou encore 8 % en Italie", assure François Bonhomme.

Dans le cadre des Assises de l'eau de 2020, le gouvernement avait confirmé l'intérêt de la Reut et fixé un objectif national de tripler, d'ici à 2025, les volumes d'eaux non conventionnelles (eaux usées traitées, eaux grises, eaux de pluie...) utilisés. Le nombre

de projets – comme la plateforme expérimentant la Reut pour l'irrigation à Montpellier depuis 2017 – augmente en France, mais le compte n'y est pas. Certes, écrit le sénateur, "la loi du 10 février 2020 relative à la lutte contre le gaspillage et à l'économie circulaire (dite loi Agec) ainsi que le décret du 11 mars 2022 ont permis l'utilisation de nouveaux usages des eaux traitées, en particulier pour l'usage urbain (nettoyage des voiries, lutte contre les incendies, l'hydrocurage des réseaux, recharge artificielle des nappes), mais seulement pour une durée de cinq ans et dans des domaines trop restreints".

Avec 8,4 milliards de mètres cubes d'eaux usées traités chaque année en France métropolitaine, selon le Centre d'études et d'expertise sur les risques, l'environnement, la mobilité et l'engagement (Cerema), le potentiel est pourtant important.

SOURCE



GRIST

Seattle, États-Unis
grist.org

Créé en 1999, ce site américain est spécialisé dans les grandes problématiques environnementales. Analyses et informations y restent toujours pertinentes.



DANS NOS ARCHIVES

courrierinternational.com

Les pénuries d'eau et la crise à venir sont un sujet que la presse internationale – et donc *Courrier international* – suit depuis plusieurs années. Voici quelques articles et numéros de référence à lire ou à relire sur notre site.



● Atlas de l'eau.

Une ressource précieuse menacée par la pollution et les conflits...

En 2020, nous vous proposons un tour du monde de l'eau en plus de 30 cartes et infographies.

● **L'eau qui nous manque.** À l'été 2022, les pénuries d'eau s'intensifient partout dans le monde. Avons-nous atteint le point de non-retour? s'inquiète alors la presse étrangère, et notamment **Bloomberg**. Le magazine américain consacre une grande enquête à l'économie européenne menacée par l'assèchement des fleuves, qui limite la navigabilité de ces artères.

● Podcast Six pieds sur Terre : "De l'eau pour tous?"

En novembre 2021, cinq épisodes de notre podcast sont consacrés aux tensions autour de l'eau potable. L'écrivain égyptien Alaa El-Aswany nous raconte le Nil; l'agroéconomiste québécois Nicolas Mesly décrypte l'inquiétante financiarisation de l'or bleu; le chimiste Emmanuel Dongala se souvient des rives du fleuve Congo; le spécialiste de la gestion de l'eau Peter Gammeltoft raconte la crise de l'eau à São Paulo, au Brésil. Et l'artiste Azadeh Nilchiani nous emmène en Iran, à Ispahan, dans les jardins aquatiques.

● Comment le racisme a privé la capitale du Mississippi d'eau potable.

Les inondations aussi menacent l'eau potable. **The Washington Post** revient, en septembre 2022, sur le triste sort des 150 000 habitants de Jackson, en grande majorité noirs, qui ont dû se débrouiller sans eau potable à la suite d'inondations. Une crise préparée par des décennies de sous-investissement.

trans- versales.



sciences

Économie 38
Signaux 39

Mais si, les chats nous aiment !

Éthologie. Ils ont la réputation d'être des sociopathes ; pourtant, un corpus d'études montre que les chats sont plus à l'écoute des humains que nous ne l'imaginons.



— **New Scientist**, extraits (Londres)

Je me demande régulièrement pourquoi nous avons un chat. Très récemment, Peggy a sauté sur une commode et fait tomber un bol en céramique, qui s'est cassé. Au moment où vous lirez ces lignes, un autre incident me poussera sans doute de nouveau à questionner mon choix d'animal de compagnie. Contrairement aux chiens, qui dépendent de nous pour tout et notamment leur bien-être affectif, les chats

donnent l'impression d'être des sociopathes. La plupart des propriétaires de chat (si tant est qu'on puisse les appeler "propriétaires") soupçonnent que nos amis félins nous abandonneraient si on n'arrivait plus, un beau jour, à ouvrir leur sachet de croquettes. Certes, Peggy vient parfois chercher des câlins, mais peut-être qu'elle vient juste se mettre au chaud. D'ailleurs, même si les chats coexistent avec les humains depuis des milliers d'années, on se demande s'il y a eu un processus de domestication.

À moins que les chats soient tout simplement incompris. Les chats et les chiens sont les animaux de compagnie les plus populaires du monde, mais les deux se comportent tout à fait différemment vis-à-vis de nous. Les chiens se précipitent à la porte tant ils sont contents de nous voir revenir à la maison, alors que les chats semblent distants et indifférents. La façon dont s'est passé le rapprochement entre les humains et ces espèces donne quelques éléments de réponse.

Tout d'abord, les ancêtres sauvages des chats étaient relativement solitaires, alors que les chiens ont évolué à partir du loup, une créature particulièrement sociable. Les félins semblent avoir amorcé une domestication il y a 10 000 ans en Méditerranée orientale, également appelée "Proche-Orient". Parmi les données archéologiques, citons une étude de 2004 attestant qu'un chat avait été inhumé avec un Chypriote, dans une tombe remontant à 9 500 ans. Ce lien ancestral entre le chat et l'humain est conforté par un corpus croissant de données génétiques.

Leslie A. Lyons, à l'université du Missouri, a collecté l'ADN de chats pendant trente ans et analysé un éventail de marqueurs génétiques afin d'explorer l'histoire de leur évolution. *"La plus forte diversité est généralement observée au Proche-Orient"*, précise-t-elle, ce qui indique que c'est le berceau de cette population. De la même manière, pour une étude parue en novembre 2022, Lyons et ses collègues ont obtenu l'ADN d'un millier de chats, et ils ont de nouveau conclu que leur domestication avait commencé dans l'est de la Méditerranée.

Momies. La chronologie n'est pas anodine. Les chats ont commencé à fréquenter les humains au Proche-Orient aux débuts de l'agriculture, qui a remplacé l'activité de chasseur-cueilleur. En raison de ce nouveau mode de vie, les populations ont accumulé des provisions de céréales comme le blé. *"Les rongeurs et autres nuisibles ont ainsi été attirés, et les chats ont suivi"*, explique Danijela Popovic, chercheuse à l'université de Varsovie, en Pologne.

En d'autres termes, il n'y a pas de raison de supposer que les humains aient délibérément domestiqué les chats. La chercheuse précise : *"Les chats ont vu l'intérêt d'être proche des humains car c'est là que se trouvait la nourriture. Par ailleurs, les gens ont aussi vu l'intérêt d'avoir des chats."*

Finalement, on dirait que les chats se sont domestiqués tout seuls. En 2014, une équipe dont faisait partie Leslie Lyons a fait le premier séquençage génomique complet d'un félin domestique à partir d'un abysse appelé "Cannelle". Par rapport aux chats sauvages, plusieurs fragments de ce génome révélaient une

évolution issue d'une sélection naturelle. Le tournant semble s'être produit quand certains chats ont développé une plus grande tolérance vis-à-vis des humains, peut-être car ils étaient plus effrontés ou moins effrayés. Ces chats pouvaient se régaler de souris, et l'évolution a ainsi favorisé les chats qui avaient moins peur des humains.

Au fil du temps, les liens se sont resserrés entre les félins et les humains. Les Égyptiens de l'Antiquité momifiaient souvent des chats. Leslie Lyons et ses collègues se sont appuyés sur l'ADN de ces momies pour démontrer que c'étaient des animaux domestiques et non sauvages. Plus tard, l'expansion de l'Empire romain a entraîné le rayonnement du chat domestique.

Cela ne fait que deux siècles que les humains pratiquent la sélection artifi-

"Les chats en confiance voient leur humain comme une source de réconfort et de sécurité."

Kristyn Vitale,
ÉTHOLOGUE

cielle chez les chats, généralement pour des motifs esthétiques et non des raisons pratiques. Mais la majorité des chats ne fait pas partie de ces élevages et s'accouple librement – contrairement aux chiens, qui, depuis des siècles, sont sélectionnés artificiellement pour diverses raisons, que ce soit la chasse ou une taille compatible avec un sac à main. Et contrairement aux chiens, la plupart des chats sortent et conservent des comportements naturels, notamment celui de chasseur.

D'ailleurs, les chats organisent leur journée beaucoup plus librement que d'autres animaux domestiqués. *"D'où le terme 'semi-domestiqué' pour décrire les chats"*, précise Leslie Lyons. *"S'ils étaient tous mis en liberté, ils s'en sortiraient sans doute très bien : ils vivraient par eux-mêmes, sortiraient, chasseraient des oiseaux, des souris, des rats et lézards, et ils survivraient."*

On en déduit qu'il n'est pas vital que les chats soient en phase avec les humains.

Cela ne nous empêche pas de les anthropomorphiser énormément. Vous êtes-vous déjà demandé si vous étiez les seuls à parler au chat avec la voix béate que l'on réserve aux bébés et aux enfants ? Ceux qui ont un chien parlent ainsi à leur animal. Et dans une étude parue en 2022, Charlotte de Mouzon, à l'université de Nanterre, a démontré qu'il en est de même pour les propriétaires de chat. *"Nous avons enregistré des humains qui s'adressaient à leurs chats, et tout le monde parlait comme ça"*, résume-t-elle.

Et les chats savent quand on leur parle. Dans une étude d'octobre 2022, Charlotte

de Mouzon et son équipe ont enregistré des humains parlant à leurs chats, à la fois d'une voix aiguë et normalement. Ils ont aussi enregistré des inconnus en train de dire les mêmes choses. Quand les chats entendaient leur humain s'exprimer avec une voix aiguë, ils modifiaient leur comportement : ils regardaient autour d'eux, s'immobilisaient ou bougeaient leurs oreilles et leur queue. En revanche, ils ne réagissaient pas aux inconnus qui parlaient d'une voix aiguë. "Ils ne voient pas tous les humains de la même manière, explique la chercheuse. Ils ont vraiment un ressenti particulier quand leur propriétaire s'adresse à eux."

Moins démonstratifs. Ce n'est qu'une approche parmi d'autres, qui met en lumière les aptitudes sociales des félins. Ces dernières années, un groupe de chercheurs japonais a fait une série d'étonnantes découvertes. En 2019, des travaux codirigés par Atsuko Saito, de l'université de Tokyo, ont conclu que les chats de compagnie reconnaissent leur nom; leurs oreilles et leur queue bougeaient différemment quand ils entendaient des enregistrements de leur humain qui prononçait leur nom, par opposition à d'autres mots familiers. Cela n'empêchera pas votre chat de vous ignorer quand vous l'appellerez. Atsuko Saito a déclaré au *New Scientist* à cette époque : "Les chats n'ont pas évolué de manière à réagir aux signaux humains. Ils communiquent avec les humains quand ils le veulent."

D'autres recherches ont révélé que les chats étaient en phase avec leurs propriétaires d'autres manières. En 2021, l'équipe japonaise, cette fois sous la direction de Saho Takagi, de l'université de Kyoto, a montré que les chats avaient une "cartographie" mentale de l'emplacement de leur humain dans la pièce, rien qu'en l'écoutant. Quand des voix enregistrées étaient diffusées sur plusieurs haut-parleurs, donnant l'impression que l'humain s'était téléporté d'un côté à l'autre de la pièce, les chats bougeaient leurs oreilles et regardaient autour d'eux, comme s'ils étaient surpris. "C'est dire à quel point ils écoutent attentivement les humains", souligne Saho Takagi.

La donnée la plus frappante vient sans doute de Kristyn Vitale, de l'Unity College, aux États-Unis. Dans une étude de 2017, elle et son équipe ont présenté aux chats quatre possibilités de stimulus : de la nourriture, un jouet, une odeur ou une interaction avec un humain. La plupart des chats ont choisi l'humain, et la nourriture arrivait en deuxième position.

Kristyn Vitale a poursuivi le travail avec une autre étude, en 2019, où elle explorait la nature de l'attachement affectif des chats à leur humain. Elle a fait appel

à un test qui est aussi proposé, dans une version modifiée, à des nouveau-nés humains. Un par un, 70 chatons âgés de 3 à 8 mois ont été emmenés par leur propriétaire dans une pièce inconnue. Au bout de deux minutes, l'humain sortait et le chaton restait seul deux minutes. Puis l'humain revenait dans la pièce. La plupart des chatons, 64 % d'entre eux, ont affiché un attachement émotionnel.

Au retour des propriétaires, les chats se sont pressés d'interagir avec eux et semblaient contents de les voir, puis, rassurés, reprenaient leur exploration de la pièce. "Les chats en confiance voient leur humain comme une source de réconfort et de sécurité, précise Kristyn Vitale. Cette étude démontre que les chats peuvent créer des liens forts avec des humains."

Nous nous serions donc mépris sur nos chats. Une partie de la confusion est venue du fait qu'ils ne sont pas aussi démonstratifs que les chiens, explique Charlotte de Mouzon. "Ce sont des animaux très subtils." Les chats n'ont pas acquis au fil de l'évolution les muscles qui permettent de lever les sourcils pour nous attirer, comme le ferait un chiot. Toutefois, des données collectées depuis une dizaine d'années montrent que les chats ont développé, en dépit des apparences, de nombreuses aptitudes sociales afin de s'intégrer à leur monde où les humains sont rois.

Je me demande si les chats changent et sont de plus en plus domestiqués, à mesure qu'ils fréquentent davantage les salons que les champs. Il est pourtant flagrant que les chats comme Peggy sont attachés à leurs humains, et cette pensée me réconforte alors que je ramasse les morceaux du bol qu'elle a cassé.

— **Michael Marshall,**
publié le 7 mars

SOURCE



NEW SCIENTIST

Londres, Royaume-Uni
Hebdomadaire, 84 000 ex.

newscientist.com

Stimulant, soucieux d'écologie et bon vulgarisateur, c'est l'un des meilleurs magazines d'information scientifique du monde. Créé en 1956, l'hebdomadaire réalise un tiers de ses ventes à l'étranger. Il s'intéresse aux développements scientifiques et technologiques dans le domaine

de l'environnement comme dans celui de l'industrie ou, plus simplement, dans la vie quotidienne.

**LA LETTRE
TECH**



Tous les quinze jours,
l'actualité de la Silicon
Valley vue des États-Unis

PHILIPPE COSTE, à New York

Des pâtisseries et des fusées imprimées en 3D

Cela ressemble à un fiasco. Mais le premier essai en vol, certes raté, de la fusée Terran 1 de la firme Relativity Space, le 22 mars, augure peut-être une nouvelle révolution de la conquête de l'espace. Les neuf moteurs de ce lanceur ont été produits par une gigantesque imprimante 3D, en un temps record, soixante jours chacun, dans des alliages spéciaux capables de résister aux énormes températures et pressions nécessaires au démarrage de la fusée. Selon le *New York Times*, une "anomalie" est survenue lors de la séparation du deuxième étage, mais la résistance de ces matériaux "imprimés" constitue déjà un triomphe industriel.

Relativity Space, pour l'instant spécialisé dans les lanceurs en direction de l'orbite basse de la Terre, entend même, grâce à une alliance avec la firme Impulse Space, arriver sur Mars avant Elon Musk...

D'ailleurs, on n'imprime pas que des fusées. Le *Guardian* note que *NPJ Science of Food*, une revue scientifique de l'auguste groupe Nature, dévoile des recherches avancées sur l'impression en 3D de... cheese cakes par les ingénieurs de l'université Columbia de New York.

À la base, tout aliment, poulet, bœuf, légumes ou fromage, peut ainsi être imprimé pour peu qu'il ait pu être préalablement conditionné dans une cartouche spéciale sous forme de pâte, de liquide ou de poudre avant d'être cuit pendant l'assemblage par un faisceau laser. Ces plats n'ont pour l'instant rien d'appétissant mais ils annoncent, selon leurs concepteurs, une nouvelle ère du "robot chef à domicile" ou de l'ordinateur en cuisine. Il suffira alors de décider d'un menu sur son

écran pour le voir surgir à l'heure dite sur votre table. Les experts doutent que les ménages se ruent un jour sur ces imprimantes spéciales, mais les collectivités pourraient leur trouver un usage.

Révolution verte

Le moment historique est donc arrivé : le *New York Times* assure dans son édition du 20 mars que le prix moyen des voitures électriques descendra cette année au niveau de celui des véhicules classiques aux États-Unis. Cette année, donc, soit cinq ans plus tôt que ne l'envisageaient les prévisions les plus optimistes de la révolution verte. Le miracle s'explique d'abord par la concurrence, l'entrée spectaculaire sur le marché des géants Ford et General Motors, et une surenchère à la baisse des prix lancée par le pionnier Tesla, aux abois. Ensuite, la chute mondiale des cours du lithium depuis janvier réduit la facture des batteries. Enfin et surtout, les centaines de milliards de dollars d'avantages fiscaux offerts aux constructeurs par le plan anti-inflation présenté par Joe Biden en 2022 se traduisent par des ristournes – à la grande fureur des constructeurs européens, dont les clients américains ne profitent pas de ces largesses. Maintenant, il va falloir au plus vite installer des stations de recharge.—



SUR NOTRE SITE
courrierinternational.com

Inscrivez-vous sur notre site pour recevoir chaque mardi **la Lettre tech.**

ÉCONOMIE



Du cacao pour le climat

Économie circulaire. L'entreprise Circular Carbon, à Hambourg, carbonise des coques de cacao pour obtenir du biochar. Ce produit, qui stocke le carbone, est utilisé comme engrais.

—Süddeutsche Zeitung, extraits (Munich)

Quelques marches métalliques à graver et Felix Ertl se retrouve là où l'arôme du chocolat est le plus marqué. Entouré d'énormes machines qui bourdonnent et ronronnent. Il fait chaud dans le hangar, presque trop. L'odeur est si forte qu'on croit bientôt passer à la dégustation. Sauf que non, ici on ne goûte pas.

En haut, sous la charpente métallique, se trouve un gros entonnoir vert muni d'un hublot par lequel on distingue des copeaux. Ce sont les coques de cabosses de fèves de cacao qui tombent dans une gigantesque cuve où elles sont carbonisées à près de 600 °C. Selon Felix Ertl, il en sort un tas de bonnes choses, et même de celles dont le monde a un besoin urgent.

Avec son associé Peik Stenlund, il a développé le concept et fondé l'entreprise Circular Carbon. Les deux hommes font leur entrée sur un marché en pleine éclosion. L'humanité ayant du mal à réduire nettement ses émissions de dioxyde de carbone (CO₂) nuisibles au climat, la planète a de plus en plus besoin de méthodes pour capturer et stocker le CO₂ afin de lutter contre le réchauffement climatique. Un moyen pour y arriver : le charbon végétal (ou biochar). "Tout est bon pour parvenir à des émissions négatives", dit Felix Ertl, casquette gavroche et veston gris. Et son entreprise, installée dans le quartier de Veddel, à Hambourg, est l'un des nombreux chemins pour y arriver.

Ici, la façon de stocker le CO₂ fonctionne de la façon suivante : si les coques de cacao étaient décomposées biologiquement ou brûlées, elles libéreraient le

carbone qu'elles ont emmagasiné au cours de leur croissance. Ce n'est pas le cas avec la pyrolyse, qui consiste à chauffer la biomasse à haute température et presque sans oxygène. Le carbone reste concentré dans le biochar. "C'est du carbone stable. Il reste plus de mille ans dans le sol. Une fois qu'il y est, on ne peut plus l'en faire sortir", explique Bruno Glaser, de l'université Martin-Luther de Halle-Wittenberg [dans le Land de Saxe-Anhalt].

“Le biochar présente énormément d'avantages pour l'écosystème.”

Bruno Glaser,
PROFESSEUR DE BIOGÉOCHIMIE

Professeur de biogéochimie des sols, il étudie le biochar depuis plus de vingt ans. "Je ne connais aucun autre sujet qui présente autant d'aspects positifs. Il présente énormément d'avantages pour l'écosystème."

Le potentiel du charbon végétal a été découvert par les premiers habitants de l'Amazonie : il y a deux mille ans, ils s'en servaient pour fertiliser les sols et augmenter les récoltes. "Depuis, il est utilisé dans certains matériaux de construction, comme additif alimentaire, comme charbon de fourrage, poursuit Bruno Glaser. Quand on en met dans l'alimentation animale, on a besoin de moins d'antibiotiques, les excréments des animaux en contiennent déjà et c'est comme ça qu'il se retrouve dans les champs." En Suède, le charbon végétal est largement utilisé dans l'aménagement urbain parce que, associé à des arbres, il permet de très bien retenir l'eau.

Pour éviter un long transport, Circular Carbon s'est installé là où les coques deviennent des

déchets : près d'une usine qui décortique les fèves pour les livrer ensuite à l'industrie chocolatière. Les coques arrivent à Circular Carbon directement depuis l'usine sur un petit pont qui passe au-dessus de la route. Du tapis roulant, elles atterrissent d'abord dans un entrepôt puis dans la cuve de pyrolyse. Auparavant, les déchets étaient emportés par camion. "Nous créons une valeur ajoutée en pratiquant une économie circulaire", déclare Felix Ertl. En effet, ce pont qui apporte les coques envoie dans le sens inverse de l'énergie à l'usine de cacao sous forme de vapeur d'eau.

C'est là l'autre avantage de la pyrolyse : le processus génère une grande quantité de gaz riche en énergie qui le fait fonctionner. Le gaz est brûlé dans une chambre de combustion couplée à une chaudière, ce qui fournit de la vapeur à l'usine de cacao voisine. Cette vapeur remplace en grande partie le gaz naturel qui était utilisé auparavant pour la faire tourner. "Le gaz que nous brûlons est

neutre en CO₂, la plante l'a absorbé tout au long de sa vie", explique le fondateur de l'entreprise. Et le biochar stocke de toute façon la plus grande partie du carbone. La pyrolyse génère des gaz, mais beaucoup moins que la combustion directe de la biomasse par exemple.

D'énormes sacs blancs s'empilent sur plusieurs mètres de haut à Circular Carbon comme dans l'entrepôt voisin. L'usine peut remplir un de ces "big bags" par heure, soit 600 kilos de biochar. "Un Allemand émet

de biochar mais aussi de la vente d'énergie. La société génère en outre des crédits carbone [de séquestration permanente du CO₂] que d'autres entreprises peuvent acheter pour faire baisser leur empreinte écologique [en compensant leurs émissions].

Les plus gros acheteurs du biochar de Circular Carbon sont actuellement des négociants de produits agricoles ou des entreprises qui le transforment en d'autres produits (terreau, ersatz de tourbe ou aliments pour animaux). Le biochar fait un bon engrais quand on y ajoute certains additifs.

"La coque contient déjà beaucoup de nutriments", explique Felix Ertl : potassium, phosphore et azote, par exemple. Circular Carbon peut en outre affiner le produit en fonction des souhaits du client.

Jusqu'à la mi-2022, la réglementation européenne freinait l'utilisation du biochar comme fertilisant dans l'agriculture, mais elle a été modifiée depuis. S'il n'est pas encore utilisé en quantité industrielle, c'est cependant pour une autre raison : le biochar est bien plus cher que les engrais conventionnels. "Si les agriculteurs étaient subventionnés pour améliorer l'écosystème et stocker le gaz carbonique dans le sol, le monde serait différent", dit le chercheur Bruno Glaser.

—Saskia Aleythe,
publié le 12 février

en moyenne environ onze tonnes de CO₂ par an, ça correspond à peu près à dix big bags", dit-il.

D'autres sociétés se sont lancées dans la pyrolyse : les sites de production ne cessent de se multiplier depuis quelques années. Hansjörg Lerchenmüller, le président de la Fédération européenne du biochar, lui-même entrepreneur, en fait le compte régulièrement : il y en avait environ 140 l'année dernière en Europe, contre une cinquantaine en 2018. À cette date, elles produisaient 6 500 tonnes de charbon végétal par an, volume qui est passé à 30 000 tonnes en 2021. Une "tendance à la hausse", constate-t-il.

Circular Carbon ne tire pas seulement ses revenus de la vente



← Dessin de Boligán
paru dans El Universal,
Mexico.



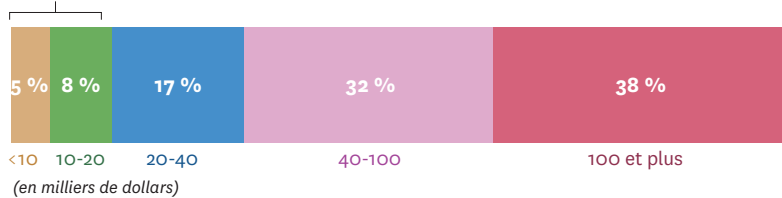
Chaque semaine, une page visuelle pour présenter l'information autrement

Qui doit payer la dette étudiante américaine ?

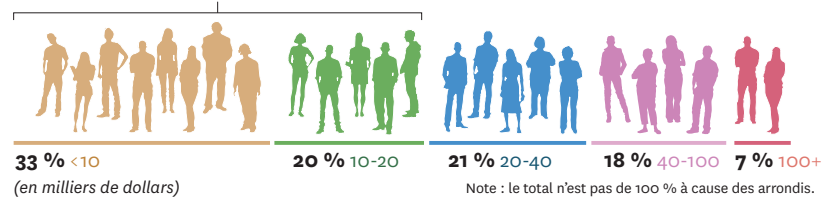
Aux États-Unis, une personne sur cinq rembourse un prêt étudiant.

La majorité des prêts portent sur de petits montants, mais ils ne représentent qu'une petite partie de la dette étudiante, constituée essentiellement de gros emprunts.

Seulement 13 % de la dette étudiante fédérale correspond à des prêts de 20 000 dollars ou moins...



... mais 53 % des emprunteurs ont une dette inférieure à 20 000 dollars.



La dette étudiante concerne surtout la tranche d'âge des 25-34 ans.

Pourcentage d'Américains dans chaque tranche d'âge qui a une dette de... (en milliers de dollars)



24 % ont un prêt étudiant

76 % n'ont pas de prêt étudiant



La source



THE WASHINGTON POST Le quotidien américain publie régulièrement des infographies. Celle-ci s'appuie sur des données de la New York Federal Reserve, l'une des douze banques de la Réserve fédérale des États-Unis. Elle est extraite

d'un article mis en ligne en mai dernier et de nouveau publié en février, au moment où la Cour suprême américaine examinait le projet du président Joe Biden d'effacer 400 milliards de dollars (environ 376 milliards d'euros) de dette étudiante.

360

MAGAZINE

Elida Almeida porte les voix du Cap-Vert • Musique... 44
Un céramiste blanchi par les ans • Histoire... 46

Picasso et ses muses

À l'occasion de l'année Picasso, qui commémore l'œuvre du grand peintre espagnol, cinquante ans après sa mort, la presse étrangère revisite l'artiste et ses inspirations. Elle souligne abondamment ses rapports abusifs avec les femmes qui ont traversé sa vie – une question dont les musées s'emparent, eux aussi. Ainsi que la relation occasionnelle mais créative que Pablo Picasso entretenait avec l'absinthe.



✓ *Les Deux Saltimbanques (Arlequin et sa compagne), Paris, 1901.*
Photo Succession Picasso 2023/AKG



SOURCE

EL CONFIDENCIAL

Madrid, Espagne
elconfidencial.com
Fondé en 2001, ce site madrilène – lancé dans un garage de la banlieue de Madrid – se définit comme “le journal [numérique] qui s’adresse à ceux qui ont

de l’influence”. À l’époque, il voulait surtout cibler le monde de l’économie et de la finance, ce qui demeure sa référence. Pour élargir son audience, il est devenu un média plus généraliste et se situe aujourd’hui au centre droit de l’échiquier médiatique.



L’inspiration aux reflets verts

Comme d’autres grands maîtres de l’époque, Pablo Picasso, inventeur du cubisme, s’est inspiré des visions et de l’état onirique que lui procurait l’absinthe pour faire évoluer son art et innover.

— **El Confidencial** (Madrid)

Nous sommes à Paris à la fin du XIX^e siècle et au début du XX^e siècle. Un homme de petite taille au teint verdâtre parcourt à vélo les rues de la ville. Il pousse parfois des cris et se fiche régulièrement par terre... C’est qu’il a pris l’habitude de se soûler à l’absinthe, sa déesse chérie, la “fée verte”. Une boisson qu’il ingère en grande quantité, pure, sans la diluer avec de l’eau et y ajouter du sucre, comme d’autres le font. C’est un type dangereux : il trimballe un revolver dont il se sert pour ouvrir les bouteilles et il a écrit une pièce de théâtre qui n’a été représentée qu’une fois vu le scandale qu’elle a provoqué. Cet homme, c’est Alfred Jarry. Il ne lui reste plus longtemps à vivre : comme c’est souvent le cas des légendes, il mourra jeune. À 34 ans, c’est déjà un cadavre, un vrai, pas comme celui qu’il avait imité quelques jours avant pour se faire photographier.

Rien ne prouve que Picasso l’ait connu personnellement lors de ses multiples séjours à Paris, comme l’explique l’essayiste Inocente Soto dans un article intitulé “*Ubú Picasso*”. Ce qui est certain, c’est que Picasso a assisté à des représentations de pièces dérivées d’*Ubu roi*. Il semble aussi qu’une fois Jarry mort il ait hérité de son revolver, de manuscrits et de quelques autres de ses biens. C’est peut-être cet héritage secret qui, combiné à la liqueur, a conduit le jeune peintre à une distorsion des couleurs et des corps, à une fragmentation des surfaces et des plans... Consommateur occasionnel d’absinthe, Picasso verra les gens en bleu et les peindra de cette façon. Puis il les verra en rose et les représentera dans ces tons. Finalement, il les verra *bizarrement*, comme décomposés en plusieurs plans ou figures géométriques, et c’est ainsi qu’il les peindra.

Il y a quelques années, l’écrivaine et critique culturelle Jane Ciabattari insinuait dans un article destiné à la BBC que la boisson mythique “*donnait lieu à des visions et des états oniriques qui se reflétaient dans l’œuvre artistique [et qu’elle avait] donné naissance au symbolisme, au surréalisme, au modernisme, à l’impressionnisme, au postimpressionnisme*

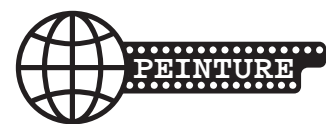
et au cubisme”. L’absinthe a-t-elle été le grand moteur créatif de tous ces mouvements ? Manet, Monet, Degas, Van Gogh et Toulouse-Lautrec, aujourd’hui considérés comme de grands maîtres de l’époque, ont tous peint d’innombrables portraits de consommateurs d’absinthe ou représenté la boisson elle-même dans leurs tableaux. Picasso ne fait pas exception.

Le premier tableau témoignant de la relation qu’entretenait le Malaguène avec l’absinthe représente une buveuse solitaire [*La Buveuse d’absinthe (La Buveuse accoudée)*, 1901]. La femme a le regard perdu dans le vide ; ses lèvres sont très rouges et le liquide dans sa coupe, très vert. Son nom n’est pas indiqué sur le tableau, mais on retrouve son visage dans de nombreuses autres œuvres datant de la même époque. Tout indique qu’il s’agit d’Odette, la première petite amie parisienne de Picasso. Ou l’une des premières, puisqu’on sait que le trio de jeunes formé à Paris par Pablo Picasso, Manuel Pallarés et l’infortuné Carlos Casagemas a popularisé en quelque sorte le concept du polyamour, avec l’aide de Germaine, d’Antoinette et d’Odette.

Les six amis aux amours compliquées ont vécu de bons et de mauvais moments, les mauvais se révélant parfois fatals. En février 1901, Casagemas s’est suicidé dans un bar après avoir essayé d’abattre Germaine. L’événement a profondément marqué Picasso, mais il ne l’a pas empêché de maintenir ou de poursuivre la relation qu’il entretenait avec l’ancienne petite amie de son ami décédé. Ce qui est certain, c’est que sa palette s’est assombrie peu de temps après.

Le changement s’est produit alors que Picasso, vivant parmi la bohème parisienne, s’était mis à peindre frénétiquement dans l’intention de présenter plus d’œuvres, et de meilleures, lors de l’exposition organisée à la galerie de l’important marchand d’art Ambroise Vollard. L’événement, qui marquera la destinée de Picasso, a ouvert ses portes au public le 24 juin 1901. Pendant le mois qui a précédé le vernissage, l’Espagnol a peint un ou deux tableaux par jour – ou peut-être dix : dans la description qui accompagne *La Buveuse d’absinthe* chez Christie’s, on peut lire : “*La critique Gustave Coquiot, que [Pedro] Mañach avait chargé de rédiger la préface du catalogue, a affirmé que Picasso avait peint jusqu’à dix toiles par jour à la fin mai et au début de juin.*”

Jusqu’alors, ses œuvres, colorées, représentaient des scènes de la vie quotidienne, la sienne surtout, dans laquelle les femmes étaient nombreuses : des femmes qui sourient, des femmes absorbées dans leurs pensées, des femmes qui boivent... Mais dans tout ce tumulte commence à apparaître la lumière bleue blafarde qui caractérisera la peinture de Picasso après la survenue de l’affaire Casagemas. Dans l’autre tableau intitulé *La Buveuse d’absinthe*, peint plus tard, en 1901, le bleu gagne du terrain et colore plusieurs



éléments qui figurent sur la toile : la robe, la bouteille, le verre, les reflets sur la peau, le fond du miroir...

Les buveuses solitaires de l'époque antérieure étaient sérieuses, certes, mais leur polychromie les reliait au monde. En 1902, le bleu domine la palette de Picasso et l'état d'esprit de ses personnages. Tout est mélancolie dans des œuvres comme *La Buveuse assoupie*, une femme ramassée sur elle-même devant son verre, ou dans le portrait d'Ángel Fernández de Soto que Picasso réalise un an plus tard. En 1903, Picasso peint cet ami, avec qui il avait partagé un logement et vécu quelques escapades, assis devant un grand verre d'absinthe, avec sur le visage une expression ambiguë, une grimace d'ennui ou de dédain.

La sensation de mélancolie est exacerbée dans les tableaux où deux personnages se côtoient. Dans l'un, on peut voir un homme et une femme qui ne se regardent pas ni ne se parlent; ils ne semblent rien partager sinon une boisson qui a cessé de leur offrir la distraction qu'ils croyaient pouvoir y trouver. Il y a aussi les tableaux *Ménage de pauvres* ou *Les Deux Saltimbanques...* On voit ainsi défiler toute une procession de déshérités dans les tableaux réalisés pendant la période bleue. Picasso ne fait preuve d'aucune indulgence, pas même avec ses amis. Dans le portrait qu'il fait en 1903 de Sebastián Junyer aux côtés d'une prostituée, les deux personnages, qui semblent se disputer l'espace ou la place sur la banquette, regardent devant eux, perdus dans leurs pensées et leur mélancolie. La toile évoque puissamment le portrait d'un couple peint par Degas presque trois décennies auparavant intitulé *Dans un café (L'absinthe)*.

L'année 1904 est une année importante, une période de transition. Picasso change de quartier et, bientôt, sa palette de couleurs change aussi. Après plusieurs allers-retours en Espagne, il s'installe dans un studio à Montmartre. Il retrouve une certaine stabilité et fait la connaissance de Fernande Olivier, avec qui il engage une relation amoureuse qui se poursuivra de manière intermittente jusqu'en 1912. Il cesse de consommer de l'absinthe,

Marquée par la pauvreté et la tristesse, la période bleue laisse place à la période rose. Mais l'abstinence ne dure pas.

alors même qu'elle fait des ravages dans la société française et ailleurs. Ces changements portent leurs fruits : la période bleue, marquée par la pauvreté et la tristesse, laisse place à la période rose.

Mais l'abstinence ne dure pas, ni d'ailleurs l'influence qu'elle a sur l'œuvre de Picasso. Le récipient représenté dans le tableau *Verre à absinthe* (1911) est méticuleusement décomposé en de multiples plans : la géométrie de l'objet devient plus importante que l'objet lui-même, comme c'est souvent le cas dans les œuvres qui relèvent du cubisme analytique. Le cubisme synthétique est plus indulgent : les écritures ou les éléments qui accompagnent la toile donnent des indices sur ce qui y est représenté, transposant la réalité de l'œuvre à l'œuvre elle-même. Ainsi, dans les tableaux *Verre de Pernod et cartes* et *Table dans un café (Bouteille de Pernod)*, tous deux peints en 1912, on reconnaît facilement les éléments dont il est question dans les titres.

Parmi les multiples représentations du verre d'absinthe réalisées à différentes époques autour desquelles s'articule notre examen de l'œuvre de Picasso, la plus spectaculaire est une pièce de 1914. Il s'agit en quelque sorte de l'extension en trois dimensions du collage sur lequel l'Espagnol travaillait depuis quelques années. La petite sculpture, un bronze peint à l'huile surmonté d'une "vraie" cuillère métallique, rappelle le rituel associé à la boisson : on met un peu d'absinthe dans un verre surmonté d'une cuillère perforée sur laquelle on dépose un morceau de sucre.

L'eau que l'on verse sur le sucre transforme l'absinthe en une boisson de couleur laiteuse un peu plus sucrée et un peu moins forte. À l'époque, le Malaguène s'intéressait à l'interaction entre l'art et la vie ou la réalité et, dans cette œuvre, il a réussi à superposer un objet artistique et un objet de la vie de tous les jours, à savoir la cuillère perforée qu'il a achetée en six exemplaires pour ajouter à chacune de ses sculptures.

La collection permanente du musée Picasso de Málaga, intitulée "Diálogos con Picasso. Colección 2020-2023", contient l'un des six bronzes de la série des *Verres d'absinthe* tirés d'une maquette en cire. C'était la première fois que Picasso créait plusieurs variations d'une même sculpture, choisissant pour chaque exemplaire des couleurs, des textures ou des motifs différents. Le bronze que l'on trouve au musée, celui que l'artiste avait gardé pour lui, est peint à l'huile en rouge dans sa partie inférieure et en blanc dans sa partie supérieure. Elle se distingue aussi des autres par l'angle droit que forme le manche de la cuillère, qui, curieusement, était droit dans les photos prises par Brassai en 1943 dans l'appartement qu'occupait Picasso rue des Grands-Augustins.

Le photographe hongrois, dans une conversation qu'il a eue avec l'artiste plusieurs années plus tard, évoque la forte impression que lui avait faite la pièce : "C'est alors que je découvre le verre d'absinthe, une œuvre extrêmement audacieuse à cette époque. C'était la première fois qu'un objet aussi simple devenait une sculpture!" Grâce à l'attention que lui a accordée Picasso et aux multiples représentations qu'il en a faites, le verre d'absinthe est devenu un objet singulier et minimal à l'aune duquel on peut interpréter son œuvre. Ou une partie de son œuvre, plutôt, car l'artiste sera encore actif pendant plus de cinq décennies. "Quelle est la différence entre un verre d'absinthe et un coussin de soleil?" aurait écrit Oscar Wilde. La différence, c'est le génie immuable de Picasso.

—Pilar Gómez Rodríguez,
publié le 13 octobre 2022

Agenda

L'année Picasso dans le monde

Plusieurs pays – en tête desquels l'Espagne et la France – prévoient des rétrospectives consacrées à l'artiste et à ses créations.

FRANCE

Du 8 février au 12 juin : "Picasso et la préhistoire", musée de l'Homme, Paris.

Du 7 mars au 27 août : "Célébration Picasso, la collection prend des couleurs!", musée Picasso, Paris.

Du 8 avril au 2 juillet, "Picasso 1969-1972 : la fin du début", musée Picasso, Antibes.

Du 6 mai au 30 octobre, "Formes et métamorphoses : la création céramique de Picasso", musée Magnelli – musée de la céramique, Vallauris.

ESPAGNE

Du 23 mars au 25 juin, "Picasso, le blanc dans la mémoire bleue", musée des Beaux-Arts de La Corogne.

Du 13 juin au 17 septembre, "Picasso

– El Greco", musée national du Prado, Madrid.

Du 21 juin au 1^{er} octobre, "Les âges de Pablo", Museo Casa Natal Picasso, Málaga.

Du 29 septembre 2023 au 14 janvier 2024, "Picasso sculpteur. Matière et corps", musée Guggenheim, Bilbao.

ÉTATS-UNIS

Du 12 mai au 6 août, "Jeune Picasso à Paris", Guggenheim Museum, New York.

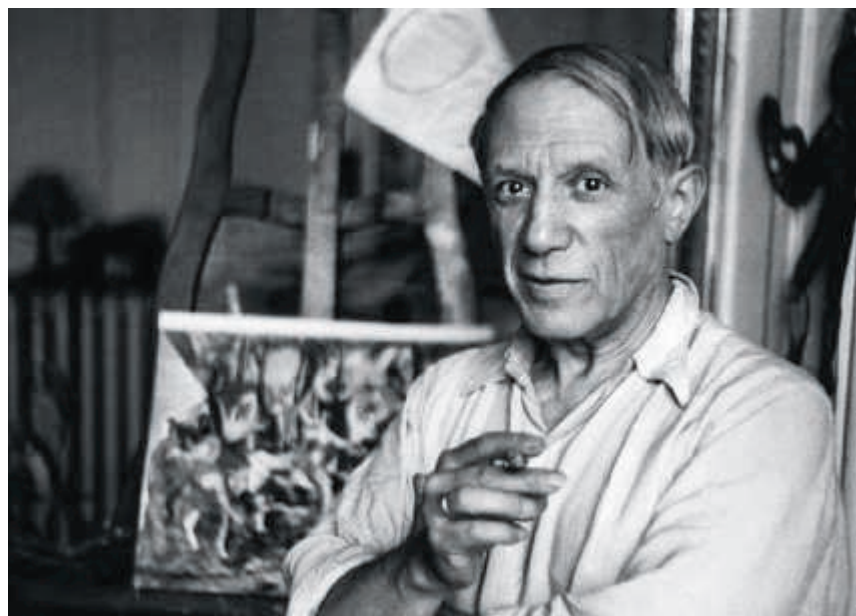
Du 2 juin au 24 septembre, "Picasso et le féminisme", Brooklyn Museum, New York.

Du 12 septembre 2023 au 14 janvier 2024, "Picasso : une commande cubiste à Brooklyn", The Metropolitan Museum of Art, New York.

ITALIE

Du 5 avril au 27 août, "Picasso au Mann", musée archéologique national de Naples.





L'homme qui se servait des femmes

Dominateur, manipulateur, égoïste, le peintre ne gardait ses compagnes que tant qu'elles étaient utiles à sa création. Le public, les musées et la presse internationale examinent aujourd'hui l'héritage de Pablo Picasso à l'aune de ses relations abusives et tumultueuses.

Grande mue au musée Picasso à Paris : pour les cinquante ans de sa mort, l'institution engage un processus critique autour de Pablo Picasso et des relations qu'il entretenait avec ses compagnes, dont il a fait ses muses. Afin d'attirer les jeunes générations, le musée organise une exposition du 7 mars au 27 août dans laquelle il "a fait le choix de ne pas éviter la polémique que suscite aujourd'hui l'artiste : sa vie privée et surtout son comportement brutal avec ses femmes, ses amantes et ses muses retiennent davantage l'attention dans le public jeune depuis le mouvement #MeToo", résume **The Guardian**.

Pour ce faire, des œuvres de l'Américaine Mickalene Thomas, de la Française Louise Bourgeois ou encore de Dora Maar, l'ex-compagne de Picasso, sont exposées aux côtés de celles du génie espagnol, "afin d'ouvrir le débat sur le féminisme, le colonialisme et le racisme", explique le quotidien britannique.

L'intérêt grandissant pour l'homme derrière l'artiste fait désormais couler beaucoup d'encre. Dans une tribune publiée

par **El País**, l'historienne de l'art Victoria Combalá écrit que "Picasso s'est surtout rendu coupable de maltraitance psychologique plus que physique, et pas seulement avec des femmes, mais aussi avec des hommes".

Relatant les épisodes connus d'abus perpétrés par l'artiste, notamment contre Dora Maar, la spécialiste s'interroge sur la manière dont les musées se saisissent de cet héritage : "On va certainement aller vers une réévaluation qui séparera sa vie de son œuvre, et les épisodes ou comportements répréhensibles seront expliqués dans des catalogues, des articles et des livres d'histoire", présage-t-elle.

Affirmant qu'il est toutefois injuste de juger le passé à l'aune des critères

Sonder la conduite de ce "Minotaure" est plus que jamais d'actualité à l'ère post-#MeToo.

contemporains, elle estime qu'il ne faut plus non plus "laisser passer des arguments machistes, tels que : Picasso aimait les femmes. Qu'y a-t-il de mal à ça?"

Parmi les muses malmenées par le natif de Malaga, le journal espagnol **El Diario** insiste sur le cas de Dora Maar, "la femme qui allait le plus stimuler intellectuellement l'Andalou", mais également "celle qui a subi l'abandon le plus douloureux de la part de Pablo, lequel l'a sans doute maltraitée physiquement et psychologiquement". Après sa rupture avec Pablo Picasso, la photographe souffre de dépression et est internée dans un hôpital psychiatrique.

L'exploration du comportement de celui que l'on surnommait le "Minotaure" est plus que jamais d'actualité, note également **El País**, qui expose différentes perceptions de l'artiste, à l'ère post-#MeToo. La journaliste Brigitte Benkemoun affirme dans les colonnes du quotidien qu'il était "dominateur, manipulateur, égoïste, possessif, c'est une certitude, mais causer de la douleur ne lui procurait pas de jouissance, sauf peut-être dans la relation sado-masochiste qu'il avait avec Maar". Le but de l'Espagnol "n'était pas de voir souffrir les femmes, seul comptait son art. Quand il se lassait d'elles parce qu'il sentait qu'elles n'étaient plus essentielles pour ses créations, il les quittait."

Et, à l'image du musée Picasso à Paris, d'autres institutions proposent une lecture critique du maître du cubisme, indique **El País**. À New York, le Brooklyn Museum prépare une exposition féministe qui tentera de "revisiter à travers le prisme actuel une figure historique, qui, indépendamment de sa biographie, continue à jouer un rôle fondamental dans l'histoire de l'art", selon les affirmations des commissaires dans les colonnes de **El País**.

Pour le site **El Diario**, "aborder ce débat, c'est témoigner d'une réalité à laquelle nous étions restés étrangers, et qui nous permet de mieux cerner le peintre des Demoiselles d'Avignon". D'autant que les nombreux portraits qu'a réalisés Picasso de ses muses reflètent aussi sa perception des femmes.

"Il n'est pas inutile de connaître les tourments qu'ont traversés ses compagnes – des artistes qu'il a empêchées de s'épanouir, des femmes dont il a consumé la vie. Cela pourrait même être déterminant pour mieux comprendre le peintre, dans la mesure où chacune d'entre elles a laissé une profonde empreinte dans son œuvre", juge ainsi **El Diario**.

Une chose est sûre pour la presse : Picasso reste un monument de l'art moderne et il ne s'agit pas de l'ostraciser (dans l'esprit de la cancel culture). **El Diario** conclut qu'il "ne va pas cesser d'être l'artiste le plus important du xx^e siècle, cela n'enlève rien aux qualités de son œuvre extraordinaire. Il s'agit d'humaniser le génie."

— **Courrier international**

Repères

L'art de vendre

Génie créateur, Pablo Picasso était aussi un maître de la vente. Dès ses débuts, l'artiste "avait un grand sens des affaires et il comprenait qu'un marché de l'art contemporain prenait forme", rappelle **El País**.

Le jeune Picasso, arrivé à Paris à l'aube du xx^e siècle, y peint des toiles qui plaisent, dans le but de vendre le plus possible, relate le quotidien espagnol. Cette création prolifique est valorisée par un galeriste de talent, Daniel-Henry Kahnweiler, qui tire profit de l'invention du cubisme par le peintre espagnol, et lui achète ses œuvres à des prix très élevés. Au bout de trois ans, celui-ci a créé un large réseau de collectionneurs à l'international, et a fait tripler les prix. Le flair du galeriste permet à Picasso, qui n'aime pas se séparer de ses œuvres, de devenir l'un des artistes les plus cotés. À tel point qu'il "ne disparaît jamais et que son marché ne pâtit pas des critiques relatives au traitement qu'il réservait aux femmes", indique **El País**. Près de cinquante ans après sa disparition, certaines œuvres battent des records aux enchères : en 2015, l'une des quinze versions des *Femmes d'Alger*, une toile peinte en 1955, s'est vendue à près de 180 millions de dollars. Ce qui en a fait le tableau le plus cher du monde. Jusqu'à la vente, en 2017 chez Christie's, du *Salvator Mundi* version "Cook" pour plus de 430 millions de dollars.

↗ **À Paris, dans son atelier.**

Photo Succession Picasso 2023/ Bettmann/Getty Images

← **Two Women at a Bar, 1902.**

Photo Succession Picasso 2023/ DACS, London 2023/Bridgeman Images

culture. 

Elida Almeida porte les voix du Cap-Vert

La chanteuse fait voyager les sonorités de son pays bien au-delà des frontières. À l'occasion de la sortie de son dernier album, *Di Lonji*, rencontre avec la star capverdienne sur les hauteurs de l'île de Santiago, pour retracer son ascension.

—**Expresso** (Lisbonne)

Elle me regarde monter !” se réjouit Elida Almeida tout en gravissant, sans effort, cette montagne où elle a grandi jusqu’à l’âge de 7 ans [elle a aujourd’hui 30 ans]. Nous sommes à Santa Cruz, dans l’intérieur de l’île de Santiago, où la chanteuse capverdienne a été élevée par sa grand-mère, *dona Sabina*. Et Sabina est là, donc, tête coiffée d’un foulard et silhouette menue, à attendre l’arrivée de la petite-fille prodige, sur le seuil de la maison où, à 93 ans, elle vit encore sans rien avoir cédé ou presque de son autonomie, sous la surveillance d’une autre de ses petites-filles.

Si à Praia, la capitale du Cap-Vert, Elida ne peut guère faire deux pas sans qu’on l’arrête pour une photo ou un brin de conversation, *dona Sabina*, sa grand-mère, ne mesure pas exactement le chemin parcouru ces dix dernières années par l’enfant qu’elle a contribué à élever. Elle n’a d’ailleurs

✍ Elida Almeida.
Photo Lusafrika

pas été tellement emballée par le clip de *Dondona*, une chanson de *Di Lonji*, son nouvel album, où Elida rend pourtant hommage à ses grands-mères.

Mais peu importe, ce n'est pas les applaudissements que recherche la jeune femme lorsqu'elle grimpe à pied la montagne. "Dondona parle du bonheur de grandir avec ses grands-mères, de l'importance des bases qu'elles nous donnent. Je dis qu'il y a du sucre dans son giron, du miel dans ses conseils, et qu'elle console comme personne. Je chante que sa bénédiction vaut toutes les gloires. Chaque fois que je viens ici, et qu'elle me donne sa bénédiction, je sens qu'elle veut mon bien, et c'est comme si elle me lavait de tout le mal. Je repars comme neuve, prête pour affronter le monde."

Une radio à piles. Confiée à sa grand-mère à l'âge de 1 an, Elida s'est rapidement habituée à la vie au village. "On se levait et on faisait nos prières. J'allais aussi nourrir les cochons, changer les chèvres de pré, puis nous prenions le petit déjeuner, le plus souvent des biscuits et du beurre, et du café au lait. Ensuite, on prenait les ânes et on descendait chercher de l'eau. Certains jours, nous en profitions aussi pour laver le linge. J'ai vécu ici jusqu'à mes 7 ans, et j'y ai appris tant de choses, conserver le maïs ou les haricots, faire du tabac – c'est ce que je raconte dans *Kaminhu Lonji* [l'une des chansons de l'album *Di Lonji*]."

Pendant que la jeune femme nous décrit cette enfance, dehors, devant la maison de pierre, dona Sabina prépare sur le feu un repas mêlant *cusuz* [gâteau de maïs] et riz aux pois du Cap-Vert. Quand Elida était petite, il n'y avait pas encore l'électricité à Matinho. Et la route goudronnée qui rejoint le village de Santa Cruz n'a été inaugurée qu'à l'été 2022, à l'occasion de festivités dont l'invitée vedette était Elida Almeida, entourée de ses proches émus aux larmes (et même d'une dame présente lors de sa naissance). "Puisqu'il n'y avait pas alors d'électricité, nous n'avions qu'une radio à piles, et nous étions bien frustrés quand les piles tombaient en rade en plein milieu d'une émission", se souvient la jeune femme en riant. "J'ai appris à chanter avec la radio. À l'époque, ces maisons, là, étaient encore habitées, et avec d'autres filles de mon âge, nous nous retrouvions dehors pour jouer du batuque [un genre cap-verdien]. Quand la musique se terminait, on faisait de l'impro. Je crois que c'est ce qui m'a donné envie de composer."

L'ancien manager de Cesária Évora a vu Elida chanter et il a été conquis par sa voix.

"J'ai appris à chanter avec la radio avec d'autres filles de mon âge. Quand la musique se terminait, on faisait de l'impro."

Elida Almeida

Ici, dans le sud de l'archipel du Cap-Vert, les rythmes sont "plus festifs, plus dansants. Moi, j'écoutais du *tabanka*, du *batuque* et du *funaná*. Nous n'écoutions pas tellement de *morna*, ni de *coladeira*. Aujourd'hui encore, il y a des maisons où jamais n'a retenti une seule *morna*, même si c'est un peu la carte postale musicale cap-verdienne, le style le plus connu. Personnellement, je n'ai connu la *morna* et la *coladeira* que quand je suis partie pour l'île [voisine] de Maio. Là-bas, la *tocatina* [rassemblement plus ou moins improvisé de musiciens] est une tradition, et beaucoup de gens jouent de la guitare."

C'est pour aller à l'école qu'Elida a quitté sa grand-mère, à l'âge de 7 ans, allant vivre chez une tante dans la ville la plus proche, *Pedra Badejo*. À 14 ans, elle décide de se rapprocher de sa mère, partie travailler comme vendeuse sur les marchés sur l'île de Maio. "Quand j'avais 8 ans, j'ai perdu mon père, et j'ai alors dit à ma mère : 'Ne pleure pas ! Je vais faire de grandes choses, des choses gigantesques. Je vais faire des études, gagner beaucoup d'argent, permettre à mes frères et sœur de faire des études, et t'offrir une maison avec une salle de bains.'" Dans le projet de la jeune Elida, il s'agit alors de trouver "un petit boulot, pour la retraite, et que ma mère puisse s'acheter des médicaments".

Une fois à Maio, la jeune fille convainc sa mère de la laisser s'inscrire à la chorale de l'église, où sa belle voix retient l'attention : elle est bientôt "promue" interprète de psaumes. Bonne élève, pleine de volonté ("j'ai toujours eu de l'audace, et j'ai toujours aimé mener"), elle rêve de continuer ses études et de faire mentir "le stéréotype qui veut que, sans figure masculine à la maison, une fille ne fait jamais rien de grand dans la vie".

Et puis, à 16 ans, Elida tombe enceinte. "Moi qui étais si bien élevée, j'avais même convaincu mon amoureux d'aller à l'église avec moi ! s'amuse-t-elle aujourd'hui. Ma grossesse a été une immense déception pour ma mère. Sur l'île de Santiago, dans les terres, on porte un foulard blanc quand on est triste ou malade, c'est la tradition. Ma mère l'a gardé trois mois sur la tête !"

Après son accouchement, de retour à Santa Cruz, Elinda termine ses deux dernières années de lycée. "Je me battais, je voulais décrocher une bourse pour continuer mes études, parce que j'avais plus que jamais un objectif dans la vie : faire de grandes choses, pour mon fils."

Comme sa maman, le petit garçon allait être élevé par sa grand-mère paternelle. "Je le lui ai confié quand il avait 1 an, le jour où j'ai cessé de l'allaiter. On dit 'quitter le sein', c'est une tradition chez nous : pour que ça soit moins douloureux, on estime qu'il vaut mieux que l'enfant soit éloigné, pour que la maman n'ait pas à l'entendre pleurer."

Elida Almeida rêve alors de faire du droit, mais ce cursus est trop cher, et elle opte pour des études en communication et multimédia. Elle décroche en deuxième année, quand les cours tournent un peu trop à son goût "à la comptabilité et aux formules". Elle continue de chanter dans des bars, mais le découragement point. "Tout le monde me disait : 'Tu as du talent, tu as de l'avenir', mais dans les faits, rien ne se passait. J'avais l'impression d'être ratée. Certains jours, je priais : 'Dieu, je suis ta fille, regarde-moi donc un peu !' Et un beau jour, Dieu a placé *Djô da Silva* sur mon chemin."

José da Silva, ancien manager de *Cesária Évora*, grand nom de la musique capverdienne, voit Elida chanter et il

"Quand tu entends de la musique capverdienne, tu entends de l'Amérique latine, des Antilles, un peu de semba d'Angola aussi."

Elida Almeida

est d'abord conquis par sa voix tendre, puis "fasciné" quand il découvre que l'adolescente écrit elle-même ses chansons. C'est lui, avant même qu'elle ait terminé son premier album [*Ora Doci Ora Margos*, sorti en 2015], qui décide de tourner un clip pour *Nta Konsigui*. Cette chanson, Elida l'a écrite "un jour de galère, je n'avais plus de gaz, je ne pouvais pas cuisiner, et je ne me disais qu'une chose : 'Mais pourquoi tout va de travers dans ma vie ? Alors je me suis assise et j'ai écrit cette chanson qui parle de l'espoir de réussir un jour, même quand ça va mal. Je crois que, de Santo Antão jusqu'à Brava [du nord au sud de l'archipel], les Capverdiens se sont identifiés. Ça s'est répandu comme une fièvre ! Tous les jours, quelqu'un me parle encore de cette chanson pour me dire qu'elle l'a aidé à franchir les obstacles, à se battre. C'est très gratifiant."

En 2015, Elida Almeida remporte le prix Découvertes décerné en France par [la radio publique] RFI, et sa carrière internationale décolle. Elle a désormais de nombreux fans en France, mais elle se produit aussi ailleurs en Europe, et en Amérique latine. Elle s'est rendue en promotion au Japon et, l'année dernière, elle a joué devant 50 000 personnes lors d'un festival de *world music* en Sibérie. Un beau chemin parcouru pour la jeune

femme, qui, comme elle le voulait, a pu aider ses proches : sa mère, à qui elle a acheté un frigo avec les 600 euros du premier concours musical qu'elle a remporté, et ses frères et sœur, qui ont fait des études d'infirmier et d'hôtellerie. Et tout cela, non pas grâce à un petit boulot comme elle se l'était imaginé, mais grâce à son talent.

Pleine de lumière. Profondément féministe, Elida Almeida voit des "héroïnes" dans ces piliers que sont sa mère, ses tantes, ses grands-mères, et elle est admirative de l'émancipation de la toute dernière génération de femmes. Elle a donné un jour un concert au Tchad : "La salle était comble – 400 personnes, dont 398 hommes. Et les deux femmes faisaient partie du centre culturel. Les autres étaient à la maison, pendant que les hommes étaient venus voir ça : 'Qui est donc cette femme qui a remporté le prix RFI ? C'était moi !'"

Une femme qui, pleine de lumière et de douceur, donne voix aux fléaux de son pays (les crimes sexuels sur les enfants dans *Mexem*, les relations toxiques dans *Dípalbesa*), sans jamais rien perdre de son immense fierté pour ses racines. "Nous sommes l'un des peuples les plus métissés du monde, et ce métissage est présent aussi dans notre musique, car nous sommes des immigrants. Quand nous rentrons, nous ramenons toujours quelque chose dans nos bagages", explique la jeune femme.

"Quand tu entends de la musique capverdienne, tu entends de l'Amérique latine, des Antilles, un peu de semba venu d'Angola aussi... Les journalistes me demandent tout le temps comment il se fait qu'au Cap-Vert tout le monde sait chanter ou jouer d'un instrument, alors même qu'il n'y a pas d'écoles de musique, relate-t-elle en riant. [Au-delà du métissage,] nous sommes sur-tout un peuple fou de musique."

— Lia Pereira,
publié le 17 février

SOURCE

EXPRESSO

Lisbonne, Portugal
Hebdomadaire
expresso.pt

Lancé en 1973 par un député salazariste "libéral", le journal a séduit par sa qualité et son indépendance. Sa principale originalité vient de son format, proche de celui d'un quotidien. Il est devenu en 2017 le titre de presse le plus lu du Portugal, quotidiens et hebdomadaires confondus. En août 2018, plus de 86 000 exemplaires d'*Expresso* étaient vendus chaque samedi.



histoire. 

Un céramiste blanchi par les ans

XIX^e siècle — États-Unis

On admire les créations de Thomas Commeraw depuis plus d'un siècle. Les historiens ont longtemps cru qu'il était blanc... jusqu'à ce qu'on découvre qu'il était noir. Une exposition retrace son parcours singulier.

—The Guardian, extraits (Londres)

Si les créations de Thomas Commeraw ont été consacrées par plusieurs institutions culturelles depuis plus d'un siècle, il aura fallu attendre 2010 pour que Brandt Zipp, un spécialiste du sujet, découvre que le céramiste était noir. Jusque-là, tout le monde partait du principe qu'il avait la peau blanche, comme la plupart des potiers de l'époque. *“Cette découverte m'a stupéfiée, se souvient Margi Hofer [directrice du musée de la New-York Historical Society (NYHS), à New York]. J'ai tout de suite compris que c'était un sujet idéal pour notre musée.”*

C'est ainsi qu'est née l'exposition *“Crafting Freedom : The Life and Legacy of Free Black Potter Thomas W. Commeraw”* [“Thomas Commeraw, modeler la liberté : destin et héritage d'un céramiste noir affranchi”], visible à la NYHS jusqu'au 28 mai. *“Je voulais attirer l'attention sur la vie et l'œuvre de Thomas Commeraw – cela n'avait que trop tardé”*, explique Margi Hofer. Elle espère désormais que cette rétrospective incitera les conservateurs et les collectionneurs à prêter davantage attention à ce genre de destins méconnus.

L'exposition offre un aperçu passionnant d'un art disparu et ravira les passionnés de céramique, qui pourront admirer une quarantaine de pièces fabriquées par Commeraw [vers 1772-1823] et ses contemporains. C'est la plus grande collection de ses œuvres jamais présentée au public depuis la fermeture de son atelier, en 1819. *“Quand on connaît l'histoire de Commeraw, on ne peut qu'être ému de voir toutes ces pièces réunies, qui retracent son parcours professionnel”*, assure Margi Hofer.

L'œuvre de Commeraw se distingue par le soin extrême qu'il apportait à ses céramiques, alors qu'elles n'étaient ni plus ni moins que les

“Tupperware d'antan”. Il fut l'un des premiers à inscrire son nom sur ses pièces, et se démarquait de ses concurrents par ses motifs néo-classiques luxuriants, peu courants à l'époque.

Cette touche personnelle est le signe que Commeraw ne pouvait pas compter sur les privilèges naturels dont jouissaient ses confrères blancs, analyse Margi Hofer. *“C'était un moyen de fidéliser ses clients. Et sans doute aussi une marque de fierté vis-à-vis de son atelier, qui a certainement exigé beaucoup de travail.”* On l'imagine guidé par une volonté bien plus farouche que celle de ses concurrents, qui avaient hérité de leur commerce, poursuit Margi Hofer. La plupart descendaient d'anciennes familles de potiers et se contentaient de récolter les fruits d'une richesse et d'un savoir-faire transmis de génération en génération. *“Commeraw, lui, est parti de zéro.”*

L'exposition offre également une plongée au cœur des tensions raciales de cette époque, durant laquelle de nombreux esclaves retrouvèrent soudain la liberté. Le destin de Thomas Commeraw est typique de son temps : comme beaucoup de ses contemporains, il est né esclave avant d'être affranchi – en 1779, à l'âge de 7 ans environ. Sous l'impulsion des idéaux révolutionnaires, de nombreux esclaves furent en effet libérés à cette période, par voie législative ou à l'initiative de leurs propriétaires.

L'exposition de la NYHS lève le voile sur les pratiques discriminatoires instaurées à l'époque pour tenter de maintenir l'ascendant sur ces affranchis. En 1811, par exemple, l'État de New York adopta une loi visant à entraver le droit de vote des hommes libres noirs – un privilège dont ils disposaient pourtant depuis

la création des États-Unis – en leur imposant de lourdes démarches administratives.

“Pour pouvoir continuer à voter, ils devaient notamment obtenir un certificat prouvant leur statut, et ce n'était pas une mince affaire, détaille Margi Hofer. Ils devaient payer divers frais administratifs et fournir la déclaration sous serment d'un témoin attestant leur liberté.” L'un de ces documents, signé par Commeraw lui-même, est exposé à la NYHS, preuve que le céramiste, qui savait lire et écrire, mettait ses compé-

Comme beaucoup de ses contemporains, il est né esclave avant d'être affranchi en 1779, à l'âge de 7 ans environ.

tences au service de ses compatriotes affranchis. L'artisan se décrivait d'ailleurs comme un fervent défenseur de l'abolitionnisme. Il a grandement contribué aux débats politiques de l'époque, puis à la tentative de création d'une nation noire libre.

“Crafting Freedom” retrace les efforts déployés par Commeraw, et d'autres, pour fonder une colonie d'esclaves affranchis en Sierra Leone. *“À l'époque, la vague d'affranchissements a entraîné une hausse de la discrimination, et de nombreux Noirs ont alors commencé à se demander s'ils ne feraient pas mieux de quitter les États-Unis”*, explique Margi Hofer.

Aspirant à une vie meilleure, Thomas Commeraw, sa femme, leurs trois enfants et plusieurs parents éloignés entreprirent la périlleuse traversée jusqu'en Sierra Leone lors de la première expédition de l'American Colonization Society [association qui encourageait les Africains-Américains à émigrer en Afrique]. Mais l'opération fut un désastre. Le paludisme décimait les rangs des colons – il emporta notamment l'épouse et la nièce de Commeraw –, et les querelles intestines et le manque d'organisation eurent finalement raison de l'expédition.

“Commeraw est rentré aux États-Unis en 1822 et s'est éteint l'année suivante, sans avoir repris son activité de céramiste, conclut Margi Hofer. Il a connu une fin tragique, dans la misère.” L'exposition présente également deux lettres extrêmement poignantes écrites par Commeraw au cours de son voyage. La première, datée du début de l'expédition, brosse un tableau idyllique ; la seconde, plus tardive, décrit le chaos et la terrible réalité du voyage.

Le destin de Thomas Commeraw en est la preuve : même lorsqu'elle est profondément enfouie et semble insignifiante, l'histoire continue de résonner à travers les ans.

—Veronica Esposito,
publié le 25 février



→ Jarre réalisée par Thomas Commeraw entre 1797 et 1819.

Photo New-York Historical Society/
Elie Nadelman

NOTRE NOUVEAU HORS-SÉRIE



**Courrier
international**

Hors-série Avril-mai 2023
8,90 €



GÉOPOLITIQUE LE MONDE DE DEMAIN

*Comment la guerre
en Ukraine
bouleverse les
alliances, renforce
les autocraties,
soudé l'Occident
et fait émerger
un Sud global.*



EN VENTE CHEZ VOTRE MARCHAND DE JOURNAUX

 **Courrier
international**

DESPERADOS VIRGIN 0,0% alc.



BIÈRE SANS ALCOOL AROMATISÉE
ALCOHOLVRIJ BIER GEAROMATISEERD MET
**AGRUMES &
ZESTES DE CITRON**

33cl e

 **BOUTEILLES
& CAPSULES
RECYCLABLES
TRIEZ-LES !**

SERVICEPLAN | Entreprises RCS Numéro 41482062

Desperados Virgin 0,0 est une bière sans alcool (0,0% vol.) aromatisée agrumes & zestes de citron.

L'ABUS D'ALCOOL EST DANGEREUX POUR LA SANTÉ, À CONSOMMER AVEC MODÉRATION.